

**UNIVERSITE GALATASARAY  
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES  
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE  
INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE GRENOBLE**

**DISCOURS SUR LA DEMOCRATISATION EN TURQUIE:  
Etude de cas à partir de trois think tanks turcs (TESEV, SETA, USAK)**

**THESE DE MASTER RECHERCHE**

**Elif Elâ ATAKAN**

**Directrice de Recherche: Füsun ÜSTEL  
Cotuteur de Recherche: Jean-William Dereymez**

**NOVEMBRE 2010**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>TABLE DES MATIÈRES .....</b>	<b>II</b>
<b>RESUMÉ.....</b>	<b>IV</b>
<b>ABSTRACT .....</b>	<b>VIII</b>
<b>ÖZET .....</b>	<b>X</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>I. LA DEMOCRATIE ET LE DISCOURS SUR LA DEMOCRATISATION.....</b>	<b>6</b>
1.1. LA DEMOCRATIE ET LES THEORIES DE LA DEMOCRATISATION .....	6
1.1.1. <i>La remise en question de la démocratie vers une période de transition démocratique ? .....</i>	8
1.1.2. <i>Quelle transition vers quelle démocratie dans quel monde ? .....</i>	17
1.2. LE DISCOURS DE LA DEMOCRATISATION DANS LE MONDE ET EN TURQUIE : ENJEU OU INSTRUMENT ? .....	20
1.2.1. <i>Le discours de démocratisation dans le monde .....</i>	22
1.2.2. <i>L'évolution du discours de démocratisation en Turquie.....</i>	29
1.2.3. <i>Le processus de démocratisation et ses catalyseurs .....</i>	35
<b>II. LE ROLE DES <i>THINK TANKS</i> EN TANT QU'APPAREILS DE DEMOCRATISATION .....</b>	<b>41</b>
2.1. LE PHENOMENE <i>THINK TANK</i> .....	41
2.1.1. <i>Le think tank : un militantisme spécifique d'inspiration américaine .....</i>	41
2.1.2. <i>Le think tank : un levier d'influence sur la vie politique actuelle .....</i>	43
2.2. LE <i>MILITANTISME SCIENTIFIQUE</i> EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATISATION EN TURQUIE .....	52
2.2.1. <i>La place hybride des trois think tanks turcs .....</i>	61
2.2.1.1. <i>Le rôle des directeurs et leur mobilité entre les think tanks .....</i>	61
2.2.1.2. <i>La question d'indépendance politique et financière .....</i>	65
2.2.1.3. <i>Les relations des think tanks avec les médias à travers le militantisme scientifique.....</i>	69
2.2.1.4. <i>La précision de l'agenda des think tanks : question de le suivre ou de le manipuler ?.....</i>	75

2.3.	LA PERCEPTION DU PROCESSUS DE DEMOCRATISATION PAR LES <i>THINK TANKS</i> .....	77
2.3.1.	<i>Un processus inévitable qui produit ses propres acteurs</i> .....	77
2.3.2.	<i>La perception du rôle de l'AKP dans le processus de démocratisation</i> .....	82
2.3.3.	<i>La question kurde: Un terrain pour l'enrôlement des savoirs</i> .....	84
	<b>CONCLUSION</b> .....	<b>97</b>
	<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>100</b>

## RESUMÉ

Depuis les années 1990, les réformes de politiques néolibérales en Europe ont influencé la scène politique de la Turquie et y ont créé d'une certaine ouverture politique du régime. La victoire de l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi : Parti de la Justice et de Développement*) aux élections de 2002 et 2007 et la dynamique de l'intégration européenne ainsi le processus de mise aux normes de la législation turque ont été interprétés dans la presse nationale et internationale comme une sortie d'un régime sécuritaire et des signes de démocratisation.

Cette recherche a l'intention d'analyser une période de l'histoire politique de la Turquie dès la fin des années 1990 jusqu'à la fin de la première moitié des années 2000, baptisée comme « une période de démocratisation » par les chercheurs et ainsi que le rôle d'une nouvelle offre d'expertise politique dite « les *think tanks* » sur ce nouveau tournant politique, qui ont été introduits dans la même période. Dans ce contexte, cette recherche tente de comprendre dans quelle mesure les think tanks turcs ont influencé le regard de l'opinion publique aux vieux tabous comme la question arménienne et la question kurde etc...dont la discussion était jusqu-là interdite, et ont-ils engendré une nouvelle ère politique plus ouverte à la discussion ainsi démocratique lors des quinze dernières années?

Cette recherche a un but d'objectiver aussi l'échange de savoirs dits spécifiques entre les think tanks et l'Etat en voie de la démocratisation en Turquie en choisissant de s'inscrire dans le cadre des analyses de « sciences de gouvernement ». Les think tanks en produisant des réponses à des sollicitations de l'Etat turc visent à influencer l'ordre du jour politique et inversement, l'Etat légitime ces actions publiques grâce aux savoirs spécifiques produits par ces think tanks.

Dans le premier chapitre, nous avons fait une analyse du contexte historique et politique de l'émergence du concept de la démocratie et de démocratisation et les discussions qui parviennent au sein de ce concept dans le monde et en Turquie. Maurice Duverger parle de manière critique de deux faces de la démocratie dans son livre *Janus. Les deux faces de l'Occident* en affirmant que la démocratie possède deux faces comme Janus : celle de la domination oligarchique toujours sous-jacente et celle de l'avancée politique du plus grand nombre. Ainsi qu'Alain Badiou tire notre attention à l'emblème démocratique intouchable introduit par les sociétés occidentales qui se considèrent comme le monde entier. Badiou déclare que même les horreurs économiques mondiales qui ont des effets négatives irréversibles sur l'appauvrissement des autres pays peuvent être pardonnées, du moment qu'ils les ont commis au nom de la démocratie.

Dans notre recherche, il était évident de faire une étude construite autour de la littérature politique de démocratisation dans le monde, puisque le discours de la démocratisation est devenu aux années 1970 comme un produit à exporter aux pays dits non-démocratiques et inversement importer des pays de vieilles démocraties.

L'expansion de la démocratie nommée « la troisième vague de démocratisation » par Samuel Huntington commence au milieu des années 1970 au Sud de l'Europe et s'étend au début des années 1980 vers l'Amérique latine, les pays asiatiques comme la Corée du Sud, la Thaïlande et les Philippines. Puis à la fin des années 1980 et au début des années 1990 elle atteint l'Europe de l'Est, l'Union soviétique et une partie de l'Afrique subsaharienne. Avec l'effondrement du communisme, selon Samuel Huntington, la démocratie est devenue la seule alternative légitime et viable à un régime autoritaire de toute nature. L'expansion globale de la démocratie a attiré l'attention non seulement les décideurs politiques mais aussi des chercheurs en sciences sociales. Les chercheurs en sciences sociales ont appréhendé une littérature de démocratisation et l'établissement d'un discours de démocratisation par leurs recherches qui examinent les facteurs de ce tournant de démocratisation. Ces facteurs ont été précisés par les chercheurs de la troisième vague : la baisse constante de la légitimité de la règle autoritaire, l'affermissement de la société civile, les pressions démocratiques d'autres pays, l'assistance des organisations internationales et l'émergence de médias indépendants.

Un autre point notoire dans notre mémoire est les reflets de cette formulation du processus de démocratisation par les chercheurs de la troisième vague sur la scène de la politique turque dans ces quinze dernières années. Les réformes économiques réalisées en lumière des grandes organisations internationales telles que la Banque Mondiale et le FMI aux années 1980 et soutenus par un discours de démocratisation qui s'est orienté plus tard, dans les années 1990, vers le modèle européen. Par conséquent, les organisations civiles ainsi que les *think tanks*, en acceptant a priori les normes internationales impliquées par ces grandes organisations, jouent un rôle important pour les changements démocratiques impliquant la consolidation démocratique.

Pour cela, le deuxième chapitre de ce mémoire, se porte sur la notion de *think tanks* émergée au début du 20<sup>ème</sup> siècle aux Etats Unis et la théorisation de ces institutions.

Les experts de ces *think tanks*, ils visent à influencer les décideurs politiques avec leurs recherches crédibles et légitimés scientifiquement. Dans ce contexte, en créant des liens avec les autorités économiques, politiques ainsi que les chercheurs universitaires et en publiant leurs rapports scientifiques pour influencer l'opinion publique, ils deviennent un instrument politique hybride au sein d'un network social multiple. Medvetz suggère que les *think tanks* sont des organisations constitutionnellement hybrides qui se situent à une position structurelle et intermédiaire. Il indique que les *think tanks* doivent activement défendre leur indépendance à l'aide d'une complexe auto-présentation et autolégitimation. En partant par ce point, nous avons essayé de mettre en évidence les relations multi structurelles de ces trois *think tanks* TESEV, SETA et USAK tels que leurs rapports avec le gouvernement actuel, les autorités économiques et politiques, les médias et le monde universitaire. Dernièrement, nous avons tenté à montrer en prenant comme une étude de cas, et en analysant les rapports publiés sur la question kurde par ces trois *think tanks*, l'issue la plus étudiée et parlée en Turquie, qui chemine parallèlement de l'ouverture démocratique du parti politique de l'AKP.

Ce mémoire propose un nouveau regard au processus de démocratisation dans les derniers quinze ans en Turquie en interrogeant la place hybride de trois *think tanks* turcs, qui instrumentalisent le savoir spécifique pour influencer l'ordre du jour politique, au sein de la politique turque.

## ABSTRACT

Since the 1990s, neoliberal policy reforms in Europe have influenced the political scene in Turkey and have created a more open political system. The victory of the AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi: Party of Justice and Development) in elections in 2002 and 2007 and the dynamics of European integration and the process of upgrading Turkish law have been interpreted in national and international press as an exit from a security regime and signs of democratization.

This research intends to analyze a period of political history of Turkey from the late 1990s until the end of the first half of the 2000s, known as "a period of democratization" by researchers and also the role of a new offer of political expertise called "think tanks" on this new policy shift, which were introduced in the same period. In this context, this research attempts to understand to what extent the Turkish think tanks have influenced public opinion on the old taboos such as the Armenian question and the Kurdish question etc...and if they created a new political era in the more open and democratic discussion in the last fifteen years?

This research has also purpose to objectify called specific knowledge exchange between think tanks and government at the process of democratization in Turkey in light of the political science context; "science of government." This context examines how think tanks intended to influence the political agenda by producing responses to the Turkish government requests, and conversely, how the state legitimates his political actions through specific political knowledge generated by these think tanks.

In the first chapter, an analysis of the democracy and democratization emergence in the political history context and the discussions about these concepts in international and national political scenes were presented by various points of view.

Maurice Duverger speaks critically of democracy's two faces in his book *Janus: Both sides of the West* by indicating that democracy has two faces like Janus: One face is the unspoken oligarchic domination and the other face is the political progress of the great majority. While Alain Badiou, the French philosopher, draws our attention to the untouchable democratic emblem which is introduced by Western societies. Badiou says that even the global economic horrors that have negative effects on the irreversible loss of other countries can be forgiven as long as they have committed in the name of democracy.

In the research, it was obvious to look at the studies built around the political literature of democratization in the world, because in 1970s the discourse of democratization has been considered like a product for exporting to the non-democratic countries and inversely for importing from old democracies.

The expansion of democracy called "third wave of democratization" by Samuel Huntington begins in the mid 1970s in Southern Europe and extends to the early 1980s to Latin America, Asian countries like South Korea, Thailand and the Philippines. Then in the late 1980s and early 1990s the wave reached to Eastern Europe countries, the Soviet Union and parts of Sub-Saharan Africa. According to Samuel Huntington, with the collapse of communism, democracy has become the only viable and legitimate alternative to an authoritarian regime of any kind.

The global expansion of democracy has attracted the attention of not only politicians but also social scientists. The social scientists have apprehended a literature of democratization and the establishment of a democratization discourse through their research. These social scientists identified the third wave of democratization's factors as the steady decline of authoritarian rule's legitimacy, the strengthening of civil society, democratic pressures from other countries, the assistance of international organizations and the importance of independent media.

Further analysis in the research are the effects of this democratization factors determined by third wave researchers, on the Turkish political scene in the last fifteen years. First of all, the economic reforms realized in 1980s by the guidance of major international organizations such as the World Bank and International Money Found can be consider like the first steps of this democratization factors effects, which have created a local "discourse of democratization" in Turkish political scene. Subsequently, in 1990s, this discourse of democratization extended during Turkey's candidacy to the European Union, which later becomes Turkey's democratization



model in this process. During that time, the observatory of Turkey's policy had remarked a notable increase in the number of civil societies and think tanks in political scene. Therefore civil societies and think tanks played an important role for the consolidation of democracy in Turkey in the last fifteen years by recognizing and supporting primordially the international organizations standards.

As a result, the second chapter of this research highlight the early 20th century emerged American oriented institutions think tanks and their theorization.

Futher analysis in the second chapter tries to stress how the experts from these think tanks, aim to influence policy makers and public opinion with their scientifically legitimated publications. In this context, the think tanks create links with academic researchers, political and economic authorities and consequently they become a political instrument in a hybrid social network. Medvetz suggests that think tanks are constitutionally hybrid organizations that are in a structural and intermediate position. Medvetz indicates that think tanks must actively defend their independence with a complex self-presentation and self-legitimation. Starting from this point, the research tries to highlight the multipositional relationship between business, politics, media and academic authorities and those three think tanks TESEV, USAK SETA and their relationship with the current government. Finally, with critical point of view, it attempts to show in light of the case study where the three think tanks reports on the Kurdish question, which runs parallel to the AKP's discourse of "democratic opening", are analyzed.

This research provides a new perspective to the process of democratization in the last fifteen years in Turkey by questioning the place of three hybrid Turkish think tanks, which develop the specific knowledge to influence the political agenda of Turkish politics.

## ÖZET

1990'lerden itibaren, Avrupa'daki neoliberal çizgideki reformların Türkiye politikasında farklı bir boyutta ortaya çıkarak yeni bir siyasi açılım getirdiğini söylemek mümkündür. Ak Partinin 2002 ve 2007 yıllarındaki seçimleri kazanmasıyla, Avrupa Birliğine adaylık süreci kapsamında yapılan reformlar, ulusal ve uluslar arası medyada, çoğu kez güvenlikçi bir rejimden çıkışı ve demokratikleşmenin işaretleri ve sonucu olarak yorumlanmıştır.

Bu tez, birçok araştırmacı tarafından, demokratikleşme süreci olarak adlandırılan ve Avrupa Birliği'nin Türkiye'nin adaylık sürecinde rehberlik görevi üstlendiği ve akabinde Avrupa Birliği tarafından ön koşul olarak öne sürülen reformların kanunlaştırıldığı bu dönemi incelemektedir. Türkiye siyaset yaşamında yeni bir uzmanlaşma alanı olarak meydana gelen düşünce kuruluşlarının, bir diğer deyişle *think tanklerin* Ermeni sorunu, Kürt sorunu gibi eski tabuları tartışmaya dayalı daha demokratik bir platformun oluşumunun sağlanmasında, Türkiye'de yeni bir siyasi sağduyunun gelişiminde ve Türkiye'nin son dönem demokratikleşme sürecine bir etkisini sorgulamaktadır.

Bu çalışmanın amacı, Türkiye'nin başlıca üç düşünce kuruluşuyla, hükümetle ve kendi aralarındaki ilişkilerin incelenmesiyle, ürettikleri bilimsel bilginin nasıl devlet politikasına dönüştürdüğünü ele almaktır. Öte yandan, çalışmamızda önem verdiğimiz diğer bir nokta, devletin bilimsel bilgiyi araçsallaştırarak, uyguladıkları kamu politikalarının nasıl meşrulaştırdığını ve bu bağlamda Türkiye siyasi yaşamında düşünce kuruluşlarının üstlendikleri rolü tartışmaya açmaktır.

Bu çalışmanın, ilk kısmında, öncelikle demokrasi ve demokratikleşme kavramlarının, tarihsel gelişiminin yanı sıra, dünyada ve Türkiye'de bu konuda gerçekleşen tartışmalara değinilmektedir. Maurice Duverger, *Janus* gibi

demokrasinin de iki yüzü olduğunu, bir tarafında oligarşik egemenliğin yattığını, diğersinin ise siyasal ilerleme anlamına geldiğini söylemiştir. Maurice Duverger'e göre, bir yüz, ötekisiz olamaz ve bu iki anlamın iç bağımlılıkları, bizim özgürlük anlayışımızı şekillendirmiştir.

Alain Badiou ise, kendini dünyanın tamamı gibi gören, batı toplumları tarafından dokunulmaz bir demokratik simgenin oluşturulduğunu savunmaktadır. Badiou, fakir ülkeler üzerinde geri dönülmez bir etkisi olan küresel ekonomik hataların bile, "demokrasi [demokratikleşme] adına" olduğunda görünmezden gelinebildiğini söyler. Demokrasi ve demokratikleşme kavramları, zengin ülkelerin fakir ülkelere ihraç ettiği bir söylem haline geldiğinden, bu çalışmada dünyadaki demokratikleşme literatürüne de bakmamız gerektirmiştir.

"Üçüncü demokratikleşme dalgası" adıyla da bilinen, demokrasinin yayılma süreci 1970'lerin ortalarına dayanmakta olup, Güney Avrupa'dan başlayarak, 1980'lerin başında Latin Amerika'ya, Asya ülkelerine, Güney Kore'ye, Taylan'da ve Filipinleri etkilemiştir. Daha sonra 1980'lerin sonundan, 1990'lara kadar, Doğu Avrupa, Sovyetler Birliği ve Sahraaltı Afrika'ya uzanmıştır. Komünizmin çöküşüyle demokrasi Samuel Huntington'a göre "tek meşru, uygulanabilir ve otoriter bir rejime alternatif oluşturabilecek yönetim şekli" oluşturmuştur. Demokrasinin küresel çapta yayılması, karar alıcıların yanı sıra, sosyal bilimcileri de etkilemiş ve ilgilerini çekmiştir. Birçok araştırmacı, sosyal, kültürel ve ekonomik etkenlerin, demokratik kalkınma üzerindeki rollerini araştırmış ve bu alanda demokrasi ve demokratikleşme söylemine ait bir akademik literatürü oluşturmuşlardır. Üçüncü dalga araştırmacılarına göre demokratikleşmenin ve demokrasinin pekişmesi için belirli ön koşullar vardır. Bunlar otoriter rejimin meşruluğunun düzenli bir şekilde azalması, sivil toplumun gelişmesi, diğer ülkelerin ve uluslar arası kuruluşların ülke içindeki otoriter rejimi zayıflatmak için ekonomik ve askeri yardımın kesilerek, ülkenin demokratikleşmesi için baskı uygulanması ve uluslar arası sivil toplum kuruluşları ve bağımsız medyayla bu durumun pekiştirilmesini öngörülmektedir.

Tezde incelenen bir diğer nokta, üçüncü dalga araştırmacılarının ön koşullarının Türkiye siyasetindeki yansımalarıdır. Bunlar kronolojik olarak, Türkiye'de 1980'lerde ekonomik alanda, Dünya Bankası ve IMF gibi uluslar arası büyük kuruluşlar önderliğinde yapılan reformlar, 1990'ların sonlarına doğru sivil toplum kuruluşlarının sayılarının artmasıyla ve Türkiye ile Avrupa Birliği

müzakereleri çerçevesinde gerçekleştirilen projeler sayesinde siyasi liberalleşme ve demokratikleşme olarak gözlemlenen gelişmeler olarak sıralanabilir.

2000’li yıllarda gözlemlenen demokratikleşme sürecinde, özellikle Türkiye’nin 2004 yılında Avrupa Birliğine tam üyelik statüsünü kazanmasından sonra, birçok yerel ve küresel sivil toplum kuruluşu Türkiye siyasetinde daha aktif bir rol kazanmıştır. Tezimizin ana eksenini oluşturan, düşünce kuruluşları-*think tankler*-, politika yapmak ve karar alıcıları, Türkiye’nin demokratikleşmesi yolunda ilerlemesi için, araştırmalar yapmış, raporlar yayınlamış ve daha önceden tabu olarak addedilen birçok konuda kamuoyunu bilgilendirmişlerdir. Keyman ve İçduygu’ya göre, sivil toplum kuruluşları, Türkiye’deki demokratikleşme süreci için kaçınılmaz aktörlerdir.

Bu sebeple tezimizin ikinci kısmında, güncel siyaseti bilimsel ve araştırmacı metodlarla irdeleyerek, başlıca siyasi sorunlara çözüm bulmayı hedefleyen 20. yüzyılın başlarında Amerika’da ilk olarak kurulan düşünce kuruluşları diğer adıyla *think tanklerin* dünya literatüründeki teorik kaynakları incelenmiştir.

Bu düşünce kuruluşunda çalışan araştırmacılar, inandırıcı araştırmalarla, karar alıcılar üzerinde etkili olmayı amaçlarlar. Bu doğrultuda, siyasi, ekonomik otoriterle bağlar kurarak, öte yandan üniversitelerdeki akademisyenlerle çalışarak ve de raporlarını medya yoluyla kamuoyuna ulaştırarak “melez-hybrid-“ bir sosyal ağı araçsallaştırırlar. Bu karmaşık melez sosyal ağ gerekçesiyle, Medvetz’e göre, “*think tankler* bağımsızlıklarını kendi kendilerine meşrulaştırmaları gerekmektedir. Bu doğrultuda, incelediğimiz üç think tank de TESEV, SETA ve USAK, kendi sosyal ağları içerisinde, birçok siyasi ve ekonomik otoriteyle işbirliği içerisinde bulunmakta, birçok medya kuruluşu, gazete ile çalışmakta ve de araştırmalarında, Türkiye’nin tanınmış üniversitelerinin öğretim görevlilerinin bilgi ve birikiminden faydalanarak kendi meşruluklarını ilan etmektedirler. Bu sebepten, çalışmamızda düşünce kuruluşlarının yapısı ve gündem belirlemedeki rolleriyle, incelediğimiz üç düşünce kuruluşu TESEV, SETA ve USAK’ın kendi aralarındaki bağlar ve hükümetle olan bağları sınıflandırılarak detaylıca incelenmiştir. Son olarak da, düşünce kuruluşlarının, son dönem Türkiye’de demokratikleşmenin turnusol kâğıdını oluşturan Kürt sorununa dair raporları incelenerek düşünce kuruluşlarının ideolojik duruşlarının bilimsel metotlarla yayımladıkları raporların sonuçlarına yansıdığı sorgulanmıştır.

Bu tez, 2000'li yılların başından ortasına kadar olan “demokratikleşme süreci” diye adlandırılan bir dönemde, sayıları önemsenecek düzeyde artmış olan düşünce kuruluşlarının, hükümet, medya ve akademi çevresi içerisindeki yerini sorgulamayı amaçlamıştır.

## INTRODUCTION

Depuis le début des années 1990, l'observateur attentif de la vie politique en Turquie a pu remarquer une série de changements sur le terrain des rapports qu'entretiennent pouvoir et savoir dans l'appréhension de l'action publique en Turquie. Dans ce domaine, une « rupture faisant écho à une certaine concordance des mouvements de réformes européens engagés sur une voie néolibérale en Europe occidentale »<sup>1</sup> était déjà observée, mais elle fut d'autant plus nette en Turquie qu'elle prenait place dans un scénario particulier mis en œuvre à l'issue d'un régime antidémocratique. Cette situation nous permet de parler d'un processus de démocratisation proprement dit.

Le tournant néolibéral en Turquie revêt, en effet, une dimension spécifique dans la mesure où il s'accompagne d'une certaine ouverture politique du régime. Dernier exemple notoire, la victoire de l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi* : Parti de la Justice et le Développement)<sup>2</sup> aux élections de 2002 et 2007, la dynamique de l'intégration européenne et corrélativement, le processus de mise aux normes de la législation turque<sup>3</sup>. Tout cela est souvent interprété dans la presse nationale et internationale à la fois comme les signes et les conséquences d'une pluralisation politique et d'une sortie du régime sécuritaire qui avait caractérisé les périodes

---

<sup>1</sup> Bruno Jobert (dir.), **Le tournant libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales**, Paris, L'Harmattan, 1994.

<sup>2</sup> Focalisé sur son objectif d'entamer en 2005 les négociations d'adhésion à l'UE, le gouvernement AKP a joué ici un rôle moteur dans la promulgation de ces réformes qui figuraient sur la feuille de route de la Commission européenne en 2002. Cf. Ahmet Insel « Réformes ou révolution ? », **Outre Terre**, n° 10, 2005.

<sup>3</sup> La transformation la plus substantielle fut celle de 2001 qui amendait ou modifiait entièrement 34 articles de la Constitution. Celle de 1995 en avait couvert 15 et celle de 2004, 10 articles. Toutes ces propositions furent adoptées par le Parlement avec la majorité qualifiée requise sur accord entre les partis gouvernementaux et l'opposition. **Ibid.**

suivant les différents avatars de « coups d'Etat » (celui de 1980, mais aussi l'ultimatum du 28 février 1997<sup>4</sup>) qui jalonnent l'histoire politique turque récente.

Depuis les années 2000, un changement est en train de s'opérer en Turquie et les chercheurs l'ont baptisé « période de démocratisation ». La période de démocratisation s'est concrétisée avec la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. La Turquie a essayé d'intégrer les réformes demandées par l'Union européenne afin de pouvoir y adhérer définitivement. Une ambiance plus démocratique a été introduite non seulement par l'émergence d'un débat sur les vieux tabous comme la question arménienne et la question kurde, mais aussi par les amendements faits à la Constitution entre les années 1993-2004 entamés sous le gouvernement de coalition Ecevit<sup>5</sup> mais accélérés et consolidés par le gouvernement AKP. Ce dernier a suivi point par point les demandes de l'UE entre 2001 et 2004 pour assurer l'adhésion de la Turquie. Cependant, après 2005, il y a eu lieu un ralentissement dans les réformes et les amendements à la Constitution mais le discours de démocratisation a toutefois continué à dominer le programme du gouvernement d'AKP et a créé ainsi un terrain segmenté et polarisé entre les camps conservateur musulman et laïque, très discuté par l'opinion publique et les autres partis politiques (à savoir les principaux partis d'opposition CHP et MHP ainsi que le parti kurde DTP/BDP)<sup>6</sup>.

Les années qui s'étendent de 1995 à 2005 caractérisent clairement une ouverture démocratique d'autant plus que la Turquie y a connu un phénomène politique tout à fait particulier. Un espace s'est formé par une nouvelle offre d'expertise politique qui se vît invitée dans le domaine de l'action publique au cours de ces années et a connu son apogée au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Ce sont les *think tanks*

---

<sup>4</sup> Le coup d'État du 12 septembre 1980, dirigé par le général Kenan Evren, est le troisième de l'histoire de la République de Turquie après ceux de 1960 et l'intervention de 1971. Ce coup d'Etat a été suivi par les réformes économiques en 1983 du premier ministre Turgut Özal qui prôna une transformation accélérée de l'économie étatisée et protectionniste en une économie libérale largement ouverte sur le système capitaliste mondial. En ce qui concerne l'ultimatum de 28 Février 1997, l'armée avait acculé à la démission le Premier ministre islamiste de l'époque, Necmettin Erbakan.

<sup>5</sup> La Turquie fut dirigée entre 1999 et 2002 par un gouvernement de coalition formé par trois partis : DSP (*Demokratik Sol Parti* : Parti de la Gauche démocratique), MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi* : Parti du Mouvement nationaliste), ANAP (*Anavatan Partisi* : Parti de la Mère-Patrie). Quoique considérablement divergents du point de vue de leurs idéologies respectives, ils se mirent d'accord sur les réformes à adopter en voie d'adhésion à l'Union européenne.

<sup>6</sup> CHP : *Cumhuriyet Halk Partisi* (Parti républicain du Peuple); MHP : *Milliyetçi Hareket Partisi* (Parti du Mouvement nationaliste); DTP : *Demokratik Toplum Partisi* (Parti de la Société démocratique) qui a adopté le nom de BDP : *Barış ve Demokrasi Partisi* (Parti de la Paix et de la Démocratie) après la dissolution de son prédécesseur par la Cour constitutionnelle en décembre 2009.

d'inspiration américaine qui, en s'introduisant sur la scène politique turque, ont probablement métamorphosé profondément le regard de l'opinion à certains sujets dont la discussion était jusque-là interdite. La prolifération de ces institutions (on en dénombre aujourd'hui une trentaine) met-elle en évidence une nouvelle rationalité politique et économique en Turquie et ont-ils réellement un pouvoir dans le processus de démocratisation de ces dernières années? C'est à ces questions principales que nous allons chercher à répondre tout au long des pages qui suivent.

L'objectif de cette recherche est de s'efforcer à comprendre, en choisissant de s'inscrire dans le cadre des analyses de « sciences de gouvernement », quels sont les rapports qu'entretiennent en Turquie les *think tanks* avec le gouvernement depuis près de quinze ans. Si les *think tanks*, comme aux Etats-Unis, sont des organisations de production de savoirs dits spécifiques, leur rapport au pouvoir est tout à fait particulier. Il s'insère dans les enjeux propres à la Turquie traités sous le titre généraliste de démocratisation et diverses questions sont ainsi ouvertes à la discussion telle que la question kurde et arménienne, la polarisation entre laïques et islamistes libérales et la pression que ces derniers exercent sur la société, les équilibres entre l'armée, la magistrature et le gouvernement. Ces *think tanks* produisent des réponses à des sollicitations de l'Etat turc sur des questions sensibles, mais formulent aussi des questions ou canalisent les demandes provenant de la société civile pour influencer l'Etat et les décideurs politiques dans la perspective à adopter. Dans ce cas de figure, au lieu de produire les priorités de l'ordre du jour lui-même, l'Etat turc se trouve dans une situation où il répond à la production de ces savoirs spécifiques sur des vieux tabous nationaux, ce qui dispute pourtant au pouvoir étatique son monopole traditionnel en la matière. De quelle nature est cet échange, et que peut-il nous apprendre sur la configuration spécifique du pouvoir moderne en Turquie ?

S'interroger sur la place des *think tanks*, c'est aussi un moyen d'examiner la façon dont l'Etat produit un « enrôlement de savoir [qui] permet d'académiser certains savoirs ou militantismes scientifiques »<sup>7</sup>, et surtout, ce que cet enrôlement a de spécifique à la Turquie, appliqué aux questions sociales très complexes que sont, par exemple, les questions kurde ou arménienne. Nous allons donc essayer de déterminer dans quelle mesure les *think tanks* turcs ont influencé le débat au sein de

---

<sup>7</sup> Olivier Ihl, (*dir.*), **Les sciences de l'action publique**, Presse Universitaire de Grenoble, 2006, p. 15.



l'opinion publique et les politiques gouvernementales lors des quinze dernières années<sup>8</sup>, et aussi, inversement, comment l'Etat a traité et utilisé l'apparition de ce nouveau marché du point de vue de la production de discours démocratique.

### *Méthodologie*

La production scientifique dans le domaine des *think tanks* est assez limitée en Turquie et nous croyons qu'une étude détaillée et approfondie apporterait des éclairages importants sur les relations que l'Etat entretient avec la société civile ainsi que sur le processus de démocratisation qui se poursuit, ce qui dépasse largement les limites d'un mémoire de master. Cependant, en guise de contribution à une telle réflexion, nous envisageons d'observer les dynamiques de l'interaction entre le processus de démocratisation et les *think tanks* à partir de l'analyse d'une partie du matériel produit par les *think tanks* comme, par exemple, les rapports publiés et les conférences organisées, et la lecture des articles parus dans la presse nationale. Notre travail comportera aussi une partie empirique qui sera fondée sur des entretiens réalisés avec les responsables politiques et scientifiques des *think tanks* qui composent notre échantillon en raison de leur représentativité des différents positionnements politiques. La collusion d'intérêts entre ces organisations avec de nombreuses personnalités influentes et les sphères de décision étatiques ou législatives ou les producteurs de savoirs plus traditionnels tels que l'Université, rend cette enquête délicate.

Nous allons donc privilégier une méthode qui permettra aux personnels des *think tanks* de s'exprimer librement durant les entretiens, d'apporter leurs propres conceptualisations subjectives et ce que signifient pour eux la démocratie et la démocratisation. C'est à partir de ces réponses « idéologiquement » construites par les responsables des *think tanks* qui ont un but d'agir politiquement, d'influencer l'opinion publique et le gouvernement dans une direction préalable.

---

<sup>8</sup> Donald E. Abelson, **Do Think Tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes**, Montreal, McGill-Queen's University Press Press, 2002.

Dernièrement, il faut préciser que dans notre travail nous avons privilégié le plus souvent le courant américain plutôt que le courant français sur le sujet du discours de la démocratisation puisque l'émergence de la troisième vague dans le discours de la démocratisation a été étayé aux Etats-Unis. De ce fait, le courant américain a une approche plus technique que l'approche philosophique du courant français qui facilitait à notre sens la lecture de notre objet d'étude.

## I. LA DEMOCRATIE ET LE DISCOURS SUR LA DEMOCRATISATION

### 1.1. La démocratie et les théories de la démocratisation

La destination suprêmement politique de l'homme s'atteste par un *indice*: la possession du logos, c'est-à-dire la parole, qui *manifeste*, alors que la voix indique simplement. Ce que la parole manifeste, ce qu'elle rend évident pour une communauté de sujets qui l'entendent, c'est utile et le nuisible et, en conséquence, le juste et l'injuste.<sup>9</sup>

Le discours de démocratisation est comme la parole manifestante qui décide entre l'utile et le nuisible, le juste et l'injuste. La démocratisation possède un double sens, l'un qui renvoie à la sortie d'un régime autoritaire et au passage à un régime démocratique, l'autre qui signifie l'approfondissement de la qualité démocratique d'une communauté politique. Dès lors, au XX<sup>e</sup> siècle, la démocratie et la démocratisation ont toujours eu un sens positif décidé par les possédants du logos c'est-à-dire les grands pouvoirs politiques du monde qui décident ce qui est bien et ce qui est mal pour les autres. Cependant, Maurice Duverger parle de manière critique de ces deux faces dans son livre *Janus. Les deux faces de l'Occident*<sup>10</sup>, et affirme : « La démocratie possède deux faces comme Janus : celle de la domination oligarchique toujours sous-jacente et celle de l'avancée politique du plus grand nombre. » Il convient d'admettre, au-delà de l'idée que l'un ne va guère sans l'autre, que l'interdépendance de ces deux visages a façonné notre style de liberté, qu'elle le

---

<sup>9</sup> Jacques Rancière, **La mésentente politique et philosophie**, Galilée, Paris. p. 20.

<sup>10</sup> Maurice Duverger, **Janus. Les deux faces de l'Occident**, Paris, Arthème Fayard, 1972, p.12.

protège encore de la prétention tutélaire des élites comme des excès d'unanimité qui légitiment parfois les dictatures les plus tyranniques.<sup>11</sup>

Dans son sens originel, dans la Cité d'Etat d'Athènes, la démocratie (du grec ancien δημοκρατία / *dēmokratía*, « souveraineté du peuple », de δῆμος / *dēmos*, « peuple » et κράτος / *krátos*, « pouvoir », « souveraineté ») est le gouvernement de tous (limités aux seuls citoyens). Mais est-ce qu'à la démocratie athénienne qui, au V<sup>e</sup> siècle, correspond-il une vraie souveraineté du peuple ? Athènes comptait alors quatre cent mille habitants, dont quarante mille citoyens représentant cent quatre-vingt mille âmes, auxquels s'ajoutent quelques dizaines de milliers de métèques ainsi que deux cent mille esclaves. Entre 443 et 429 Périclès en inaugurant une démocratie extrême, à la fois directe et autoritaire, transforme les pauvres et les natifs ordinaires en citoyens collectivement souverains. Après Périclès, la démocratie athénienne se transforme en tyrannie imposée par la masse à ceux qui jouissent de quelque richesse ou se préoccupent de la sauvegarde de la Cité. Le meilleur régime n'est pas la démocratie pour Platon, qui a observé ses effets avec dépit. Selon ses termes, « la démocratie s'établit quand les pauvres, victorieux de leurs ennemis, massacrent les uns, bannissent les autres et partagent également avec ceux qui restent le gouvernement et les magistratures »<sup>12</sup>. Pour Platon, la démocratie bafoue la liberté et la dignité personnelle sous le couvert d'une égalité niveleuse. Avec un autre point de vue, celui d'Aristote, la souveraineté ne s'incarne pas dans le peuple ; elle appartient à la loi que l'humeur majoritaire d'un instant ne peut transgresser. A son sens le bon gouvernement – l'*eunomia*- doit être un régime mixte : celui de la *politeia*, bénéficiant d'une légitimité populaire indispensable, mais fortement tempérée par l'origine aristocratique-au sens strict des « meilleurs » - de ces dirigeants.<sup>13</sup> En théorie, la démocratie entendue comme le gouvernement par les démos ou le peuple, peut survivre et avancer seulement lorsque la masse publique est engagée à la démocratie. Empiriquement, dans les pays récemment démocratisés, il manque généralement de nombreux facteurs qui auraient facilité le processus de démocratisation, y compris une économie de marché, des organisations civiles, etc.

---

<sup>11</sup> Guy Hermet dans son livre **Aux frontières de la démocratie**, Presses Universitaires de France, Paris, 1983, p.9.

<sup>12</sup> Guy Hermet, **La Démocratie**, Flammarion Paris, 1997, p. 9.

<sup>13</sup> **Ibid.**

Par conséquent, il est souvent discutable que ces démocraties évoluent vers une consolidation ou vers une régression à un régime autoritaire.<sup>14</sup>

En cheminant par cette thèse, nous pouvons suggérer que la démocratie a changé son fond et sa forme avec le temps, dans nos jours, la démocratie ne signifie pas le même sens de l'Antiquité. En Europe, autrement dit, aux vieilles démocraties, il s'agit d'une émergence de la discussion sur l'insuffisance de la démocratie procédurale et l'apparition d'un déficit démocratique.

L'exportation de la démocratie aux pays dits non-démocratiques et inversement l'importation de la démocratie des pays de vieilles démocraties ont gagné une valeur intouchable dans la politique globale. En Europe comme en Amérique du Nord et jusqu'en Inde, personne, ou presque, ne lui envisage plus de solution de rechange autre que détestable, y compris dans les secteurs extrémistes qui n'osent plus se dispenser de proclamer le prix qu'ils y attachent. Selon Hermet, chacun sait que l'hommage que son nom rend au peuple souverain - les *démos*, c'est-à-dire « peuple des citoyens en grec » - a peu à voir avec la machinerie de ses procédures.<sup>15</sup>

Phillippe Schmitter et Terry Karl indiquent que la démocratie est le mot qui résonne dans l'esprit des gens et ressort de leurs lèvres pour la lutte au nom de la liberté et d'un meilleur mode de vie.<sup>16</sup> Naturellement, il s'agit d'une tendance toujours à trop attendre de ce concept et d'imaginer que, par atteindre la démocratie, une société résoudrait tous ses problèmes politiques, sociaux, administratifs et culturels.<sup>17</sup>

### **1.1.1. La remise en question de la démocratie vers une période de transition démocratique?**

La révolution russe en 1905 a déclenché une vague de démocratisation au début de 20<sup>ème</sup> siècle. Ironiquement, ce sont encore les réformes réalisées par les Soviétiques qui ont marqué le commencement d'une autre vague de démocratisation à la

---

<sup>14</sup> Kenneth Auchincloss, « The Limits of Democracy », *Newsweek*, January 27, 1992 ; Philippe C. Schmitter, « Dangers and Dilemmas of Democracy », *Journal of Democracy*, n° 5, Fall 1994 et Francisco C. Weffort, « What is a New Democracy ? », *International Social Science Journal*, May 1993, cité par Don Chull Shin « On The Third Wave of Democratization : A Synthesis and Evaluation of Recent Theory and Research », *World Politics*, vol. 47, n°1, octobre 1994, pp. 135-170.

<sup>15</sup> Guy Hermet, *op. cit.*, p. 7.

<sup>16</sup> Shin, *op. cit.*, p. 140.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 141.

fin des années 1980.<sup>18</sup> De 1989 jusqu'en 1996, une douzaine de pays ont subi les effets d'une démocratisation à des différents degrés. Dans cette partie, nous allons nous concentrer particulièrement à la *troisième vague de démocratisation*<sup>19</sup> qui renvoie à une augmentation du nombre des pays démocratiques dans le monde et à l'émergence d'un phénomène d'exportation du modèle démocratique par les vieilles démocraties, suivie de l'obligation de sa consolidation dans les pays d'accueil. Autrement dit, nous allons nous intéresser à cette période où la démocratisation fut imposée par certains pays à ceux qui en manquent.

La mise en question de la démocratie représentative commence après la deuxième guerre mondiale avec, entre autres, Schumpeter dans son livre intitulé *Capitalisme, Socialisme et Démocratie* publié en 1942 et le professeur américain émérite Robert Dahl dans son livre *Qui Gouverne?* publié en 1961. Selon Dahl, la méthode décisionnelle met en lumière, comme une conséquence, l'action d'élites apparemment distinctes, composées d'acteurs individuels et qui s'opposent, dans le cadre d'un fort consensus, au cours d'un processus de prise de décision auquel ne participent pas les citoyens. Ce modèle démocratique dont le pluralisme se trouve encore largement atténué quand il est appliqué par Dahl à New Haven<sup>20</sup>, a été systématisé pour la première fois par Schumpeter dans son livre classique *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*. Pour lui, « la méthode démocratique est le système institutionnel, aboutissant à des décisions politiques, dans lequel des individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple<sup>21</sup> ». Le peuple ne peut que voter : ce sont ses représentants qui vont prendre les décisions. C'est avouer par avance que les décisions politiques importantes (les « *key political decisions* », d'après Dahl) ne sauraient jamais être prises par le peuple lui-même. Dans les sociétés modernes, le citoyen « redevient un primitif » dès qu'il s'occupe des problèmes politiques et non de sa vie professionnelle, et « la politique devient inévitablement une carrière »<sup>22</sup>.

<sup>18</sup> Charles Kuzman, Erin Lehey, « Intellectuals and Democratization 1905-1912 and 1986-1996 », *American Journal of Sociology*, vol. 109, n° 4, janvier 2004, p. 960.

<sup>19</sup> Samuel P. Huntington, *The Third Wave: Democratization in The Late Twentieth Century*, Norman : University of Oklahoma Press, 1992. traduit par Ergun Özbudun Üçüncü Dalga Yirminci Yüzyılın Sonlarında Demokratlaşma, Türk Demokrasi Vakfı, Ankara 1993, p.39. Huntington prend l'année 1974 comme début de la troisième vague de démocratisation. Guy Hermet, quant à lui, déclare la chute du mur Berlin comme le début d'une période de changement vers la transition démocratique.

<sup>20</sup> Robert Dahl, dans son ouvrage *Who Governs?* (Qui gouverne ?), étudie les structures formelles et informelles des sphères de décision politique dans la ville de New Haven, Connecticut.

<sup>21</sup> J. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965, p. 366.

<sup>22</sup> Pierre Birnbaum, *La fin du politique*, Paris, Seuil, 1975, p. 227-228.

Robert Dahl déclare qu'il entend par démocratie « un système de prise de décisions dans lequel les dirigeants sont plus ou moins à l'écoute des désirs des non-leaders et qui peut fonctionner avec un faible niveau de participation des citoyens » ; la démocratie n'implique donc pas une forte participation des citoyens<sup>23</sup>. Et pour Sartori, comme pour Dahl, les élites peuvent prendre d'autant plus facilement les grandes décisions qu'elles bénéficient de l'absence de participation des citoyens<sup>24</sup>. Dans son ouvrage intitulé *Polyarchy* publié en 1972, Dahl affirme que « seuls les individus politiquement actifs doivent chercher à s'accorder quelles que soient les circonstances. L'accord des autres n'est pas nécessaire »<sup>25</sup>.

Une nouvelle émergence sur la littérature de la démocratie a eu lieu au début des années 1990. En 1994, Lipset déclare que « quelque soit que la démocratie réussit ou échoue, elle continue à dépendre de manière significative des choix, des comportements et des décisions des dirigeants politiques et des groupes »<sup>26</sup>. Même si le pouvoir des élites sur la démocratie a été réaffirmé par les chercheurs américains, le terme « *démocratie dite libérale* » gagne de plus en plus de valeur pendant ces années, devant *la démocratie populaire* des pays de l'Est. Après la chute du mur de Berlin, il s'agira d'une victoire non seulement du capitalisme mais aussi de la victoire de la démocratie « libérale ». L'expansion de la démocratie nommée « troisième vague de démocratisation » commence au milieu des années 1970 au Sud de l'Europe et s'étend au début des années 1980 vers l'Amérique latine, les pays asiatiques comme la Corée du Sud, la Thaïlande et les Philippines. Puis, à la fin des années 1980 et au début des années 1990 elle atteint l'Europe de l'Est, l'Union soviétique et une partie de l'Afrique subsaharienne<sup>27</sup>. De 1972 jusqu'en 1994, le nombre des systèmes politiques démocratiques a augmenté remarquablement de 44 à 186. Selon les données de Freedom House, ce chiffre aurait même atteint à 195 en 2005. Avec l'effondrement du communisme, en outre, la démocratie a atteint toutes les régions du monde pour la première fois dans son histoire. Elle est devenue « la seule alternative légitime et viable à un régime autoritaire de toute nature »<sup>28</sup>.

---

<sup>23</sup> Robert Dahl, « Hierarchy, democracy and begaining in politics and economics », in Eclau (éd.), **Political Behaviour**, Glenceo, Free Pres, 1956, p. 87, cité par **Ibid.**, p. 229.

<sup>24</sup> **Ibid.**, p.230

<sup>25</sup> Robert Dahl, **Poliarchy**, New Haven, Yale University Pres, 1971, p. 203, cité par **Ibid.**, p. 229.

<sup>26</sup> Seymour Martin Lipset, **The Social Requistes of Democracy Revisited**, Institut of Public Policy George Mason University, 1993.p.1.

<sup>27</sup> **Ibid.**

<sup>28</sup> Samuel P. Huntington, *The Third...* *op.cit.* p.46. Voir aussi, Francis Fukuyama, **The End of History and the Last Man**, New York: Free Press, 1992.

Selon Shin, l'expansion globale de la démocratie a créé un « *challenge* » fascinant pour les chercheurs en science sociales aussi bien que les décideurs. Les chercheurs en sciences sociales sont appelés à examiner les forces de ce tournant de démocratisation et de réexaminer les théories établies en mettant l'accent sur l'importance des facteurs socio-économiques et culturels dans le développement démocratique.<sup>29</sup> Ces recherches sur la démocratie et la démocratisation qui ont dominé pendant les deux dernières décennies ont appréhendé une littérature de démocratisation et l'établissement d'un discours de démocratisation. Shin précise que par une forte attirance de la part de la communauté des chercheurs et des associations professionnelles, l'étude de la démocratie et de la démocratisation est devenue « un véritable secteur de croissance »<sup>30</sup> parallèlement à une remarquable augmentation récente du nombre des conférences professionnelles et publications sur le sujet. Selon Shin, entre les années 1990-1994, dix-sept revues professionnels ont consacré une ou plusieurs issues au sujet de la démocratie et de la démocratisation.<sup>31</sup> Conceptuellement, l'établissement d'une démocratie viable dans une nation n'est plus pris comme le produit d'un haut degré de modernisation, illustré par sa politique de santé, sa classe bourgeoise forte, ses valeurs culturelles et son indépendance économique par rapport aux acteurs étrangers. Il est plutôt envisagé comme un produit des interactions stratégiques et des arrangements parmi les élites politiques, des choix conscients parmi les types variantes de constitutions démocratiques et du système électoral et partisan.<sup>32</sup>

Le courant principal des années 1960 et 1970 formé par les chercheurs remarquables comme Lipset, Dahl, O'Donnell et autres chercheurs distingués, s'est préoccupé à la recherche des conditions nécessaires et préalables à l'émergence d'une démocratie stable. Contrairement à cette tradition, les chercheurs des années 1990 ont été plus concernés par les dynamiques *de la transition démocratique et sa consolidation*. Cette nouvelle génération de chercheurs<sup>33</sup>, au lieu d'élaborer une classification générale de transition d'un régime autoritaire, tend à identifier et comparer les modèles distinctives entre les différents pays.

<sup>29</sup> Doh Chull Shin, « On The Third Wave of Democratization : A Synthesis and Evaluation of Recent Theory and Research », **World Politics**, Vol. 47, n° 1, octobre 1994, p. 136.

<sup>30</sup> Voir aussi Scott Mainwaring, *Transitions to Democracy and Democratic Consolidation: Theoretical and Comparative Issues*, Working Paper 130, November 1989, p. 1  
<http://www.nd.edu/~kellogg/publications/workingpapers/WPS/130.pdf>.

<sup>31</sup> Shin, **op. cit.**, p. 138.

<sup>32</sup> Terry Lynn Karl, « Dilemmas of Democratization in Latin America », **Comparative Politics**, n° 23, octobre 1990, p. 7.

<sup>33</sup> Comme Samuel Huntington, Juan Linz ou Arend Lijpart.



Ils s'intéressent profondément à la comparaison des processus à travers le temps afin d'identifier les vagues distinctives de démocratisation. Selon Ljipart, « les politiques démocratiques ne sont pas simplement une superstructure qui naît d'une base socio-économique et de culturelle, ils ont une vie indépendante propre à eux-mêmes. »<sup>34</sup> En d'autres termes, pour reprendre l'expression de Di Palma, « ...la démocratie n'est plus considérée comme une plante particulièrement rare et délicat qui ne peut être transplanté dans un sol étranger, elle est traitée comme un produit qui peut être construit partout où il ya un artisanat démocratique et l'esprit du temps approprié (the proper zeitgeist). »<sup>35</sup>

Les instruments de la construction de la démocratie est tout d'abord la transition démocratique suivi par la consolidation. Pour cette raison, la démocratisation n'est pas considérée comme un processus linéaire, elle est plutôt considérée comme un processus rationnel.<sup>36</sup> Il existe quatre étapes de démocratisation : 1) la désintégration du régime autoritaire 2) la transition 3) la consolidation 4) la maturité de l'ordre politique démocratique. Les plus importantes de ces quatre phases sont la deuxième et la troisième.<sup>37</sup>

*La transition démocratique :*

L'emploi du concept de transition pour décrire un changement de régime politique ou plutôt une modification en profondeur des rapports socio-économiques ne date pas des révolutions de 1989 en Europe de l'Est.<sup>38</sup> Il est issu d'une théorie comparative des changements de régimes, élaborée principalement d'après les exemples latino-américains et espagnols. La transition est toujours appliquée comme une « ingénierie politique » ainsi que l'institutionnalisation de nouveaux types de pouvoir, la mise en place d'un nouvel ordre économique et juridique qui sont décidés par le haut. Pour cette raison, l'étape de transition démocratique est considérée comme une période politique très incertaine, chargée notamment du risque de réversibilité. Cette étape est généralement considérée comme un régime hybride : les institutions de l'ancien régime coexistent avec ceux du nouveau régime ; les

<sup>34</sup> Arend Lijphart, « The Southern European Examples of Democratization: Six Lessons for Latin America », **Government and Opposition**, Volume 25, Issue 1, hiver 1990, p. 72.

<sup>35</sup> Guiseppe Di Palma, « Why Democracy Can Work in Eastern Europe ? », **Journal of Democracy**, volume 2, n 1, hiver 1991, p.24.

<sup>36</sup> Voir aussi Terry Karl et Philippe Schmitter, « Modes of Transition in Latin America, Southern and Eastern Europe », **International Social Science Journal**, n128, mai 1991, pp.269-284.

<sup>37</sup> Samuel Huntington, *op.cit.* 105-120.

<sup>38</sup> Nicolas Guilhot, **La science politique et la transition démocratique à l'Est**, premier publication juin 1995, mis en ligne le mercredi 7 janvier 2005. <http://multitudes.samizdat.net/La-science-politique-et-la>

démocrates et les autoritaires partagent souvent le pouvoir, que ce soit par un conflit ou par un accord.<sup>39</sup> Le point de départ est en général un modèle importé. Dans ce sens, « la transition démocratique s'identifierait à tout un ensemble de procédés démocratiques visant à établir un État de droit, copie conforme au modèle occidental »<sup>40</sup> ; elle s'apparente aux théories de modernisation et d'ingénierie occidentales.

*La consolidation démocratique :*

La phase de transition explore l'élaboration de méthodes ou de règles pour résoudre pacifiquement les conflits politiques. Cette phase est considérée comme ayant finie lorsqu'une nouvelle démocratie a promulgué une nouvelle constitution et a eu lieu des élections libres avec une basse barrière afin de procurer la participation de masse. Toutefois, une telle transition réussie vers une démocratie procédurale ne garantit pas sa stabilité et sa survie. Les coups d'Etat militaires et les autres événements violents terminent souvent ces régimes démocratiques. Pour cette raison, l'établissement d'un substantiel consensus par les élites qui concerne aussi les règles du jeu politique démocratique et la valeur des institutions démocratiques est au cœur de la consolidation démocratique.<sup>41</sup> Le concept de consolidation démocratique est souvent assimilé à une stabilisation ou une institutionnalisation. La consolidation et la stabilité ne sont pas le même phénomène ; il faut noter que ce dernier est un attribut de l'autre. Lorsque la stabilité n'existe qu'avec une durée ou la persistance d'un régime démocratique, la consolidation renvoie à un changement signifiant dans la qualité de sa performance.<sup>42</sup>

John Higley et Richard Gunther supposent que les démocraties sont consolidées seulement quand le consensus des élites sur les procédures s'accouple avec une forte participation aux élections et d'autres processus institutionnels.<sup>43</sup> Selon Juan Linz, Larry Diamond and Seymour Martin Lipset, une démocratie consolidée est atteinte lorsque « les principaux acteurs politiques, partis, groupes d'intérêts ou institutions considèrent qu'il n'existe aucune alternative au processus démocratique pour accéder au pouvoir, et que aucune institution politique ou groupe n'a un droit de veto sur les actions démocratiques des décideurs nommées par les

<sup>39</sup> Guillermo O'Donnell, « Challenges to Democratization in Brazil », *World Policy Journal*, volume 5, issue 2, printemps 1988, p 281.

<sup>40</sup> Nicolas Guilhot. *op. cit.*, p. 8.

<sup>41</sup> Shin, *op. cit.*, p. 144.

<sup>42</sup> Terry Karl et Philippe Schmitter, *op. cit.* pp.269-284.

<sup>43</sup> John Higley and Richard Gunther (eds.), *Elites and Democratic Consolidation in America and Southern Europe*, New York: Cambridge University Press, 1992.

élections. »<sup>44</sup> Autrement dit, la démocratie est consolidée « lorsqu'une société se libère des sorts lancés par les démagogues autoritaires et rejette toutes les alternatives à une telle démocratie, et qu'on ne peut imaginer un autre régime possible. »<sup>45</sup> Selon Samuel Valenzuela, la consolidation de la démocratie est complétée lorsque l'autorité du gouvernement est honnêtement élu, les responsables législatifs sont proprement établis, et quand les acteurs politiques principales ainsi que le public atteignent le régime démocratique au pire à un avenir prévisible.<sup>46</sup> Putnam soutiennent l'idée que l'évolution d'une culture politique démocratique est un facteur clé pour la consolidation de la démocratie<sup>47</sup> et c'est pourquoi la phase de consolidation dure souvent des dizaines d'années et parfois des générations afin d'achever son parcours.

Ces chercheurs, en analysant les pays en transition démocratique pendant la « Révolution démocratique globale »<sup>48</sup>, ont identifié deux séries de facteurs facilitant comme les plus probables causes de la troisième vague de démocratisation. La première série contient les changements politiques dans un pays donné, alors que la deuxième série traite le développement des accords avec les pays voisins ou lointains. Ces chercheurs ont également précisé les facteurs qui facilitent le passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique. Ils ont tracé le cheminement de la démocratisation en instrumentalisant les facteurs suivants :<sup>49</sup>

Le plus important facteur interne est la baisse constante de la légitimité de la règle autoritaire. Comme en Europe de l'Est et en Amérique latine, plusieurs régimes autoritaires ont perdu toute leur légitimité simplement parce qu'ils n'ont pas résolu leurs problèmes économiques. Et d'autres régimes autoritaires comme le Chili, la Corée du Sud, l'Espagne et le Taiwan, ont perdu leur légitimité parce que leur réussite économique a provoqué un changement fondamental dans la perception de la transition du matérialisme au post- matérialisme. Ces régimes étaient incapables de

---

<sup>44</sup> Juan J. Linz, Larry Diamond, Seymour Martin Lipset, "What Makes for Democracy?" in Larry Diamond, Juan J. Linz, Seymour Martin Lipset (ed.), **Politics in Developing Countries: Comparing Experiences With Democracy**, Lynne Rienner Publishers, 1995, p.11.

<sup>45</sup> Guy Hermet, « Introduction : The Age of Democracy ? », **International Social Science Journal**, 128, mai 1991, p. 255.

<sup>46</sup> Samuel Valenzuela, "Democratic Consolidation in Post-Transitional Settings: Notion, Process, and Facilitating Conditions », Working Paper 150, December 1990.

p.16. <https://kellogg.nd.edu/publications/workingpapers/WPS/150.pdf>.

<sup>47</sup> Robert D. Putnam, **Making Democracy Work: Civic Traditions in Italy**, Princeton: Princeton University Press, 1993, pp.171-185.

<sup>48</sup> «The Global Democratic Revolution » est un autre titre utilisé par Huntington pour qualifier la « troisième vague de démocratisation ».

<sup>49</sup> Shin, **The Third Wave...op.cit.** pp.151-154.

répondre aux nouvelles demandes de liberté politique et de participation, et n'ont pas pu justifier leur existence.

L'affermissement de la société civile est le deuxième facteur interne qui a contribué à éliminer le pouvoir des fonctionnaires bureaucratiques. Au niveau sociétal, le développement économique, l'industrialisation, l'urbanisation se sont associés pour émerger et affermir des organisations d'intérêts et des associations bénévoles.<sup>50</sup> Ces évolutions ont directement mis en cause les régimes autoritaires en poursuivant leurs intérêts en conflit avec ceux de l'ancien régime et ont dégradé leur pouvoir de domination et leur contrôle sur la société.

Au niveau individuel, l'amélioration de l'éducation et la croissance du revenu per capita ont exposé au public les vertus de la « civilisation démocratique ». Ces changements ont également fourni aux citoyens ordinaires des connaissances, des compétences et des incitations spirituelles à poursuivre les réformes démocratiques. En bref, la prolifération des associations autonomes et régulières pour la mobilisation cognitive des masses ont sérieusement bouleversé les bases du régime autoritaire.

En plus de ces développements internes, les pressions démocratiques d'autres pays et l'assistance des organisations internationales ont affaibli la base physique du régime autoritaire en interrompant l'aide économique et militaire. Les pressions ont également porté un coup à la base morale, en encourageant les gens à réaliser que la démocratisation est « le billet nécessaire à l'adhésion dans le club des pays avancés. »<sup>51</sup>

La pression diplomatique et économique des Etats-Unis a été l'un des facteurs essentiels pour la démocratisation d'un certain nombre de pays, notamment la Bolivie, le Chili, le Salvador, l'Honduras, le Kenya, la Corée, le Nigéria et les Philippines. *The National Endowment for Democracy* aux Etats-Unis et *Westminster Foundation For Democracy* en Grande-Bretagne, *Konrad Adenauer Foundation*, *Friedrich Ebert Foundation*, *Friedrich Naumann Foundation*, *Hans Seidel Foundation* en Allemagne, et d'autres organisations non gouvernementales dans d'autres démocraties industrialisées ont encouragé les réformes démocratiques avec le support moral mais aussi matériel qu'elles ont fourni pour l'émergence des

---

<sup>50</sup> Tocqueville les considère comme les « éléments constitutifs de la démocratie » (*building blocks of democracy*) qui deviennent d'autres sources d'informations.

<sup>51</sup> Seung-joo Han, "South Korea: Politics in Transition," in Larry Diamond, Juan Linz, and Seymour Martin Lipset, *Democracy in Developing Countries: Asia* (Colorado: Lynne Rienner Publishers, 1989). *Ibid.* p.152.

organisations autonomes et les nouveaux médias.<sup>52</sup> En plus, les organisations supranationales comme la Communauté européenne, l'Organisation de Nation Unis et la Banque mondiale ont offert leur support directement à ce type de progrès.<sup>53</sup>

Il existe aussi une autre force internationale qui a contribué à l'effondrement du régime autoritaire, c'est l'effet international de « boule de neige » (*snowballing*), autrement dit, les effets de la diffusion.<sup>54</sup> En témoigne les évolutions dans l'Europe de l'Est et en Amérique latine. Leur transition vers la démocratie a servi de modèle à d'autres transitions dans les mêmes régions. Au nouvel essor de la vague de démocratisation, des facteurs nationaux et internationaux se sont étroitement liés par une combinaison particulière de ces deux facteurs qui varient de pays en pays. Dans l'Europe de l'Est, par exemple, les facteurs internationaux ont joué le rôle le plus important. Par contre, ce furent les facteurs internes qui furent influents dans la majorité des transitions démocratiques en Amérique latine. Malgré ces différences, la convergence de facteurs nationaux et internationaux fait la distinction entre la vague actuelle et ces prédécesseurs. Dans les premières vagues de démocratisation, Huntington indique que ce sont soit les facteurs nationaux, soit ceux internationaux qui ont joué un rôle clé dans le renversement des régimes autoritaires, et non pas un mélange des deux. Dans les vagues précédentes, comme dans la vague actuelle, les élites stratégiques ont été un facteur clé pour la réalisation des transitions démocratiques. Surtout dans les transitions en cours depuis le début des années 1980, les élites ont joué un rôle beaucoup plus important que les masses populaires puisque la démocratie est dans son étape de transition. Pour cette raison, la littérature ne considère pas l'engagement des masses à la démocratie comme une exigence absolue pour la transition démocratique. En effet, elle suggère que la démocratie peut être créée même si la majorité des citoyens ne la demande pas. La masse publique joue un rôle clé seulement dans la phase de consolidation des nouvelles démocraties. En effet, dans de nombreuses nouvelles démocraties qui sont achevées la phase de transition démocratique et passé à la phase de la consolidation de la démocratie, le manque d'engagement de la part des masses aux valeurs et normes démocratiques telles que la liberté et la tolérance, devient un obstacle devant ce processus. Dans son étude comparative sur les cultures politiques des pays nouvellement démocratisés,

---

<sup>52</sup> **Op.cit.** p.153.

<sup>53</sup> Dans ce cas, les think tanks deviennent des instruments de transformation des idées dans le but d'une démocratisation.

<sup>54</sup> Robert A. Scalapino, « Democratizing Dragons : South Korea and Taiwan », **Journal of Democracy**, n° 4, juillet 1993, pp.70-83.

Larry Diamond montre que « la démocratie devient réellement stable lorsque les gens accordent de la valeur à la démocratie, non seulement pour ses performances économiques et sociales, mais pour ses qualités intrinsèquement politique. »<sup>55</sup>

### **1.1.2. Quelle transition vers quelle démocratie dans quel monde ?**

Pendant deux ou trois siècles, l'Etat souverain a occupé la première, voire la seule place légitime sur la scène mondiale. Toutefois, après 1945, l'Organisation des Nations unies a commencé à les concurrencer. Puis, d'autres acteurs, aussi influents sinon davantage que beaucoup de pays souverains, l'ont rejoint, notamment des institutions financières comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, mais aussi des structures supranationales dont l'Union européenne fournit le prototype. Reste que cela n'était rien par rapport au bouleversement introduit par la mondialisation pour des gouvernements dont la souveraineté diluait déjà. Celle-ci fait que, désormais, un spéculateur comme George Soros peut déstabiliser une monnaie en quelques jours, que plus largement les décisions politiques se voient conditionnées ou annulées par des jeux d'influences qui transgressent les frontières et obéissent à une logique non territoriale qui laisse les Etats impuissants dans l'espace dont ils possédaient auparavant la maîtrise. Et ceci, même si leurs dirigeants refusent d'admettre qu'ils sont, au bout du compte, « gouvernés » par des flux économiques, non seulement dans le domaine économique mais aussi dans le domaine culturel, religieux et directement politique.<sup>56</sup>

Dans un monde sans frontière et gouverné par les flux économiques, culturels, religieux et politique dont les décideurs sont les pouvoirs supranationaux tels que les Nations unies, le Fonds monétaire, l'Union européenne. Alain Badiou parle d'un emblème démocratique intouchable introduit par les sociétés occidentales qui se considèrent comme le monde entier. Il affirme qu'en dépit de tout ce qui en dévalue jour après jour l'autorité, il est certain que le mot « démocratie » reste l'emblème dominant de la société politique contemporaine. Badiou déclare que même les horreurs économiques mondiales qui ont des effets négatives irréversibles sur l'appauvrissement des autres pays peuvent être pardonnés, du moment qu'ils les ont commis « au nom de la démocratie ». Badiou nous invite à toucher à la réalité de

---

<sup>55</sup> Larry Diamond, *op. cit.*, p. 154.

<sup>56</sup> Guy Hermet, *op. cit.*, p. 67.

nos sociétés, destituer l’emblème de la démocratie comme un exercice *a priori*, et selon lui, il faut laisser le mot « démocratie » même si nous pouvons être mal vu par le monde de démocrates. Le monde pour les démocrates, justement, tel qu’il apparaît, n’est pas celui de tout le monde. Car pour l’auteur, les démocrates, les gens de l’Occident, y tiennent le haut du pavé, et les autres sont d’un autre monde qui, en tant qu’autre, n’est pas un monde à proprement parler.<sup>57</sup>

L’autre monde n’est pas un monde proprement parlé, mais c’est un monde à parler et à décider au nom de ce dernier par les habitants du haut pavé. Par conséquent, « la transition démocratique » est présentée comme une bâtonne magique qui promet l’élévation aux pays non-démocratique à un haut niveau de vie « en manière occidentale » à condition de passer par cette processus. Mais l’histoire nous montre que les conséquences de cette transition n’étaient pas souvent brillantes.

Depuis 1970 à peu près, l’expression « transition démocratique » désigne la période de temps qui s’écoule entre la chute ou les convulsions finales d’une dictature d’une espèce ou d’une autre et l’établissement d’un régime reconnaissable comme démocratique dans ses apparences au moins.<sup>58</sup> Guy Hermet, en parlant dans son ouvrage des démocraties en transition, accentue cette différence « des mondes » et questionne si la démocratie là où elle doit s’appliquer aux peuples non-occidentaux et qui souffrent de pauvreté, constitue une perspective raisonnable.

Hermet affirme que la chute du mur de Berlin a fait croire que s’ouvrait l’ère de la démocratisation universelle. En 1974 et 1975 déjà, la disparition des dictatures en Grèce, au Portugal et en Espagne avait semblé signifier que la famille des démocraties occidentales atteignait avec ces pays ses limites normales. Puis vers le milieu des années 1980, le repli moins attendu est venu des casernes des militaires latino-américains, et ensuite par la grande révolte civique dans l’Afrique subsaharienne. Hermet cite Francis Fukuyama qui a parlé de « la fin de l’histoire » dans un monde en passe d’accéder à un présent éternel mariant la démocratisation à l’échelle universelle à sa sœur jumelle, l’économie du marché mondiale. Par contre, dans les années suivantes, l’élargissement de la démocratie imposée comme un

---

<sup>57</sup> Alain Badiou, « L’emblème démocratique », in G. Agamben, A. Badiou, D. Bensaid, W. Brown, *et al.*, **Démocratie, dans quel état ?**, La Fabrique, Paris 2009, p. 15.

<sup>58</sup> Guy Hermet, « Les démocratisations au vingtième siècle: une comparaison Amérique latine/Europe de l’Est », **Revue internationale de politique comparée**, Vol. 8, n° 2, 2001, p. 286. Ce texte est tiré d’une conférence prononcée à Rio de Janeiro, sur l’invitation de la Fondation Getulio Vargas. En parallèle de cet article, je recommande la lecture de celui de Diane Éthier, dans Éthier D., « Le paradoxe est-européen : attachement et insatisfaction envers la démocratie », **Transition**, n° 39 (4), novembre 1998.

produit indiscutable dans la République tchèque, en Pologne ou en Hongrie a vacillé dans les Balkans de manière confuse par des chocs nationalistes, ethniques ou religieux. Hermet explique cette controverse par trois raisons. La première est la désillusion accélérée des peuples qui ont pris la démocratie comme un changement miraculeux, capable de les faire entrer d'un seul coup dans une modernité avec toutes ses valeurs occidentales. Hermet démontre que la prise de la démocratie comme un « remède souverain » est une vraie erreur puisqu'elle ne promettait rien d'autre qu'un système de gouvernement soumis à des règles limitatives. L'auteur ajoute que leur désillusion sur la démocratie a conduit ces peuples à se tourner à nouveau vers des leaders prolixes qui essaient de captiver les masses par un discours basé sur les éventuels ennemis intérieurs ou extérieurs largement imaginaires. La deuxième raison qui a affecté les sociétés en transition comme les pays du Sud, mais souvent aussi de l'Est, est leur configuration autour d'une identité religieuse, ethnique, linguistique, ou nationale dominante. De ce fait, l'assimilation « démocratique » du principe majoritaire ne peut que légitimer encore plus l'écrasement de ceux qui ne partagent pas cette identité. Le génocide des Tutsis au Rwanda et le démembrement de l'ex-Yougoslavie peuvent être des exemples pour cette deuxième raison. La troisième et dernière raison est la question de l'exercice de la citoyenneté dans le cadre territorial de l'Etat-nation. Cette idée qu'il ne peut y avoir de démocratie que nationale et territoriale à la fois, a entraîné la disparition des Etats-multinationaux qu'étaient l'URSS, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, c'est-à-dire là où l'Etat-nation ne signifiait rien pour des populations façonnées par d'autres appartenances quelques fois très localisées et d'autres fois transfrontalières, en toute hypothèse, dépourvues de conscience nationale en dehors de quelques élites.<sup>59</sup>

La transition démocratique n'avaient pas seulement de résultats négatives, pendant les années 70, au terme économique (le passage d'une économie fermée à une économie du marché) d'où l'inégalité de la distribution de rôles de gouvernés et de gouvernants, de décideurs et de pratiquants dans le monde a été approfondie à cause du maintien des grands entreprises internationales seulement par le côté occident, avaient eu des effets très négatives au terme politique c'est-à-dire le passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique. Au nom de l'emblème démocratie de Badiou, les pays multinationaux (l'URSS, à l'ex-Yougoslavie etc...) ont vécu de guerres catastrophiques de religion, d'ethnique, là où, le gagnant était le

---

<sup>59</sup> Guy Hermet, *op. cit.*, p. 99-104.



plus souvent, l'identité dominant. Ironiquement, les insignes de la démocratie, les organisations supranationales ne sont souvent restées que des observateurs comme le cas de l'Organisation de Nations-Unies au siège de Sarajevo pendant la guerre de Bosnie-Herzégovine.

Avant de passer au chapitre suivant sur le discours de démocratisation dans le monde et en Turquie, nous avons essayé dans ce chapitre de montrer l'évolution de la théorisation de la démocratie et de la démocratisation ainsi que la transition démocratique et ses effets inattendus dans le monde. Cette transition démocratique a forgé non seulement la forme mais aussi le fond des politiques nationales et étrangères des pays où, dès les années 1990, les mêmes pouvoirs supranationaux ont envisagé d'installer un discours de démocratisation à l'aide de la nouvelle littérature sur la *troisième vague de démocratisation*<sup>60</sup>, afin de consolider la démocratie dans les pays récemment démocratisés en procurant de nouveaux instruments politiques, comme les *think tanks*, des ONG et la société civile. Dans le chapitre suivant, nous présenterons le contenu de ce discours déjà établi dans le monde et nous nous intéresserons à ses répercussions sur le processus de démocratisation en Turquie.

## **1.2. Le discours de la démocratisation dans le monde et en Turquie : enjeu ou instrument ?**

La vie quotidienne illustre aussi bien la spontanéité constamment renouvelée du jeu politique que son enracinement dans l'histoire des sociétés. Ce jeu paraît obéir à chaque moment à ses paramètres propres qui semblent faire table rase du passé et modifient en particulier le sens des mots ou en créent de nouveaux. Il en va de même du concept de « démocratisation » tel qu'il est utilisé de nos jours. Le dernier volume remis à jour du Dictionnaire Oxford<sup>61</sup> confirme que le terme « démocratisation » ne remonte qu'à 1865 et qu'un très grand nombre d'autres éléments du lexique politique sont bien plus récents.<sup>62</sup>

La démocratisation est un processus qui affecte principalement le système politique et augmente la participation populaire aux affaires publiques. La

---

<sup>60</sup> Samuel Huntington établie la première vague de démocratisation de 1828 à 1926, la seconde de 1943 à 1962 et la troisième vague de 1974 de nos jours. Il a identifié deux contre-vagues d'autoritarismes de 1922 à 1942 et 1958 à 1962. .

<sup>61</sup> Voir le **Supplement to the Oxford Dictionary**, Vol. 4, Oxford University Press, 1986, cité par Guy Hermet, **Sociologie de la construction démocratique**, Economica, 1986.

<sup>62</sup> Guy Hermet, **op. cit.**, p. 5.

démocratisation peut être souhaitable pour ses propres bénéfices, puisqu'elle favorise d'autres objectifs comme la stabilité politique et la croissance économique. Dans les grandes communautés politiques, la participation populaire est le plus souvent indirecte, et la prise de décision collective est régulièrement exercée sous la forme de la concurrence électorale de la fonction publique. La participation effective et la concurrence exigent au moins une égalité formelle au sein de la population et un niveau minimum de transparence et de responsabilité. L'égalité assure que tout le monde ait la capacité de participer aux affaires publiques ; la responsabilisation et la transparence sont des exigences pour aider la populace prendre des décisions éclairées au sujet des élections et des politiques alternatives. La revendication de l'égalité de participation est généralement basée sur l'hypothèse que les individus partagent des qualités intrinsèques et sont capables de déterminer leurs propres choix. Ce point de vue axiomatique est donc utilisé pour justifier l'existence de droits de l'homme et leur application universelle. Bien que cette perspective universaliste soit une logique intuitive pour beaucoup, elle est fortement contestée par les revendications du relativisme culturel<sup>63</sup>. Il faut éviter d'être pris dans ce fossé créé par le conflit universaliste-relativiste, mais ceci ne devrait pas pour autant nous empêcher d'expliquer les raisons de la supériorité de la démocratie.

Schmitz explique la raison en déclarant que la démocratie n'est pas supérieure sur la base des valeurs inhérentes de ses participants, mais en raison de « l'absence d'une telle qualité, ou de capacité à connaître une telle qualité ».<sup>64</sup> En effet, la démocratie représente un système supérieur non pas parce qu'il est particulièrement réfléchissante de la nature humaine universelle mais parce qu'il reconnaît le mieux ses limites ainsi que les limites de la prise de décision collective.<sup>65</sup>

Les pluralistes - Schumpeter (1942), Sartori (1962), Dahl (1971) - considèrent la sphère politique comme autonome et défendent une procédure, plutôt qu'une définition substantive de la démocratie. La démocratie est prise pour « une méthode ou une procédure de gouvernement plutôt qu'un engagement de certains avec un ensemble particulier des objectifs sociaux et économiques. »<sup>66</sup>

---

<sup>63</sup> Alison Dundes Renteln, **International Human Rights: Universalism versus Relativism**, Nwbury Park, CA : SAGE, 1990.

<sup>64</sup> Voir Micheal Saward, « Democratic Theory and Indices of Democratization », in Jeremy Beetham (ed.), **Defining and Measuring Democracy**, London, SAGE, 1994.

<sup>65</sup> Hans Peter Schmitz, Domestic and Transnational Perspectives on Democratization, *International Studies Review*, volume 6, no3, September 2004, p.404.

<sup>66</sup> **Ibid.**, p.405.

Les chercheurs américains de démocratisation ont utilisé en général le changement mondial le plus récent de la gouvernance démocratique pour développer une littérature axée sur les défis des perspectives traditionnelles de modernisation. Dans cette conception du changement social, les acteurs ne sont pas principalement poussés par leur situation économique et les impératifs systémiques, mais font des choix autonomes fondés sur des intérêts définis et leurs interactions avec d'autres groupes ou individus dans leurs communautés. Cette perspective est celle qui a forgé notre regard à la démocratisation.

Pour éclaircir le débat autour de la dernière vague de démocratisation, nous prendrons comme point de départ les efforts de conceptualisation de la procédure de démocratisation qui constituent la base du discours politique dans ce domaine, pour présenter les discussions sur la mise en place de cette procédure dans le monde et ses répercussions sur le processus de démocratisation en Turquie.

### **1.2.1. Le discours de démocratisation dans le monde**

Nous ne pouvons pas ignorer qu'avec le nouveau tournant néolibéral, le territoire couvert par les pays qui sont en transition démocratique a élargi. Cependant, même si la recette de la « démocratisation » est intouchable et inchangeable, les conséquences de ce processus sont très variées. Cette recette a été imposée par certaines grandes organisations internationales (Banque mondiale, le FMI, l'UE) aux pays non-occidentaux et non-démocratiques. Les procédures de démocratisation, c'est-à-dire ses mécanismes comme la bonne gouvernance et l'obligation du respect des droits de l'homme et des minorités, méritent une attention particulière avant de passer à l'évolution du débat autour du processus de démocratisation dans le monde et en Turquie.

En dépit du discours « contre à la démocratisation » que nous rencontrons dans la littérature politique française, une grande théorisation existe à ce sujet dans la littérature politique anglo-saxonne et américaine sur la démocratisation. Il s'agit d'une hiérarchisation des procédures et des démarches demandées pour arriver à une démocratie « bonne gouvernée » qui ressemble aux exemples de l'Occident.

Charles Tilly, dans son article « Process and Mechanisms of Democratization »<sup>67</sup> défend que la démocratisation ne suit pas une seule voie (*a single path*), mais qu'elle a malheureusement une nécessité à s'appliquer universellement et remplir les conditions satisfaisante. Tilly définit l'émergence de la démocratisation à partir d'une interactivité des politiques publiques, une inégalité catégoriale et la création des réseaux de confiances qui dépendent, en retour, d'un mécanisme spécifique d'échange de relations sociales.

David Beetham, dans son article « Democratic Quality: Freedom and Rights »<sup>68</sup>, nous propose une guide pour arriver à une qualité démocratique. Pour ce faire, il hiérarchise les démarches de démocratisation. Tout d'abord, il déclare que sans la liberté, il est impossible d'avoir une démocratie. Il énumère les nécessités pour une bonne démocratie comme : avoir la liberté de communication et d'association, influencer et contrôler la prise des décisions publiques et les décideurs, recevoir les informations précises et exprimer les opinions divergente, jouir de la liberté de mobilité, de communication publique et de la liberté d'expression, avoir une constitution protégée par les lois de la Convention européenne des droits de l'Homme. La hiérarchisation de Betham nous conduit à comprendre l'importance du concept de « culture de la liberté » ; il défend que la qualité démocratique d'une société ne puisse pas être indifférente à l'idée de culture de la liberté. Betham suppose que même si la liberté d'association est assurée, il peut y être tout de même peu d'auto-organisation dans la société civile. Betham suggère que si les libertés sont nécessaires pour la démocratie, celle-ci doit exiger sa protection par un *bill of rights*, et cette protection est seulement assurée si la Cour Suprême le respecte indépendamment de l'exécutif et du législatif. Il parle d'un règne des lois (*rule of laws*) où les individus doivent avoir le droit d'appel auprès des cours en cas d'infraction ou de violation de leur liberté avec, pour cette dernière, une perspective réelle d'être rétablie et restituée. Dans un tel système, les conditions pour restreindre les droits des individus doivent émaner seulement du pouvoir des Cours.<sup>69</sup> Beetham souligne aussi que les idées sur l'égalité des citoyens doivent être mûres pour arriver à une démocratie. La Cour constitutionnelle doit procurer cette demande pour une forte démocratie. Après avoir montré la conceptualisation du discours de la

---

<sup>67</sup> Charles Tilly, « Process and Mechanism of Democratization », *Sociological Theory*, American Sociological Association, Vol. 18, n° 1, mars, 2000, p. 1.

<sup>68</sup> David Beetham, « Democratic Quality : Freedom and Rights », **UK Democratic Audit for the International Institut of Democracy and Electoral Assistance**, 2002, p. 3-10.

<sup>69</sup> **Ibid.**

démocratisation, c'est-à-dire la règle universelle de la démocratisation, nous allons analyser le discours de la démocratisation dans le monde à partir des interventions des grands pouvoirs supranationaux.

Le discours sur la transition de l'autoritarisme à la démocratie s'appuie sur des études antérieures sur les régimes démocratiques, par rapport à leur longévité et stabilité et la théorie de la modernisation.<sup>70</sup> Plus récemment, l'effondrement et re-émergence de la démocratie en Europe du Sud, dans certaines parties de l'Amérique latine et en Afrique a servi à détourner l'attention de la recherche et l'analyse des facteurs de maintien de l'écart de la gouvernance démocratique dans les démocraties existantes vers une analyse comparative de la genèse du développement démocratique au sein de régimes autoritaires. En principe, les discours théoriques émergentes, sur la transition de l'autoritarisme à la démocratie tendent à se concentrer spécifiquement sur les changements au sein de l'élite dirigeante qui les stimulent pour le développement démocratique. Une telle perspective engendre essentiellement une analyse de haut en bas à la fois les origines de la démocratie et la consolidation des pratiques démocratiques dans l'ère post-autoritaire. L'effondrement du communisme en Europe de l'Est en 1989, une partie de la « troisième vague » dite de la démocratisation et le processus ultérieur de changement de régime, ont été analysés dans une telle perspective.

Cette perspective a été appliquée dans les pays qui avaient été gouvernés depuis longtemps par un régime autoritaire (les pays latino-américains ou de l'Afrique subsaharienne) ou un régime communiste. Le changement de régime qui visait une stabilité et une continuité dans ces pays, d'abord pour une courte durée, était présenté comme une transition démocratique, et ceci, bien après l'émergence d'un discours de démocratisation. Le discours de démocratisation a été mis dans l'agenda de la politique étrangère des Etats-Unis et de l'Union européenne vers la fin des années 1990. Ce discours a été formé par l'exportation de l'économie de marché et la conversion au système de libre-échange qui devaient théoriquement apporter l'ouverture du champ politique régional et la généralisation progressive de la démocratie libérale.

Dans le contexte actuel du libéralisme politique grandissant, le cas d'une majeure partie du continent africain est assez paradoxal puisque des leaders africains

---

<sup>70</sup> Huntington, *op. cit.*

ont bien adopté un discours de démocratisation tout en cherchant les moyens de limiter la compétition politique. Il s'agit d'une stratégie qui consiste à discréditer ou disqualifier les opposants politiques sur des attaques liées à leur citoyenneté. Depuis quelques années, plusieurs leaders africains ont initié des procès et montré des pièces à conviction destinés à mettre en question le droit de participation à la vie politique de certains candidats de l'opposition ou d'autres acteurs critiques à leur égard. Bien que les droits de citoyenneté aient une importance certaine dans toute démocratie, toute manipulation de ceux-ci par le parti au pouvoir pour des objectifs politiques constitue une approche risquée, menaçant de ralentir ou même d'entraver le processus de démocratisation. Au final, une tactique initialement prévue pour exclure des individus spécifiques de la scène politique a le potentiel d'encourager des sentiments xénophobes plus larges et de légitimer des stratégies nationalistes exclusives. Au pire, selon Beth Elise Whitaker, cette stratégie pourrait planter les racines de conflits politiques futurs et possiblement d'une guerre.<sup>71</sup> Lorsque la démocratisation est possible dans les politiques multiculturalistes, cela introduit des changements spéciaux et des risques. Dans ce contexte, la littérature montre que le discours et les stratégies de l'élite dirigeante sont certainement importants. Dans les pays où les leaders ont une tendance à faire un arrangement en incluant tous les groupes ethniques, les différences entre ces derniers peuvent être gérées même si l'importance politique des leaders soit réduite. Par contre, quand les élites essaient de tirer avantage de la possession de l'autorisation de mobiliser les groupes ethniques, la possibilité d'un conflit ouvert ou violent augmente. Par principe, la probabilité de la consolidation de la démocratie doit augmenter avec les politiques qui supportent les diverses groupes dans la sphère multiculturelle. Néanmoins, en Afrique les stratégies d'élites ont un long chemin pour déterminer leur perspective de consolidation de la démocratie.<sup>72</sup> Les leaders africains disqualifient et discréditent les opposants politiques en leur collant l'étiquette étrangère, tout en instrumentalisant le discours de démocratisation. Cela leur permet de paraître comme s'ils se tournaient vers des réformes démocratiques et de limiter la concurrence. La stratégie est relativement facile : en donnant les schémas de migration historique, ils empêchent et éliminent les électeurs de l'opposition sans y attirer l'attention des pouvoirs internationaux. A ce sujet, nous pouvons citer Linz et Stéphan qui font la distinction entre les politiques

---

<sup>71</sup> Beth Elise Whitaker, « Citizens and Foreigners : Democratization and the Politics of Exclusion in Africa », *African Studies Review*, Vol. 48, n° 1, aril 2005, p.109-110.

<sup>72</sup> **Ibid.**

de nationalisation par lesquels les dirigeants essaient de faire appliquer l'homogénéité culturelle et les politiques de démocratisation qui encouragent une société plus hétérogène et intégrante.<sup>73</sup>

La controverse dans le discours de démocratisation de l'Europe de l'Est naquit de cette volonté d'élargissement de la société civile et de participation politique des citoyens. Selon Adam Fagin, depuis la chute du communisme en Europe de l'Est, le discours existant s'avère être encore plus insignifiant en offrant des conseils aux sociétés postcommunistes qui, en l'absence d'une société civile développée, ont besoin de consolider la pratique démocratique par un arrangement qui va plus loin que les changements institutionnels de haut en bas.<sup>74</sup> Bien que l'intégration de la société soit nécessaire pour l'accomplissement de la transition, en Europe de l'Est, la participation des citoyens est particulièrement inadaptée. Dans le cas de la République tchèque, par exemple, la transition démocratique a été retardée du fait de la désuétude des anciennes organisations de lutte de la société civile de l'époque communiste. Le cas spécifique du discours de démocratisation en Europe de l'Est autour de la participation citoyenne nous montre les effets pervers de l'application de la procédure de démocratisation alors qu'en principe, ce qui était visé était l'inverse.

Dans le cas des pays d'Amérique latine, nous voyons que tous sauf le Cuba ont un gouvernement ainsi qu'un chef d'Etat démocratiquement élus. La région a témoignée de remarquables transformations pendant les années 1980 et 1990 ; mais dorénavant, une complexité dans le processus de démocratisation y est observée. Selon Steven L. Taylor, ces changements de démocratisation peuvent être définis dans le cadre de la théorie de la « troisième vague » de Huntington.<sup>75</sup> Taylor questionne la qualité des démocraties en Amérique latine comme dans le cas du Mexique où la démocratie reste encore incertaine, du Pérou où la démocratie minimale du gouvernement du président Alejandro Toledo après le pouvoir « pseudo-démocratique » d'une décennie de Fujimori est encore discutable ainsi que le cas de la Colombie qui est la démocratie la plus ancienne dans la région mais dans un état clairement incomplet, ravagé par la violence politique continue et sans le plein contrôle de son territoire, aussi bien *de jure* que *de facto*. Pour Taylor, ces

---

<sup>73</sup> Juan Linz, Alfred Stepan, « Towards Consolidated Democracies », **Journal of Democracy**, n° 7, p. 14-33.

<sup>74</sup> Adam Fagin, « Democratization in Eastern Europe : The limitations of the existing transition literature », **Contemporary Politics**, 4: 2, 1998, p. 143-159.

<sup>75</sup> Huntington, **op. cit.**

exemples ne sont que quelques uns des défis dans l'évaluation de la démocratisation dans la région.<sup>76</sup> Par conséquent, le discours de démocratisation en Amérique latine est très établi puisqu'il s'agit encore de la présence de tendances autoritaires au pouvoir. Les exigences pour l'établissement de la démocratie procédurale et sa consolidation sont les mêmes : le développement de la société civile et la consolidation des droits de citoyenneté, la bonne gouvernance pour construire un Etat démocratique, une justice indépendante, l'affaiblissement de l'influence des militaires sur le gouvernement et l'élimination de la violence organisée. Pour le cas de l'Amérique latine, le discours de démocratisation est encore sous l'influence du pouvoir transnational et très récemment de l'Union européenne.<sup>77</sup>

Selon Dorothee Schmid, depuis le 11 septembre 2001, la démocratie est ainsi devenue un objectif à part entière de la politique étrangère américaine. Le concept général de démocratisation comporte une gamme d'objectifs clairs, au sommet de laquelle figure actuellement la notion contestée de changement de régime (*regime change*), servie par une stratégie très offensive.<sup>78</sup> Cette stratégie offensive a été observée durant l'intervention américaine en Irak en mars 2003, comme une réponse aux attentats du 11 septembre, sous le nom d' « opération de liberté en Irak » (*operation Iraqi freedom*). Les Etats-Unis ont utilisé tous les outils d'intervention en prétendant apporter une assistance démocratique évidente. L'administration américaine, en élargissant son projet de « Grand Moyen-Orient » (*Broader Middle East and North Africa* : B-MENA) au printemps 2004, a visé cette fois-ci la région arabo-musulmane pour lutter contre la menace terroriste avec un discours de liberté ou de *paix démocratique* entendant apporter le progrès économique, social et politique.

Le discours d'exportation de la démocratie, des droits de l'Homme et de l'Etat de droit n'est pas propre à l'agenda de la politique étrangère des Etats-Unis. Depuis la fin des années 1990, l'Union européenne utilise également ce discours de démocratisation, qui est aussi une condition assez stricte pour devenir un Etat-membre de cette communauté.

---

<sup>76</sup> Steven L. Taylor, « Democratization in Latin America », **Latin American Research Review**, vol. 37, n° 3, 2002, p. 163-175.

<sup>77</sup> Wolf Grabendorff, « International Support for Democracy in Contemporary Latin America: The Role of the Party Internationals » in **The International Dimensions of Democratization Europe and Americas**, Laurence Whitehead (ed.), Oxford Studies in Democratization, Oxford University Press, 2001, pp.201-226.

<sup>78</sup> Dorothee Schmid, « Le partenariat, une méthode européenne de démocratisation en Méditerranée? », **Politique étrangère**, n° 3, automne 2005, p.549.



Dorothee Schmid nous montre dans son article la différence entre les discours de démocratisation des Etats-Unis et de l'Union européenne. Elle indique que même le contenu de la démocratie renvoie à un dilemme puisque depuis la chute du régime de Saddam Hussein, la démocratisation selon l'ingénierie démocratique américaine ne convainc pas. Le modèle privilégié par les Etats-Unis semble admettre une définition essentiellement institutionnelle : la mise en place d'un système de pouvoirs équilibrés et la tenue d'élections satisfaisant les critères précis de transparence et de liberté seraient des indices essentiels de progression démocratique<sup>79</sup>. Nous constatons donc une simplification de la procédure de démocratisation de style américain et en sens inverse, une augmentation de confiance à l'égard de son pouvoir offensif. Contrairement, dans les programmes de promotion démocratiques conçus par l'Union européenne, il s'agit d'une concentration sur les règles du jeu et l'environnement démocratique : l'existence d'une législation protégeant les libertés fondamentales, l'éducation démocratique et le renforcement de la société civile sont considérés comme autant de facteurs favorisant l'émergence d'une culture démocratique.

La controverse de « *démocratie sans démocrates* » de Ghassan Salamé nous invite à questionner les interventions par les deux grandes puissances globales, surtout pour les pays arabo-musulmans qui occupent la dernière région favorite des ingénieurs de démocratie. L'auteur défend qu'il existe des dynamiques démocratiques concrètes dans le monde arabe, tout en précisant l'absence d'acteurs susceptibles de les systématiser.<sup>80</sup>

Selon Schmid, l'avenir des pays sous l'effet de démocratisation deviendra de plus en plus « démocrate sans démocratie » puisque les nouveaux démocrates, pressés de recycler les concepts vagues et les mécanismes arbitraires imposés par les interventions occidentales, sont prêts à entretenir un faux-semblant de réformes pour qu'on les laisse en paix.

Depuis 1994, mais surtout avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement AKP, la Turquie a été soumise à une démocratisation guidée par les réformes imposées par les Etats-Unis, mais surtout l'Union européenne, concrétisée sous la forme des amendements de la Constitution. Dans le chapitre suivant, nous allons interroger ce

---

<sup>79</sup> **Ibid.**

<sup>80</sup> Voir Ghassan Salamé, **Démocratie sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique**, Paris, Fayard, 1994.

processus de démocratisation en Turquie pour voir si cette dernière forme une démocratie avec ou sans les démocrates.

### 1.2.2. L'évolution du discours de démocratisation en Turquie

Pendant les années 1990, la libéralisation et la privatisation sont devenues des phénomènes universels. Presque toute l'Amérique latine, l'Europe de l'Est, l'ex-URSS, la plupart des pays africains et des pays asiatiques ont tenté à un certain degré d'expérimenter la libéralisation économique. Dans la plupart de ces pays, ce processus économique fut accompagné d'une institutionnalisation ou une réinstitution des structures démocratiques. En Turquie, l'Etat patrimonial traditionnel a fortement conditionné et modifié la nature de la libéralisation économique ainsi que le processus de consolidation démocratique pendant les années 1980<sup>81</sup>. Pour faire une étude sur l'évolution du discours de démocratisation en Turquie, il faut s'efforcer de comprendre les effets du processus de libéralisation économique sur l'émergence du processus de démocratisation au début des années 1990.

Le processus de libéralisation économique a été accompagné par le rétablissement de la démocratie parlementaire à la fin 1983, après une période de régime militaire transitoire entre 1980 et 1983. Ziya Öniş, dans son article paru en 1992<sup>82</sup>, met l'accent sur le « pouvoir despotique » des Etats patrimoniaux qui est considéré par l'auteur comme un obstacle qui empêche la mobilisation des ressources, la coordination des entrepreneurs afin d'atteindre un développement économique à long terme. Il indique que l'autonomie de l'Etat en développement économique a un caractère totalement différent de la domination absolutiste de l'Etat prédateur. Il s'agit d'une autonomie intégrée dans l'ensemble des liens sociaux qui lient l'Etat et la société, et qui prévoit la continuation de la négociation institutionnelle ainsi que la renégociation des objectifs politiques. La nature spécifique de cette autonomie doit être considérée comme le produit d'une conjonction historique des facteurs internationaux sur la politique interne. Selon Öniş, dans les pays comme la Turquie, malgré certaines limitations apportées au fonctionnement des institutions démocratiques et le manque de légitimité des solutions autoritaires, il se trouve un engagement sous-jacent pour accomplir la

<sup>81</sup> Ziya Onis, « Redemocratization and Economic Liberalization in Turkey: The Limits of State Autonomy », *Studies in Comparative International Development*, vol. 27, n° 2, été 1992, p. 3-23.

<sup>82</sup> **Ibid.**

réforme économique et la transformation du pays dans un environnement démocratique, là où le « modèle européen » libéral et démocratique apparaît comme un type idéal.

Il ne serait donc pas erroné de dire que, pendant les années 1980 en Turquie, les réformes économiques ont été réalisées sous « une autonomie intégrée » liée à de grandes organisations internationales et soutenues par un discours de démocratisation qui s'est orienté plus tard, dans les années 1990, vers le « modèle européen ». Le 12 septembre 1980, lorsque les militaires ont dissous le Parlement et suspendu toutes les institutions civiles, ils ont également confirmé officiellement leur intention de poursuivre les politiques d'ajustement sur la supervision du FMI et de la Banque mondiale et ils ont nommé Turgut Ozal comme ministre chargé de la politique économique.<sup>83</sup> Selon Öniş, la Turquie était un « cas d'essai » pour le programme nouvellement articulé de la Banque mondiale et du FMI impliquant une « *cross-conditionality* ». Pendant la période de 1980 à 1984, la Turquie a reçu cinq prêts structurels d'ajustement (PSA) (*structural adjustment loans*) successifs de la Banque mondiale. Öniş précise que la Banque mondiale a procédé au quatrième et au cinquième PSA immédiatement après l'affranchissement des trois premiers PSA, afin d'accélérer la transition démocratique en Turquie. Après 1984, la relation entre l'Etat et la Banque mondiale a poursuivi en termes de prêts d'ajustement sectoriel qui imposaient des conditions étroites. D'autre part, le FMI a continué d'exercer sa surveillance sur la politique macroéconomique de la Turquie. Cette interaction économique basée sur les révisions périodiques de l'Etat élaborées par la Banque mondiale et le FMI a conditionné le processus de la démocratisation en Turquie.

La décennie suivante, la vie politique de Turquie nous montre deux différentes images contrastées. La période entre 1995 et 2000 offre un portrait politiquement instable, économiquement en crise, idéologiquement nationaliste, géopolitiquement isolé et culturellement conflictuel. Les hommes politiques semblent être détachés de la société, souffrant des problèmes d'autorité, de clientélisme et de corruption, et affrontent ainsi une crise sérieuse de légitimité et de gouvernance. Ziya Öniş et Fuat Keyman défendent que, contrairement à la période

---

<sup>83</sup> **Ibid.** Turgut Özal était l'architecte des décisions du 24 janvier qui consistaient en grande partie à dévaluer la livre turque, à libérer les importations tout en encourageant les exportations par un système de crédits bancaires, à annuler les subventions étatiques sur plusieurs produits et à laisser l'évolution de l'économie aux lois de l'offre et de la demande, à augmenter les taux d'intérêts, à limiter le poids des entreprises publiques dans l'économie, à contrer le déficit budgétaire des entreprises publiques par des hausses régulières des prix et à augmenter les revenus respectant toujours un seuil inférieur au taux d'inflation.

précédente, depuis 2000, il est observé une image radicalement différente et changeante qui implique une forte volonté de progresser vers la consolidation démocratique, la stabilité économique, une politique étrangère volontariste et une vie sociale multiculturelle.<sup>84</sup>

Même si le processus d'intégration de la Turquie au marché économique mondial a commencé dans les années 1980, les politiques suivies pendant les années 1990 n'ont pas effectivement répondu aux exigences de changement affirmées dans les sphères économiques et culturelles tant par les acteurs internes que par les principaux acteurs externes que sont les forces globales comme le FMI, l'Union européenne ou les Etats-Unis.

L'impact de l'Union européenne sur les politiques turques a considérablement accru après les décisions d'Helsinki du Conseil européen de décembre 1999, par lesquelles la Turquie a été annoncée comme un pays candidat à l'adhésion à part entière. Mais le gouvernement de coalition de l'époque composé de partis représentant des idéologies assez divergentes (DSP [Parti de la Gauche démocratique], MHP [Parti du Mouvement nationaliste] et ANAP [Parti de la Mère-Patrie de droite libérale]) n'a pas pu répondre aux exigences multidimensionnelles de la société comme, par exemple, les critiques sur l'identité séculaire nationaliste de l'Etat formulées par les milieux islamiques, l'émergence d'une vision multiculturelle en termes ethniques, autrement dit la question kurde, les appels lancés par des organisations et des initiatives civiles pour la consolidation de la démocratie, et il a continué à gouverner le pays selon le modèle de l'Etat centriste.<sup>85</sup>

Bien que le partenaire principal de la coalition soit le DSP, personnifié par son leader légendaire Bülent Ecevit qui avait toujours revendiqué l'étiquette social-démocrate, en effet, l'idéologie et la stratégie politique de ce parti étaient plus influencées par une perception nationaliste de gauche et centriste de la démocratie<sup>86</sup>, ce qui était totalement contre les réformes imposées par les forces extérieures.<sup>87</sup> Le second parti dans la coalition, le MHP, était un parti ultranationaliste dont l'histoire était marquée par une préoccupation idéologique orientée vers la protection de l'intégrité territoriale de l'Etat et le maintien d'une homogénéité ethnique autour de

---

<sup>84</sup> Fuat Keyman, Ziya Öniş, **Globalization and Social Democracy in the European Periphery: Paradoxes of The Turkish Experience**, Globalizations, vol. 4, n° 2, 2007, pp.1-32.

<sup>85</sup> Des réformes de constitution ont réalisé dans cette période en 1999.

<sup>86</sup> Cité par Suat Kınıklıoğlu, un membre du parti d'AKP dans son ouvrage intitulé « The Democratic Left Party: 'Kapikulu' Politics *par excellence* », **Turkish Studies**, n° 3, p. 4-24.

l'identité turque. En dépit de ces deux partis, Mesut Yılmaz, le leader de l'ANAP, parti de centre-droit libéral, arrivé au pouvoir à la tête d'un gouvernement minoritaire afin de mener le pays vers les élections anticipées après l'intervention militaire du 28 février 1997 baptisée « coup d'Etat postmoderne »<sup>88</sup>, a joué un rôle important pour la mise en place des réformes liées à l'Union européenne.

Le processus de démocratisation lancé avec la pulsion des forces extérieures telles l'Union européenne avait également motivé les acteurs civils des organisations non-gouvernementales qui exprimaient leur volonté pour la démocratisation et la stabilité économique, non seulement pour des raisons géopolitiques, mais aussi pour la consolidation de l'autonomie de la Turquie, particulièrement du point de vue de son pouvoir de négociation avec des acteurs principaux comme les Etats-Unis et le FMI pour défendre de manière effective ses « intérêts nationaux ».<sup>89</sup>

Selon Öniş et Keyman, les faibles capacités du gouvernement de coalition formé par le DSP, le MHP et l'ANAP et aussi son faible engagement dans le projet de réforme se sont confirmées avec son échec à prédire la crise financière de février 2001, la crise la plus sévère dans l'histoire d'après-guerre. Cette crise économique a donné, cependant, un nouvel élan au processus de libéralisation et de privatisation économiques puisque ses implications ont été de telle sorte que la stratégie économique de la Turquie a été de plus en plus confié au FMI, sous le contrôle d'une personnalité internationale, Kemal Derviş<sup>90</sup>, qui est devenu la principale figure de l'implantation du « Programme de transition à une économie forte ».<sup>91</sup>

De 1999 à 2002, la transition a été accomplie plus au niveau économique que politique, sans pouvoir répondre aux attentes en matière de consolidation démocratique et de généralisation de la justice sociale, mais cette période qui a constitué les bases d'une économie néo-libérale par la privatisation des grands

---

<sup>88</sup> Le 28 février 1997, la lutte que menait le régime kémaliste par le biais de l'armée et de ses agents contre l'islamisation progressive de l'espace public s'est concrétisée : à l'issue de la réunion du Conseil de sécurité nationale, une série de dix-huit mesures destinées à empêcher la progression de l'islamisme politique dans le pays a été imposée au gouvernement. En tant que Premier ministre, Erbakan a dû signer les décisions du Conseil contre son gré et malgré les protestations s'élevant dans ses rangs. La date de promulgation des décisions a vite été baptisée par la presse « coup d'État post-moderne ».

<sup>89</sup> Fuat Keyman, Ziya Öniş, **op. cit.**, p. 13.

<sup>90</sup> Kemal Derviş est un économiste et homme politique turc. Il est le vice-président du programme d'Economie Global et Développement de Brookings Institution. Il a dirigé le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et il a travaillé de 1977 jusqu'à 2001 pour la Banque mondiale. Pendant la crise économique de 2001, il a été nommé ministre d'Etat aux Affaires économiques au sein du gouvernement de Bülent Ecevit.

<sup>91</sup> Le Programme de transition à une économie forte envisageait une série de réformes néo-libérales, comme la privatisation des grands établissements publics afin de diminuer les dettes publiques.

établissements publiques et par l'affermissement des organisations civiles, a servi à affaiblir plus ou moins la vision de l'Etat centriste de la bureaucratie.

Les élections de 2002 constituent un nouveau tournant dans l'histoire politique en Turquie. Toujours selon Öniş et Keyman, ces élections ont été un nouveau moment spécifique dans la mesure où elles ont impliqué une compétition non seulement entre les partis politiques, mais aussi entre les groupes d'intérêts économiques, les organisations civiles et les organisations internationales et régionales comme le FMI et l'UE. Ces organisations internationales ont influencé les stratégies des partis politiques, mais ils ont aussi contribué directement à la formation d'une opinion publique en faveur d'un gouvernement fort et stable.

Keyman et Öniş expliquent la réussite de l'AKP aux élections de 2002 par son programme électoral. Le manifeste électoral de l'AKP était structuré autour de la distribution de la justice sociale, la protection des droits et libertés individuels, la participation active des organisations civiles à la prise de décisions politiques, et insistait sur l'importance de la démocratie pour fournir des solutions à long terme aux problèmes de la Turquie, aussi bien que sur l'intégration de la Turquie à l'Union européenne.<sup>92</sup>

Selon Insel, les réformes dites de démocratisation entreprises en Turquie ces dernières années ont été réalisées avec un double objectif interne et externe, mais d'abord, pour satisfaire aux critères de Copenhague (1993) en matière des droits de l'Homme et des libertés publiques. Les rapports annuels élaborés par la Commission européenne depuis 1998 fournissaient une liste de réformes dont Bruxelles considérait la mise en œuvre comme un préalable à l'ouverture de négociations d'adhésion. Après la publication en novembre 2000 de la « feuille de route » en vue de négociations, le gouvernement turc a adopté, au mois de mars 2001, un « programme national pour l'adhésion à l'UE », précisant ici la méthode. La plupart des réformes qui ont été effectuées ces trois dernières années figuraient explicitement dans le programme.<sup>93</sup>

Pour Fuat Keyman, après avoir gagné les élections législatives de 2002 et 2007 et les élections municipales de 2004 et 2009, l'AKP a joué un rôle crucial pour la transformation de la Turquie en un des acteurs importants dans la politique mondiale et l'économie politique globale. Mais parallèlement, l'AKP a causé un fort

<sup>92</sup> Le manifeste électoral de l'AKP pour les élections 2002 : <http://www.belgenet.com/secim/bildirge/akp2002-1.html>

<sup>93</sup> Ahmet Insel, « Réforme ou Revolution? », **Outre-Terre**, n° 10, 2005.

scepticisme du côté des élites séculaires et de la classe moyenne laïque en termes de l'avenir du régime constitutionnel séculaire. C'est à cause de ces facteurs que l'expérience du gouvernement AKP depuis 2002 a marqué l'une des périodes les plus importantes de l'histoire politique de la Turquie en vue des objectifs de démocratie et de modernité.<sup>94</sup> Dans cette perspective, Keyman défend qu'il soit impossible de comprendre et de gouverner un pays comme la Turquie sans faire référence à la globalisation. Depuis les années 1980, et surtout les années 1990, le processus de modernisation qui s'insère dans le mouvement de globalisation, est engagé avec un support de démocratisation. Ce processus est renforcé par les négociations avec l'Union européenne à titre de « candidat au statut de membre à part entière » qui prévoient une série de réformes constitutionnelles et politiques pour protéger et améliorer sa démocratie. Depuis 3 octobre 2005, la Turquie passe donc par un processus de transformation européenne, incluant tous les domaines de l'administration et les interactions entre l'Etat, la société et les individus. En dépit des problèmes rencontrés et un certain manque de confiance, ce processus de transformation se fait à la lumière des négociations avec l'Union européenne. Selon Keyman, l'expérience de l'AKP est un cas significatif pour expliquer l'équilibre<sup>95</sup> entre la transformation et le retrait politique, ou entre le changement et le *statu quo*, mais aussi entre le proactivisme et le scepticisme, balance qui a besoin d'être consolidé par la démocratie afin de créer une Turquie stable, juste et bien gouvernée. Selon Keyman, le succès de l'AKP vient de sa bonne gouvernance de la société qui est devenue assez complexe dans les dernières années à cause de l'intégration de la politique turque dans le contexte global.<sup>96</sup> Par contre, en s'appuyant sur le renforcement du conservatisme sous le gouvernement de l'AKP, Keyman déclare que l'expérience de l'AKP est finalement incapable d'établir un équilibre entre son conservatisme et ses promesses de consolidation démocratique.

Sans ignorer les réformes relativement importantes et rapides réalisées par le gouvernement AKP depuis son arrivée au pouvoir en 2002, nous devons préciser que le processus de démocratisation en Turquie ne se réduit pas aux seuls efforts de ce

<sup>94</sup> Fuat Keyman, « Modernization, Globalization and Democratization in Turkey: The AKP Experience and its Limits », *Constellations*, n° 2, 2010, p.312-326.

<sup>95</sup> Dans l'introduction de *The Cambridge History of Turkey*, Reşat Kasaba parle des « balances » entre la possibilité de démocratisation et un retrait vers une fermeture politique.

<sup>96</sup> Keyman parle de la transformation de la Turquie dans un monde global. Il explique le contexte global en citant le travail de Zbigniew Brzezinski sur la politique internationale : *The Grand Chessboard : American Primacy and its Geostrategic Imperatives* (1997). Selon l'approche adoptée par l'auteur, il s'agirait d'un rôle de pivot géopolitique donné à la Turquie par les Etats-Unis afin de servir de modèle au Moyen-Orient pour maintenir la stabilité et la paix dans la région.

parti. Ceci dit, le processus qui avait débuté vers la fin des années 1990 avec les premières lois d'harmonisation avec l'Union européenne s'est nettement accéléré depuis quelques années, surtout à partir de décembre 2004 où la Turquie a obtenu le statut officiel de pays candidat à l'adhésion. C'est précisément au cours de ce processus que certains acteurs intermédiaires globaux et locaux ont commencé à s'affirmer de manière plus systématique qu'auparavant pour y apporter leur contribution tant technique qu'idéologique afin de donner une orientation aux réformes. Nous pourrions qualifier ces acteurs, dont les *think tanks*, de « catalyseurs du processus de démocratisation ». Bien que marquée par leur positionnement idéologique, leur intervention se fait toujours dans le sens d'une consolidation démocratique et elle est facilitée par l'existence d'un seul parti au pouvoir qui crée un terrain plus propice à l'échange des savoirs et du savoir-faire en matière de démocratisation.

### 1.2.3. Le processus de démocratisation et ses catalyseurs

La crise de la modernité qui remet en cause l'Etat-Nation par le processus de globalisation a donné lieu à l'émergence de la société civile en tant qu'acteur principal de la consolidation démocratique. En parlant des « limites du politique », Keyman et İçduygu reprochent aux partis politiques de ne répondre le plus souvent qu'à certains effets de la globalisation. En considérant que la globalisation crée des problèmes sérieux qui exigent des politiques publiques effectivement et rationnellement formulés, les parties politiques ne sont pas capables à produire à eux seuls des solutions effectives à ces problèmes tels que les risques environnementales, le multiculturalisme, la pauvreté. Dans ce contexte, les acteurs supranationaux et les organisations de société civile ont évolué et agissent comme les « acteurs de la politique » (*actors of politics*) autant que des « acteurs politiques » (*political actors*)<sup>97</sup>.

La vie politique en Turquie ne fait pas exception à ce phénomène. En Turquie, la crise de la tradition étatiste et les effets de la globalisation sont évoqués en commun pour expliquer l'accroissement du rôle des organisations de société civile pendant les années 1990. Selon Keyman et İçduygu, ces organisations sont

---

<sup>97</sup> E. Fuat Keyman et Ahmet İçduygu, « Globalization, Civil Society and Citizenship in Turkey : Actors, Boudrarians and Discourses », *Citizenship Studies*, vol. 7, n° 2, 2003, p. 225.



considérées en premier lieu comme un élément indispensable pour le processus de démocratisation, en second lieu comme un facteur nécessaire pour créer des relations stables entre la Turquie et l'Union européenne, et enfin, en troisième lieu, comme un élément important de modernisation et de libéralisation de l'Etat turque afin de le transformer en une organisation politique dont le pouvoir et les activités sont justifiables devant la société. De ce fait, la formation des organisations de société civile a été activement encouragée par les milieux académiques en Turquie pendant les années 1990. Ces organisations se sont engagés tant au niveau national que transnational, dans des activités politiques démocratiques, non-hiérarchiques et participatives qui évoluent de bas vers le haut. Par conséquent, elles ont gagné une qualité de quasi-acteur (politique) avec un pouvoir normatif et discursif en incitant à repenser les relations Etat-société avec le langage de la globalisation [dès lors la démocratisation] sur les droits civiques<sup>98</sup>. Dans ce sens, les organisations de société civile ont reçu de manière légitime et avec l'aide du processus de globalisation, le rôle de créer le langage politique surtout en matière de démocratisation. Elles promettent un discours politique fondé sur un « langage des droits » qui implique la protection et l'expression des droits civiques que le processus de démocratisation exige<sup>99</sup>.

Parallèlement à l'évolution de la société civile par le biais de ces organisations de plus en plus actives en Turquie, le débat autour de la « post-démocratie » se poursuit dans le monde occidental. Le contenu de ce débat qui renvoie également à des concepts tels que le langage des droits et la bonne gouvernance, se structure autour de l'auto-légitimation de la société civile qui remet en cause les relations existantes entre l'Etat et la société.

La « post-démocratie » entend avoir affaire principalement à des sujets démocratisés. C'est dans cet écart entre « sujets de la démocratie » et « sujets démocratisés » (ou démocratiques), c'est-à-dire entre ceux qui créent la démocratie et ceux qui la reçoivent, que réside la spécificité de la gestion post-démocratique.<sup>100</sup> A ce sujet, Ahmet Insel cite Alain Caillé qui écrit : « Mais *mutadis mutandis*, ce qui

---

<sup>98</sup> **Ibid.**, p. 227.

<sup>99</sup> **Ibid.**, p. 226.

<sup>100</sup> Ahmet Insel, « La Post-démocratie : Entre gouvernance et caudillisme », **Revue de MAUSS**, n° 2, 2005, pp121-136.. Insel défend que l'Union européenne, non seulement dans son fonctionnement interne, mais aussi dans sa logique d'élargissement qui impose comme une vérité gravée dans le marbre l'acquis communautaire (environ cent mille pages de normes pour la plupart techniques) et une enveloppe de critères politiques bien vagues dénommés « critères de Copenhague » représente aujourd'hui l'une des réalisations politiques les plus avancées de ce modèle de gouvernance.

est vrai des rapports de l'Occident, et notamment des Etats-Unis, avec les pays à démocratiser - les pays en voie de démocratisation pourrait-on dire - l'est aussi, de plus en plus au sein des pays démocratiques eux-mêmes. La démocratie n'y est plus vue comme un ordre politique à construire en commun, entre les différents groupes ou classes constitutifs de la communauté politique, mais comme une réalité déjà édifée qui doit être donnée et distribuée par l'Etat. On ne songe plus à bâtir un Etat démocratique. On demande à un Etat posé comme par essence toujours et déjà démocratique de distribuer des droits ou de la reconnaissance juridique. De co-constructeurs de la démocratie, les individus des sociétés démocratiques en deviennent les créanciers. »<sup>101</sup>

La gouvernance correspond dans la post- modernité à la remise en cause des conditions dans lesquelles l'autorité et la légitimité politiques se sont formées dans la démocratie. Le changement dans le principe d'autorité conduit en effet l'Etat à négocier en permanence sa légitimité. Mais il est à noter qu'il n'en va pas de même au sein de l'entreprise ni dans les organisations de la société civile dont la légitimité est autoproclamée. La légitimité d'une société civile dont les acteurs prétendent se substituer au peuple peut certes être questionnée. Le label de société civile cache souvent dans les pays du Sud une lutte menée par une génération montante d'élites, en collaboration avec les ONG internationales, en vue de la prise du pouvoir au nom de la modernité. Si nous assistons simplement à la substitution d'une élite dirigeante par une autre, l'avancée vers une administration des hommes et des femmes par eux-mêmes devient alors une vaine promesse de l'époque baptisée post-moderne. Transposée à l'échelle mondiale, la « bonne gouvernance » présente le même tropisme technocratique entre les mains des professionnels de grandes institutions internationales. Avec la primauté du droit, la bonne gouvernance devient une conditionnalité de premier rang imposée par les pays riches pour venir en aide aux pays pauvres. L'introduction des ONG dans la gestion publique devient le gage de la bonne gouvernance en raison de leur caractère prétendument apolitique, non bureaucratique et surtout purement désintéressé<sup>102</sup>. Insel conclue en disant qu'il est en effet surprenant de constater que tout ce qui, dans le cadre de la post-démocratie, semble aller dans le sens de la démocratisation - notamment la participation, la négociation pacifiée et plus généralement toutes les tentatives d'horizontalisation des

<sup>101</sup> Alain Caillé, « Démocratie, totalitarisme et parcellitarisme », **Revue de MAUSS**, n° 25 : **Malaise dans la démocratie. Le spectre du totalitarisme**, 2005, pp.95-126. Cité par Ahmet Insel, **Op.cit.**122.

<sup>102</sup> Insel, « La post-démocratie... », **Op. cit.**, p. 128-133.

procédures de l'administration - renforce en fait la post-démocratie qui procède du refus du principe de base de la démocratie : le partage réel du pouvoir<sup>103</sup>.

Quelque soit les critiques adressées à ce processus, nous pouvons parler d'un trend universel en ce qui concerne la démocratisation telle qu'elle est définie par ses figures de proue. Avec la création de Nation Unies en 1945, la communauté internationale a constitué universellement les normes en matière de conduite interne qui ont défini largement les idées sur la gouvernance démocratique. Les principes de gouvernance interne ont été universellement acceptés par la communauté internationale des Etats. Suivant la déclaration des Droits de l'Homme en 1948, les Etats ont développé et adopté un ordre basé sur les droits de l'homme et les autres traités qui orientent directement leur politique intérieure. Toutefois, la démocratie ne s'établit pas d'elle-même comme un droit et tout ce qu'implique les accords des Nation Unies est formellement pris comme une condition dans toutes les nations qui y adhèrent. De même, pour l'adhésion à l'Union européenne ou pour devenir membre du Conseil d'Europe, l'établissement d'un gouvernement démocratique est obligatoire. Aujourd'hui, des milliers d'ONG encouragent et diffusent les normes démocratiques dans le monde entier.

Ces normes démocratiques ne sont pas exprimées seulement comme des limitations, mais comme des occasions de créer des consensus et des relations de coopération directe avec les acteurs. Dès lors, les normes internationales se présentent comme une opportunité de changer le *statu quo* avec les références aux principes universellement acceptés et institutionnalisés. Les défis à un régime autoritaire et aux pratiques répressives créent de plus en plus de coalitions transnationales entre les activistes nationaux, les institutions internationales, et les partisans externes (*outsider supporters*)<sup>104</sup>. Ces coalitions facilitent la sortie du régime autoritaire vers un processus de démocratisation. Dans le cas des ONG qui fonctionnent comme des mécanismes de transmission pour la diffusion des normes internationales dans un contexte interne, la méthode de mobilisation est un facteur signifiant pour former le changement de régime. La figure 1 nous montre comment les normes internationales et les acteurs transnationaux interagissent avec les facteurs domestiques dans le processus de changement démocratique.<sup>105</sup>

---

<sup>103</sup> **Ibid.**

<sup>104</sup> Hans Peter Schmitz, « Domestic and Transnational Perspectives on Democratization », *International Studies Review*, Vol. 6, n° 3, Septembre 2004, **Op. cit.** p. 404.

<sup>105</sup> **Ibid.**

**Figure 1 :**  
**Acteurs domestiques et internationaux dans le processus de**  
**démocratisation<sup>106</sup>**

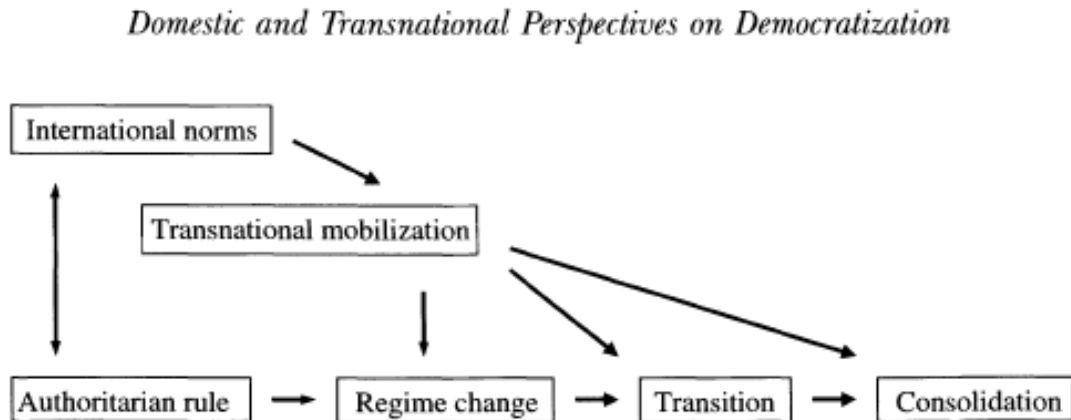


FIG. 1. A Transnational View of Democratization

Pour ce qui concerne le processus de consolidation démocratique, depuis les années 1990 les forces supranationales ont un nouvel interlocuteur qu'ils essayent d'instrumentaliser par divers moyens, notamment en assurant le financement : les *think tanks* du pays en transition. Ces derniers se donnent la mission de produire un certain type de savoir au service des décideurs politiques afin de les orienter dans le sens des normes globales de la démocratie. Dans ce réseau « acteurs supranationaux – organisations de société civile – régimes – consolidation démocratique », les *think tanks* ont en effet un rôle d'intermédiaire entre plusieurs organismes qui leur confère leur caractère hybride que nous allons essayer de développer ultérieurement dans le cadre de ce travail. Notons seulement à ce stade que le financement de ces *think tanks* est mené par deux grands pouvoirs : l'ONU, surtout avec son Programme pour le développement, et l'Union européenne pour les candidats à l'adhésion. Par conséquent, ces *think tanks*, en acceptant a priori les normes internationales impliquées par ces grandes organisations, jouent un rôle important pour les changements démocratiques impliquant la consolidation démocratique ainsi que l'évolution vers un régime plus démocratique.

<sup>106</sup> *Ibid.* p. 408.

A notre avis, la Turquie qui a connu au cours des dernières décennies le passage d'un régime anti-démocratique à un processus de consolidation démocratique, correspond elle aussi à ce schéma. Pendant les années 1990, les normes internationales imposées par l'Union européenne et les Nations Unies ont commencé à transformer le régime dit autoritaire vers un modèle plus démocratique qui maintenait encore des structures anti-démocratiques de l'après-coup d'Etat qui avaient laissé leurs traces sur la Constitution de 1982 toujours en vigueur. Depuis la seconde moitié des années 1990, les normes internationales ont été transmises par la mobilisation transnationale composée de divers acteurs comme les ONG, les organisations de la société civile, les partis politiques européens ont eu des effets positifs irréversibles sur le processus de démocratisation du régime ou, en d'autres termes, la transition vers une démocratie plus ouverte. Depuis les années 2000, cette transition démocratique sous l'impulsion de l'Union européenne et des Nations Unies a atteint un troisième niveau, celui du processus de consolidation démocratique, accompagné des amendements de la Constitution avec les huit paquets d'harmonisation avec les normes européennes.

Pour la mise en œuvre de la mobilisation transnationale, les *think tanks* ont eu un rôle assez important puisqu'ils ont également créé des partenariats avec les ONG, les acteurs de société civile ainsi que les fondations et les partis politiques européens et américains, et réalisé des recherches académiques afin d'influencer les décideurs politiques et l'opinion publique conformément aux normes transnationales.

Ce rôle des *think tanks* a gagné une importance remarquable dans le développement démocratique. De l'Europe centrale à l'Eurasie, les acteurs de société civile se sont engagés à former et à surveiller les transformations de leurs Etats, ce qui a engendré un nouveau marché des idées et un nouveau processus politique susceptible d'influencer et de faire progresser les citoyens. Selon le discours de démocratisation, les *think tanks* peuvent fournir des recherches indépendantes, nécessaires à la transformation des Etats vers un modèle démocratique.<sup>107</sup>

---

<sup>107</sup> Roland Kovats, « Think Tanks: A Cornerstone of Democracy », **Freedom House Essays**, 2006. <http://www.freedomhouse.hu/pdfdocs/Overview%20Essay.pdf>

## II. LE ROLE DES *THINK TANKS* EN TANT QU'APPAREILS DE DEMOCRATISATION

### 2.1. Le phénomène *think tank*

#### 2.1.1. Le *think tank* : un militantisme spécifique d'inspiration américaine

Tout comme les notions de démocratie et de démocratisation, un préalable fondamental à notre étude est de se pencher sur la notion de *think tanks* (« réservoirs d'idées »), réalité internationale dépassant nécessairement les frontières des Etats-nations, lequel cadre semblerait une conception politique désuète pour appréhender la réalité du rôle de ces organisations. L'origine du terme « think tank » est très ambiguë : au 19<sup>e</sup> siècle, l'expression familière « think tank » désignait « le cerveau ou la tête d'une personne ». L'usage de ce terme pour décrire une organisation ne se rencontre pour la première fois qu'en 1940. La plupart des rapports estiment ainsi que le terme a émergé formellement pendant la deuxième guerre mondiale en référence aux recherches militaires et aux organisations de développement.<sup>108</sup> La notion de « think tank » que l'on utilise aujourd'hui s'est développée avec l'émergence d'instituts liés au gouvernement comme RAND Corporation fondée en 1946. Le terme est historiquement anachronique, autrement dit, postérieur aux anciennes organisations présentes plus d'un demi-siècle auparavant, telles que « Ère Progressiste » (« Progressive Era », fondée en 1890), l'Institution de Brookings (1916) ou le Conseil des Relations Etrangères (1920) qui sont couramment reconnus aujourd'hui comme les prototypes d'un *think tank*<sup>109</sup>. Les *think tanks* fondés au début du XX<sup>e</sup> siècle reflétaient un climat idéologique valorisant l'expertise neutre, qui a un potentiel pour trouver de solutions aux principaux enjeux publics. Les premiers

<sup>108</sup> James A. Smith, **The Idea Brokers**, New York, The Free Press, 1991, p. 13-14.

<sup>109</sup> Thomas Medvetz, **Hybrid Intellectuals: Toward a theory of think tanks and public policy experts in United States**, Institut of Social Sciences, Cornell University, p. 2.

membres des *think tanks* se sont ainsi attachés à produire des recherches crédibles, susceptibles de capter l'intérêt des décideurs politiques, en évitant d'associer à leurs travaux des experts ou des organisations controversées très médiatisées ou idéologiquement marquées dans les débats politiques. Les ressources fondamentales pour soutenir le travail des groupes de réflexion ont peu changé pendant la première moitié du siècle bien que la confiance à l'expertise en sciences sociales a évolué, mais jusqu'aux années 1960 les *think tanks* ne sont apparus que dans un environnement politique qui a encouragé un équilibre entre la crédibilité de l'organisation et l'accès politique.<sup>110</sup> Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les plus anciens *think tanks* sont confrontés à une nouvelle ère politique différente de celle de leur fondation. Le passage dans une nouvelle ère politique a favorisé une forte croissance du nombre des *think tanks* : plus de 45000 sont aujourd'hui recensés dans le monde<sup>111</sup>. Ce chiffre doit cependant être nuancé car de nombreux *think tanks* en Asie et dans l'ensemble des pays émergents émanent de *think tanks* américains. Il convient également de remarquer que 49% des *think tanks* ont été fondés après 1990<sup>112</sup>. C'est donc un fait social récent et assurément irréductible aux frontières d'un seul pays.

Néanmoins, pour répondre à la question « qu'est-ce qu'un *think tank* ? », il est impossible d'échapper aux ouvrages nord-américains, et paradoxalement il n'existe qu'une douzaine de livres sur les *think tanks* à avoir été publiés entre 1970 et 2004<sup>113</sup>. Dans ce domaine, les plus instructifs sont postérieurs à 1990. En 1993, David M. Ricci dans son ouvrage *The Transformation of American Politics : The New Washington and the Rise of Think Tanks*, souligne la difficulté de définir un *think tank* : « Le problème, c'est que personne n'a encore décidé de ce qu'était exactement un think tank », écrit-il.<sup>114</sup> Cette perplexité, en 1993, est très significative de l'immaturité qui entoure les recherches en la matière. Définir ce qu'est un *think tank* pose alors un problème, d'autant plus que comme le remarque Andrew Rich, la volonté très forte de certains groupes d'intérêt pour se faire reconnaître comme *think*

<sup>110</sup> Andrew Rich, **Think Tanks, Public Policy and the Politics of Expertise**, Cambridge University Press, 2004, p. 72.

<sup>111</sup> Selon les estimations du Foreign Policy Research Institute, le 14.10.2005.

<sup>112</sup> James G. McGann, Erik C. Johnson, **Comparative ThinkTanks, Politics and Public Policy**, Edward Elgar Pub, mars 2006.

<sup>113</sup> Evelyne Joslain, **L'Amérique des think tanks: Un siècle d'expertise privée au service d'une nation**, l'Harmattan, 2006.

<sup>114</sup> Nous pouvons ajouter la phrase de James : « Discussion des *think tanks* a une tendance à s'enliser dans la question controversée de la définition que nous entendons par "think tank" - un exercice qui dégénère souvent en sémantique futile », phrase qui montre aussi la difficulté de définir ce qu'un *think tank*.

*tanks* – appellation qui leur confère un statut et une crédibilité accrue – peut les faire dévier de leur vocation de recherche pour en faire des acteurs politiques à part entière.<sup>115</sup>

Ricci propose alors une définition : « Les *think tanks* sont des groupes de recherche privés, à but non lucratif, qui opèrent en marge du processus politique de la nation. »<sup>116</sup>. Nous verrons que cette définition est certainement aujourd'hui obsolète dans le sens où elle place les *think tanks* à la marge des processus politiques nationaux.

### 2.1.2. Le *think tank* : un levier d'influence sur la vie politique actuelle

Diane Stones, dans *Capturing The Political Imagination : Think Tank and The Policy Process*, publié en 1996, ouvre ainsi une nouvelle ère dans la définition du *think tank*. Elle met en évidence le contrôle de ces organisations sur le savoir et l'information, et considère ce contrôle comme une importante dimension du pouvoir et de la diffusion des idées nouvelles. Ce contrôle peut précéder les débats des arènes politiques nationales et influencer l'action publique. Selon Stones, « le développement des *think tanks* permet d'analyser le rapport d'une société au pouvoir, à l'expertise et au rôle des intellectuels ; d'interroger également les modalités de fonctionnement du processus décisionnel. Les *think tanks*, par essence, veulent produire, et à cette fin agir au cœur du pouvoir, par l'influence qu'ils peuvent exercer sur l'agenda politique et la production de l'information. Dans les Etats démocratiques, les *think tanks* associant idées et savoirs agissent dans le domaine de l'influence. »<sup>117</sup>

Andrew Rich, quant à lui, insiste sur le pouvoir d'influence de ces organisations et leur insertion dans la prise des décisions publiques nationales et internationales. Il considère en effet les *think tanks* comme la version universitaire et scientifique des groupes d'intérêt. Il existe selon lui une relation organique entre le champ du savoir et celui de la gouvernance, et elle se double d'une relation d'échange, le domaine du pouvoir et le domaine du savoir échangeant leur droit d'accès à leur sphère spécifique. De son point de vue, parmi les *think tanks* « peu

---

<sup>115</sup> **Ibid.**, p. 13.

<sup>116</sup> **Ibid.**

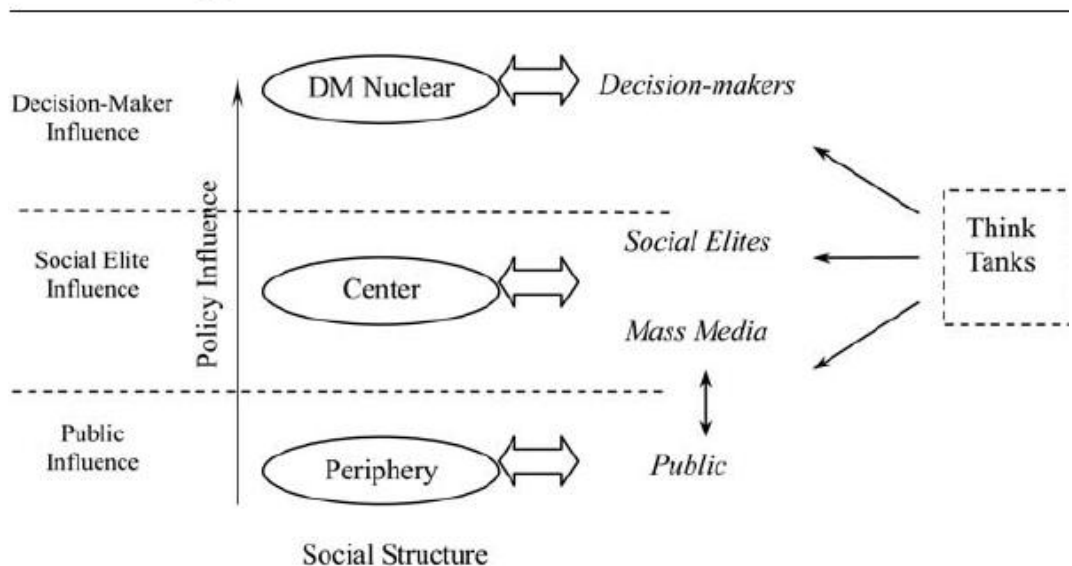
<sup>117</sup> Diana Stones, **Capturing The Political Imagination : Think Tank and The Policy Process**, London, :Frank Cass, 1996.



d'entre eux sont considérés aujourd'hui comme neutres »<sup>118</sup>. Le *think tank* nourrit bel et bien l'envie d'influer sur la prise de décision politique.

L'influence des think tanks a toujours suscité un débat assez vif depuis que les universitaires se sont penchés sur leur cas. Selon Zhu Xufeng, professeur chinois spécialiste des think tanks, les approches dominantes qui expliquent la pertinence de leur influence à partir de la théorie des élites ou de la théorie pluraliste posent un problème. Zhu Xufeng propose donc, en faisant référence au politologue norvégien Johan Galtung, de diviser la structure du système politique en trois parties : un noyau de prise de décision, entouré par un centre de structure, qui est lui aussi entouré par la périphérie.<sup>119</sup>

FIGURE 1 *The Influence of Think Tanks with a Social Structural Approach*



Le noyau de prise de décision qui influence les *décision-makers* officiels est le plus influent élément du processus politique, par rapport à la périphérie qui certes influence le public mais beaucoup moins fortement. Comme les autres membres de

<sup>118</sup> Andrew H. Rich « U.S. Think Tanks and the Interaction of Ideology Advocacy and Influence », NIRA Review, 2001.

<sup>119</sup> Johan Galtung, « Foreign Policy Opinion as a Function of Social », *Journal of Peace Research*, vol. 1, n° 3, 1964, pp. 206-300.

l'élite social, les experts des think tanks se constituent tels un noyau et essaient d'influencer non seulement les *decision-makers* mais aussi les autres membres de l'élite social et le public, puisque l'influence sur les comportements dominants de ces deux classes peuvent aussi indirectement influencer les politiques. Par conséquent, ils classifient toutes les attitudes influentes des *think tanks* en trois niveaux : « l'influence sur les *decision-makers* », « l'influence sur l'élite sociale » et « l'influence sur le public ». Il est à noter que les *think tanks* exercent plus souvent leur influence à la périphérie par les médias de masse et ils manquent de plateformes de contact direct avec le public où ils peuvent défendre leurs idées.

L'élément le plus important du mécanisme de l'influence des think tanks est le savoir des experts (*expert knowledge*). Les universitaires travaillant sur les questions de politique publique se sont intéressés à mettre leur savoir service de l'analyse des résultats politiques depuis des décennies.<sup>120</sup> Plusieurs chercheurs ont développé des modèles pour décrire les mécanismes et les stratégies des experts capables d'exercer une influence politique en utilisant « le savoir » comme un instrument.<sup>121</sup> Pour avoir de l'influence, les *think tanks* ont besoin d'utiliser leur savoir spécifique pour créer un effet – direct ou indirect – sur les autres acteurs politiques de différents secteurs sociaux.

Les liens administratifs des experts sont déterminants sur le degré d'influence des *think tanks*. Les think tanks sont influents non seulement grâce au savoir spécifique des experts, mais le plus souvent grâce au mécanisme de transfert des rapports de recherches et des idées des experts aux *decision-makers* par le biais des réseaux administratifs. Par conséquent, leurs idées deviennent en partie une alternative politique.

Les liens personnels jouent également un rôle assez important pour l'influence des *think tanks* dans le processus politique. Les liens personnels dépendent de diverses formes de relations alliant la parenté, les expériences de socialisation communes, des coopérations de long terme ou des liens tissés lors des études dans la même école. Les relations personnelles avec les *policy makers* que nous pouvons définir comme le *network des decision-makers* est un important

<sup>120</sup> Voir « Enlightenment Model » de Carol H. Weiss in « The Many Meanings of Research Utilization », **Public Administration Review**, n° 29, Septembre/Octobre 1979, pp. 426-431. Voir aussi, Olivier Ihl, **Les « sciences » de l'action publique**, PUG Symposium, 2009, p. 9.

<sup>121</sup> Robert K. Yin and Gwendolyn B. Moore, « Lessons on the Utilization of Research from Nine Case Experiences in the Natural Hazards Field », **Knowledge in Society : The International Journal of Knowledge Transfer**, vol. 1, n° 3, Septembre 1988, pp.25-44 ; Andrew Rich, **Think Tanks, Public Policy and Political Expertise**, Cambridge University Press, 2004.

vecteur d'influence politique dans la sphère politique. Par conséquent, plus les experts membres de *think tanks* ont des liens personnels avec les acteurs politiques, plus ils augmentent leur influence personnelle et l'influence de leurs instituts sur les différents groupes du processus politique.

Les identités organisationnelles jouent un rôle important dans la manière dont s'implantent les *think tanks* dans le réseau politique. Dans le cas de la Turquie, par exemple, les *think tanks* comme TESEV, SETA ou USAK sont les plus à même d'influencer les responsables politiques de par les relations qu'ils entretiennent dans l'administration, tandis que les *think tanks* des universités peuvent leurs influences selon les efforts individuels des chercheurs. Les organisations civiles influencent indirectement les politiques du gouvernement en utilisant le savoir d'experts pour promouvoir leurs opinions dans les domaines académique ou public. Par conséquent, les liens personnels et l'expertise sont indispensables pour les *think tanks* alors que les liens administratifs constituent le plus important instrument de l'influence. Dans le même cadre, le réseau social du directeur des *think tanks* est très important pour leur influence.<sup>122</sup> Plusieurs d'entre eux ont des connections assez proches avec les responsables politiques, mais aussi avec des figures de la presse et ou des médias. Ils sont le plus souvent membres d'honneur du conseil d'administration d'une entreprise ou d'une organisation intellectuelle, sociale, etc. La reconnaissance de la légitimité scientifique des experts peut y jouer également. Les travailleurs des *think tanks* ont le plus souvent un diplôme de Master ou un PhD d'une université étrangère.

Au sujet des relations entre les experts, les médias et les fonctionnaires, Thomas Medvetz propose une conception relationnelle des *think tanks* comme un résultat structurellement hybride des institutions les mieux établies des universités, de la politique, des affaires et du journalisme. Il établit une dépendance des *think tanks* à ces institutions. Les relations parentales entre ces institutions sont matérielles et symboliques. Matérielles puisque ces ancrages institutionnels fournissent support, patronage et personnels aux *think tanks* et symboliques car les figures de l'aide politique, des savants académiques, de l'entrepreneuriat et des journalistes procurent des modèles imaginaires où les experts politiques forgent leur auto-compréhension. Autrement dit, ces ancrages institutionnels des *think tanks* mondiaux correspondent

---

<sup>122</sup> Ronald S. Burt, « The Network Structure of Social Capital », in Barry Staw et Robert Sutton (ed.), **Research in Organizational Behavior**, 22, Greenwich, Conn: JAI Press, 2000, pp. 23-43, cité par Zhu Xufeng, The Influence of Think Tanks in The Chinese Policy Process, **Asian Survey**, Volume 49, Issue 2, 2009, p. 345.

en grande partie aux fondements symboliques des rôles professionnels des experts politiques. Medvetz renomme ces experts comme « les intellectuelles de bonne foi » ou « des simples lobbyistes déguisés. »

Medvetz classe les experts politiques en quatre catégories :

- les chercheurs, qui doivent produire des connaissances en accord avec les normes établies dans les universités ;
- l'attaché politique, qui doit se rendre familier avec les détails de la procédure politique et les rythmes temporels de la politique électorale ;
- l'entrepreneur de business, qui doit être un vendeur efficace sur le marché des idées ;
- le journaliste, qui doit disséminer les connaissances dans un format qui est accessible à la fois aux acteurs politiques et au grand public.<sup>123</sup>

Les *think tanks* embauchent des experts politiques qui travaillent comme un académicien. Les experts indiquent qu'ils aspirent à produire un savoir cumulatif basé sur des informations empiriques pour publier des livres et des articles. Pour une telle production, il s'agit d'avoir un esprit analytique, une formation en sciences sociales ainsi qu'une perspective de liberté partisane à la fois politique et économique. Pour Medvetz, si les experts politiques sont comme des chercheurs alors le *think tank* peut être considéré comme une « université sans les étudiants. »<sup>124</sup>. Il faut aussi préciser que le langage académique est souvent adopté et appliqué par les *think tanks*. Les *think tanks* font souvent référence à leurs experts comme s'ils étaient des chercheurs ou des boursiers, indépendamment de l'affiliation universitaire et décrivent leurs productions intellectuelles comme entrant dans le cadre d'une bourse d'étude. A travers le monde, certains *think tanks* peuvent octroyer un diplôme à l'exemple de RAND Corporation aux Etats-Unis ou de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques en France. Par contre, certains *think tanks* se considèrent comme un pont entre « *scholarship* » et « *policymaking* »<sup>125</sup> – la bourse d'étude et l'action politique – qui apporte un nouveau savoir à l'attention des décideurs et intègre mieux les chercheurs aux questions de politiques publiques. La distance du *think tank* au monde académique joue un rôle très important pour l'auto-présentation du *think tank* à l'action politique. Lorsque les recherches ont une

---

<sup>123</sup> Medvetz, *op. cit.*, p. 5.

<sup>124</sup> Cette expression a été utilisée par un expert politique, Herbert Kaufman, qui travaille à Brookings Institution.

<sup>125</sup> **Brookings Institution**, Brookings Institution Press, Spring 2007 Catalogue, Washington DC: Brookings Institution, cité par Medvetz, *op. cit.*, p. 9.

importance et une profondeur académique, la légitimation de la politique proposée aux yeux des responsables politiques est facilitée. Une autre tendance pour l'expert politique est de remplir non pas le rôle d'un académicien mais d'un assistant parlementaire qui doit avoir une connaissance des détails procéduraux, temporels et des normes qui serviront à guider les responsables politiques. L'expert doit être familier du débat politique et suivre les changements qui se produisent au sein des sphères exécutives et législatives.

Dans ce cas, la priorité est de publier un rapport d'une bonne politique, moins scolaire et plus rigoureux par sa fonctionnalité dans le processus de l'action politique. Dès lors, l'expert politique devient un joueur effectif dans ce processus et a pour but d'y accroître son influence. Cette particularité différencie les *think tanks* des instituts de recherche établis au sein des universités ainsi qu'elle évoque une distance entre les chercheurs et les experts des *think tanks*. Autrement dit, il s'agit de conduire une recherche qui sera avant tout utile et pertinente pour les décideurs politiques, et non pas une recherche purement scientifique. Les experts des *think tanks* cherchent à traduire facilement leurs recherches dans la politique nationale et à tracer un cheminement pour aboutir à une résolution, contrairement aux chercheurs qui envisagent d'être plus scientifiques et ainsi objectifs, en restant loin du débat politique. Une autre particularité des *think tanks* est la veille sur les nouvelles actions politiques. Les experts ne doivent pas seulement bien surveiller le processus politique mais aussi analyser des nouveautés politiques le plus rapidement possibles. En effet, la temporalité de la politique constitue « le temps réel » dans l'esprit des experts politiques, elle témoigne de l'attention qu'ils portent aux évolutions de la sphère politique, même si elle les éloigne des cycles de production universitaire. Les idiomes politiques et universitaires non seulement coexistent dans l'esprit des spécialistes de la politique, mais souvent ils sont en concurrence l'un avec l'autre.<sup>126</sup> Pour Medvetz, la troisième tendance des experts politiques est d'agir comme des hommes d'affaires, des entrepreneurs sur le marché des idées. Ils prévoient d'attirer l'attention de leurs trois « clients » : les législateurs qui achètent des idées en les incorporant à la politique, les financeurs qui fournissent le fondement des *think tanks* et les journalistes qui reprennent les études des *think tanks* en les citant et en parlant de leurs auteurs.<sup>127</sup> Par conséquent, nous pouvons suggérer que les *think tanks* doivent se faire concurrence sur le marché des idées pour convaincre les meilleurs

---

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 13.

clients. Le directeur d'un *think tank* adopte le plus souvent cette attitude d'entrepreneur qui a pour mission de convaincre en priorité les financeurs et les journalistes. Cette particularité d'opportunisme différencie également les experts des *think tanks* des chercheurs. La quatrième tendance est d'avoir l'habileté d'un journaliste. Il s'agit d'émettre des connaissances dans un format à la fois accessible et arbitraire entre les acteurs politiques et au public commun. Les experts qui sont journalistes ou qui ont des liens proches avec les journalistes évoquent l'élargissement de la reconnaissance de ces idées à l'opinion public. En conclusion, nous pouvons poser que les experts politiques des *think tanks* ont pour but de cumuler une activité intellectuellement sérieuse et de la sagesse de marketing.

L'accroissement des ressources financières et le maintien d'un capital solide et fiable sont les deux facteurs de développement<sup>128</sup> et d'extension pouvoir des *think tanks*. En augmentant leur capital financier, les *think tanks* ont une plus grande capacité d'influence car ils peuvent soutenir plus d'activités de recherches et en recruter plus de chercheurs. Ils peuvent également organiser des conférences à l'audience interne et externe, publier des rapports... Il faut souligner que l'influence du réseau dans la presse ou auprès des responsables politiques est aussi importante que le financement.

La localisation d'un *think tank* et son ancienneté peuvent aussi être deux éléments importants pour leur capacité d'influence sur les politiques publiques. En Turquie, les *think tanks* sont généralement installés à Ankara, comme SETA ou USAK situés proches du parlement ou du siège du gouvernement. En revanche, le troisième *think tank* que nous allons analyser est basé à Istanbul, autrement dit, à proximité des entreprises privées et des centres de commerce, dans la capitale de la vie sociale et culturelle par son dynamisme. L'ancienneté peut jouer aussi un rôle important sauf pour SETA qui a été fondé dans les années 2000, mais qui a joué un rôle non négligeable pendant le processus de démocratisation.

Les chercheurs occidentaux travaillant sur les *think tanks* mettent en évidence le plus souvent l'indépendance des *think tanks* vis-à-vis du gouvernement, des partis politiques et des groupes d'intérêts ainsi leur caractère non lucratif.<sup>129</sup> Xufeng,

---

<sup>128</sup> Smith, *Idea Brokers*, op. cit. ; Ricci, *The Transformation of American Politics*, op. cit. ; McGann, *The Competition for Dollars : Scholars and Influence in the Public Policy Research Industry*.

<sup>129</sup> Diane Stone, *Capturing the Political Imagination: Think Tanks and the Policy Process*, London : Frank Cass, 1996, p. 16. Andrew Rich, *Think Tanks, Public Policy and the Politics of Expertise*, New York : Cambridge University Press, 2004, p. 11.

en faisant la comparaison avec les *think tanks* occidentaux, indique qu'en Chine, les *think tanks* sont à l'inverse dépendant du gouvernement, puisque nous sommes dans le cadre d'un système de parti unique dominant et que tous les *think tanks* chinois sont fondé par le gouvernement ou ont un lien plus ou moins fort avec le gouvernement.<sup>130</sup> Nous avons envisagé de traiter les *think tanks* turcs dans la deuxième partie. Mais nous pouvons dire que depuis 2002, la Turquie est elle aussi dirigée par un gouvernement qui est l'apanage d'un seul parti et qu'il existe un lien direct ou indirect entre les *think tanks* turcs et le gouvernement AKP. Xufeng préfère utiliser le terme « autonomie » au lieu d'« indépendance » qui est souvent préféré par les chercheurs occidentaux. Il précise que le terme « indépendance » est assez discutable, puisque si l'indépendance des *think tanks* se réfère à l'indépendance financière, pour lui, plusieurs *think tanks* ne peuvent pas y être inclus car ils sont soutenus par des fonds gouvernementaux. De même en Turquie, nous pouvons parler de *think tanks* autonomes et non pas « indépendants », puisque la connexion entre le gouvernement et les *think tanks* turcs est aussi un préalable important pour leur degré d'influence. Les *think tanks* en Turquie peuvent être classés en deux catégories : la première concerne les institutions civiles « non-profit » (ICNP) mais qui ont un accord indéfini avec le gouvernement comme SETA , USAK ou TESEV, la seconde se concentre sur les institutions de recherches des universités comme *Global Political Trends Center* de l'Université de Kultur, *Istanbul Policy Center* de l'Université de Sabanci, *The Human Rights Center* de l'Université de Bilgi.

Thomas Medvetz s'interroge lui aussi sur la crédibilité de l'indépendance des *think tanks* en analysant leur domaine social lié directement au politique, à l'économie, à la production des savoirs (le domaine académique) et aux médias. Medvetz suggère que les *think tanks* sont des organisations constitutionnellement *hybrides* qui se situent à une position structurelle et intermédiaire.<sup>131</sup> Il indique que les *think tanks* doivent activement défendre leur indépendance à l'aide d'une complexe auto-présentation. Selon lui, c'est une complexe performance composée par des parties distinctes, affines et égales. La première partie met en évidence sa différence avec les universités, des groupes de défense, des organismes de l'Etat, et des sociétés du lobbying, mais la seconde partie consiste à revenir aux formes d'autorité qui dérivent d'une association à ces institutions. Le *think tank* est pris dans

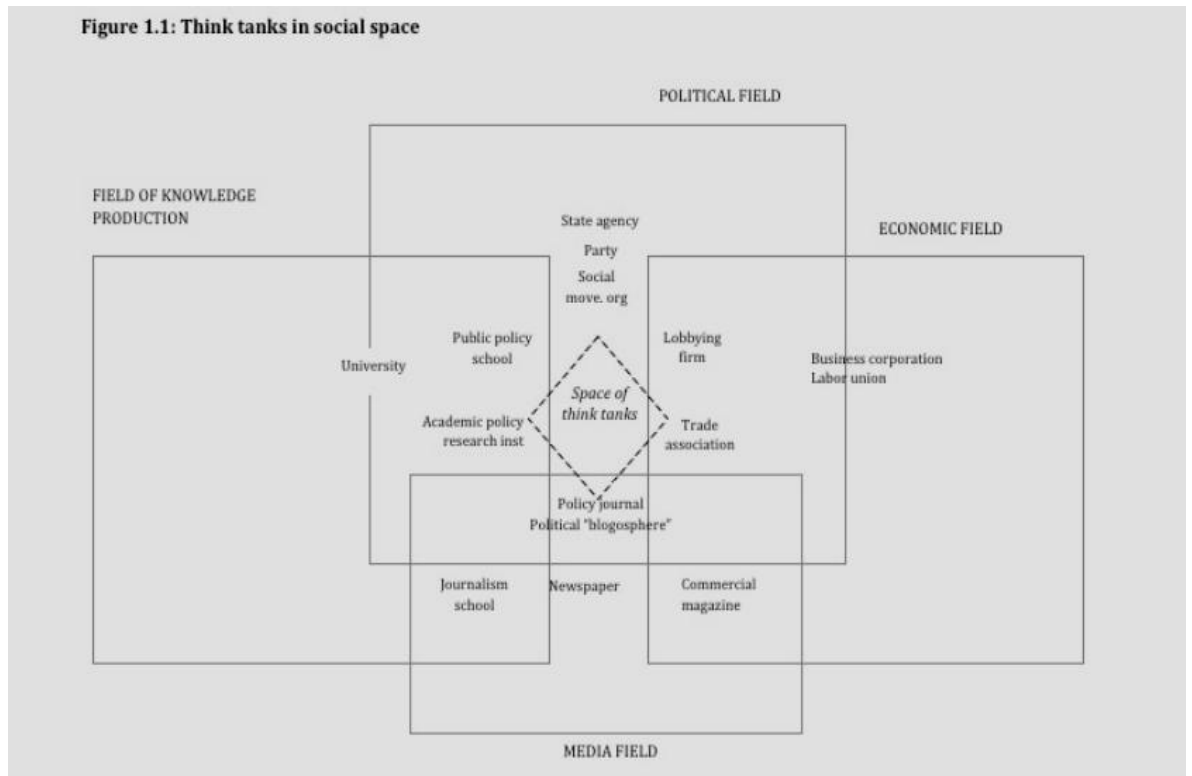
---

<sup>130</sup> Zhu Xufeng and Xue Lan, « Think Tanks in Transitional China », **Public Administration and Development**, 27:5, décembre 2007, pp.452-64.

<sup>131</sup> Tom Medvetz, **Think Tanks...**, **Op.cit.**, p. 5-6.

un cycle sans fin et auto-contradictoire de détachement et d'association. Il ne peut jamais totalement se séparer de ses institutions parentales puisque chaque institution fournit une forme d'autorité qui fait sa séparation supposée de l'autre institution qui semble être plausible. Mais inversement, le *think tank* ne peut pas se borner à être une université, un groupe de défense, une entreprise ou un organe de presse car cela veut dire de cesser d'exister en tant que *think tank*.<sup>132</sup>

Nous en revenons donc à la question de l'indépendance des *think tanks*, dès lors, nous pouvons suggérer que les *think tanks* sont des organisations qui sont associées à leur environnement social et qu'à l'inverse ils y sont engagés pour l'influencer.



Le développement des *think tank* semble en effet constituer ce nouveau rapport de la société au pouvoir, car ils disputent à l'Etat ce que Weber appelait le monopole des savoirs spécialisés<sup>133</sup>. La revendication de scientificité des *think tanks* constitue la spécificité de leur militantisme, et fonde leur capacité d'influence sur les politiques. En effet, c'est à proprement parler cette revendication scientifique qui en Turquie comme ailleurs semble leur donner toute crédibilité à disputer à l'Etat son

<sup>132</sup> **Ibid.**, p. 7.

<sup>133</sup> On se référera ici à Max WEBER, **Economie et Société**, tome premier : « Les catégories de la sociologie », chapitre troisième : « Les types de domination », Pocket, Agora, 2003, pp. 285-390.



monopole de la production des savoirs spécifiques en matière politique. Il s'avère même bien souvent, que l'Etat peut se servir de ce transfert de légitimité pour fonder son action.

Dans leur effort de rendre les Etats plus démocratiques, les *think tanks* qui recourent à de nombreux moyens d'influence et qui font du « militantisme scientifique », bénéficient également d'une structure « hybride ». D'après la définition qu'en donne Medvetz, cette structure est le fruit des rapports personnels et administratifs que les *think tanks* établissent avec les milieux socio-économiques, politiques, académiques ainsi qu'avec les médias.

## 2.2. Le militantisme scientifique en faveur de la démocratisation en Turquie

« Je pense que ce qui s'est passé est que les professeurs étaient devenus de plus en plus obscurs dans leurs études et qu'ils ont tourné vers l'intérieur, sont touchés par les diverses tendances qui se passaient à ce moment, de Foucault ou de Derrida et tout le reste de ces gars. "Rien n'est vrai. Tout est relatif." Eh bien, ce n'est pas exactement ce que veut un homme politique. Il cherche des réponses à un problème particulier, il ne cherche pas : "Eh bien, il n'y a pas de réponse." »<sup>134</sup>

Dans les pages suivantes, il sera question d'apporter une synthèse de la production des *think tanks* et leur façon d'interagir entre les divers terrains économique, politique, journalistique et intellectuel pour influencer les politiques publiques par les liens personnels et administratifs des experts afin de réformer le pays selon les normes globales de la qualité démocratique. Pour ce faire, nous allons d'abord présenter l'espace sociale *hybride* des *think tanks* turc et leurs mécanismes d'interaction avec les différentes sphères d'influence. Dans un second temps, notre objectif sera de montrer comment l'approche de « militantisme scientifique » des *think tanks* qui adoptent la perspective des normes globales démocratique traitent les problèmes centraux de la Turquie et proposent des solutions pour les résoudre, c'est-

---

<sup>134</sup> Lee Edwards, de Fondation Heritage, qui explique ces pensées sur le rôle des *think tanks* dans le processus politique à Thomas Medvetz, *op. cit.*, p. 22. Par conséquent, nous pouvons dire que les *think tanks* peuvent être considérés comme des réservoirs d'idées pour résoudre des problèmes actuels politiques sans approfondir l'analyse des problèmes contrairement aux universitaires qui cherchent le plus souvent une réponse permanente.

à-dire quelles stratégies et quels instruments ils développent afin d'influencer les politiques publiques.

En Turquie, dans les années 1990, la sortie du régime anti-démocratique a donné l'opportunité à un ensemble d'acteurs collectifs (universités privées, état-major des armées, chambres de commerce, etc.) et individuels (chercheurs, officiers de l'armée, haut fonctionnaires, diplomates à la retraite ou hommes politiques) de se repositionner dans le domaine de l'expertise politique en reprenant le modèle organisationnel des *think tanks* anglo-saxons. Cela s'est en effet traduit par la fondation de centres de recherche et de production de rapports que l'Etat a tolérés et même encouragés<sup>135</sup>. Dans les années 2000, l'ouverture du pays vers l'étranger et le processus d'intégration à l'Union européenne, qui nécessitent la production d'un savoir spécifique a provoqué une demande d'expertise qui allait donc rencontrer une offre en pleine structuration<sup>136</sup>.

Car en fait, il est évident que le *think tank* turc et son rapport au pouvoir traditionnel étatique est différent de ce qui lie le *think tank* américain à l'Etat américain. Par exemple, il n'est pas inutile de préciser que le *think tank* turc peut être aussi replacé dans un contexte particulier de traditions tout-à-fait propres à la Turquie, celle des « *vakıf* »<sup>137</sup>. Si les *think tanks* relèvent d'une logique d'action différente, à notre avis une telle tradition ne peut être ignorée : par exemple, il est frappant de voir que le qualificatif utilisé pour désigner les think tanks est également celui des fondations philanthropiques et de constater encore à nos jours la persistance du modèle de philanthropie éclairée<sup>138</sup> à la base des *think tanks*. De plus, il existait bien avant l'apparition des *think tanks* en Turquie une forte tradition de mécénat qui

<sup>135</sup> Benjamin Gourisse et Romain Canler, « Les think tanks turcs: morphologie d'un marché hétéronome », article publié sur le site internet de l'Observatoire français des Think Tanks, le 30 mai 2008. <<http://www.oftt.eu/horizons/article/la-turquie>>

<sup>136</sup> **Ibid.**

<sup>137</sup> Ces « fondations pieuses » sont les héritières d'une tradition qui remonte à l'Empire ottoman. Dans la loi islamique, « *vakıf* » renvoie à la création effective d'un organisme de bienfaisance, et est aussi utilisé pour désigner l'institution elle-même. Dans le cadre d'une procédure particulière, une fois que la fondation était créée, elle devenait la propriété d'Allah et devait être utilisée uniquement pour aider les gens. Au cours d'un processus évolutif du droit ottoman, les dispositions de la création d'une fondation ont été réformées ainsi que la manière de sa gestion, le statut des membres de son comité d'administration, la possibilité de convertir l'utilisation des fonds des fins religieuses vers d'autres domaines de responsabilité sociale, la position de la famille fondatrice, etc. Les philanthropes créaient des fondations locales pour œuvrer en faveur de leur village ou de leur communauté. Les « *vakıf* », au fil du temps, ont été placés sous le contrôle et la supervision de l'Etat, notamment par les réformes de 1839 (*Tanzimat*) et par la suite, par la loi sur les fondations de la République en promulguée en 1935. Cf. Murat Çizakça, **A History of Philanthropic Foundations: The Islamic World from the Seventh Century to the Present**, Boğaziçi University Press, 2000.

<sup>138</sup> On peut faire allusion ici, au modèle turc de l'intellectuel dit « *aydın* », dont la traduction se situerait quelque part entre progressiste et éclairé, cf. Nicolas Monceau, **Généralisations démocrates. Les élites turques et le pouvoir**, Dalloz, 2007.

évoluait dans ce sens : de puissants industriels, tels Koç ou Sabancı, ont fait figure de grands philanthropes et progressistes publiques qui ont contribué à propager une nouvelle économie du pouvoir libéral, l'accréditation des nouveaux savoirs, et surtout, « les controverses et les défis qui les sous-tendent »<sup>139</sup>. L'un d'entre eux, Dr. Nejat Eczacıbaşı, grand entrepreneur pharmaceutique, est même le fondateur d'un des plus célèbres *vakıf* des années 1960, réinstitué en 1994 sous le nom de « Turkish Economic and Social Studies Foundation » (TESEV), qui est en fait le plus influent des *think tanks* turcs aujourd'hui.

Nous avons vu plus haut comment les organisations internationales avaient soutenu idéologiquement et surtout financièrement les organisations de société civile actives dans le domaine politique en Turquie pour asseoir la démocratie. Cette situation a facilité le développement des ONG, mais aussi la création de nombreux *think tanks*. Surtout dans les années 2000, il y a eu une explosion dans le nombre de ces institutions qui s'ambitionnent à produire des solutions politiques et influencer les décisions étatiques.

Notre choix des *think tanks* qui constituent le terrain de ce travail s'explique par quelques arguments. D'abord, nous avons éliminé les instituts de recherche dépendant des universités parce qu'ils ont des liens relativement faibles avec l'Etat et le gouvernement. Ensuite, nous avons cherché l'existence d'une structure institutionnelle solide et surtout la diversité des opinions politiques. Enfin, les directeurs ont été déterminants dans notre choix : nous avons privilégié les *think tanks* dirigés par des personnalités influentes dans la vie politique turque.

TESEV est le *think tank* le plus ancien et le plus militant du processus de démocratisation en Turquie. SETA qui est fondé dans la seconde moitié des années 2000 et qui se place sur un axe conservateur-libéral, produit des travaux qui soutiennent en grande partie le programme de démocratisation suivi par AKP et facilite, par cette position, de saisir l'influence des activités des *think tanks* sur les politiques gouvernementales. Dernièrement, USAK qui est également fondé dans la seconde moitié des années 2000, travaille principalement dans le domaine de la politique étrangère. La raison qui nous a motivé pour l'inclure dans notre travail est sa sensibilité nationaliste qui fait que sa production intellectuelle et ses rapports avec l'Etat sont différents par rapport aux deux autres *think tanks*. Ceci dit, malgré les divergences de vue et de tendance politique qui les séparent, les rapports que ces

---

<sup>139</sup> Olivier Ihl, *Les « sciences » de l'action publique*, op.cit., p. 15.

trois *think tanks* entretiennent avec les milieux politiques, économiques, académiques ou les médias se recoupent, ce qui nous permet de parler d'un vrai phénomène de transativité en ce qui concerne leur domaine d'influence.

Nous tenterons donc de montrer d'abord la procédure de production du savoir par les trois *think tanks* qui furent notre terrain, à savoir TESEV, SETA et USAK, à partir de leur passé institutionnel que nous allons essayer d'exposer d'une perspective socio-historique afin de contribuer à objectiver l'espace institutionnel qu'ils représentent en tant qu'institutions doubles, à la fois scientifique et politique. Nous allons nous concentrer sur les facteurs qui façonnent leur identité scientifique et organisationnelle, leur interaction avec les forces publiques, leur position dans le champ scientifique et les liens de leurs experts avec les médias.

Avant de nous pénétrer dans leur organisation, rappelons quelques éléments d'histoire pour mieux connaître ces trois fondations :

TESEV qui prend ses racines du Comité de la Conférence des Etudes sociales et économiques (*The Economic and Social Studies Conference Board*) fondé en 1961<sup>140</sup> par Dr. Nejat Eczacıbaşı, a été réorganisée en 1994 pour prendre sa forme actuelle. Au début des années 1990, le Comité de Conférence a cherché à transmettre son héritage de libres discussions au niveau national et international par un *think tank* financé par des fonds indépendants. Dr. Nejat Eczacıbaşı avait vu le besoin en recherches stratégiques, indispensable à la sphère politique du pays. Les chercheurs de diverses universités, les membres des organisations de société civile et les bureaucrates du ministère des affaires étrangères ont joué un rôle important dans la naissance de la fondation TESEV pour que cette dernière réalise des recherches effectives et indépendantes. Après 1994 et surtout depuis les années 2000, TESEV a pris une position plus radicale et militante avec son discours sur la démocratisation en Turquie. TESEV se concentre sur les grands problèmes de la Turquie avec une quête de solution par l'analyse objective. Le changement au niveau institutionnel de TESEV en 1994 peut être expliqué par ses liens avec l'*Open Society*. Ces deux

---

<sup>140</sup> La fondation du Comité de la Conférence des Etudes sociales et économiques en 1961 n'est pas un hasard. Le coup d'Etat qui avait eu lieu l'année précédente, le 27 mai 1960, avait été suivi par la Constitution de 1961. En partant d'une comparaison entre les différentes Constitutions adoptées en Turquie depuis la fondation de la République jusqu'à nos jours, il ne serait pas erroné de dire que la Constitution de 1961 la plus libérale et démocratique. Elle avait engendré un élan de démocratisation en élargissant les droits et les libertés individuels tels que le droit de former des syndicats, le droit de grève et le droit à la convention collective. Le Comité de la Conférence des Etudes sociales et économique a été fondé dans cette nouvelle atmosphère politique avec la volonté d'instaurer une plate-forme de discussion pour empêcher la polarisation entre les camps de gauche et de droite, et de suivre les nouveautés dans les domaines politique et économique avec la participation des chercheurs étrangers et locaux

groupes qui partagent le même but, avec l'appui d'importants entrepreneurs, ont décidé de se réunir pour former un « réservoir d'idée » sur les fondements du Comité de Conférence et créé la fondation TESEV. Les fondateurs étaient des universitaires, bureaucrates, entrepreneurs, journalistes, leaders de syndicats, etc. Le nombre des membres qui était 200 au début, a récemment atteint 300.

SETA, Fondation pour la Recherche politique, économique et sociale, a été fondée en août 2005<sup>141</sup> par Ibrahim Kalın, Taha Özhan, Abdülhamit Kırmızı, Tayyip Küçükcan et Bülent Aras. SETA est un *think tank* « conservateur libéral »<sup>142</sup> qui a de forts liens avec le gouvernement AKP. SETA publie des rapports sur la politique intérieure et étrangère de la Turquie. Il ne se concentre pas seulement sur les sujets de politique interne et externe tels que la démocratisation, les partis politiques, les relations de la Turquie avec le Moyen Orient, les Etats-Unis etc. mais aussi sur des sujets économiques, sociale et de droits tels que l'éducation, la société, le développement et les droits de l'homme.

USAK a été fondé en 2004 par quatre professeurs d'université, Mehmet Özcan, İhsan Bal, Halil Ibrahim et Sedat Laçiner. USAK se positionne sur un axe politique plutôt nationaliste libéral dans la vie politique de la Turquie. Il publie des rapports sur la politique étrangère de la Turquie et il se concentre particulièrement sur les pays et les régions voisines de la Turquie tels que le Moyen Orient, les Balkans, le Caucase en mettant l'accent sur des questions de sécurité ou de coopération. USAK met en évidence aussi les relations de la Turquie avec l'Union européenne et les Etats-Unis. L'organisation accueille des chercheurs visiteurs d'autres institutions nationales ou internationales et des doctorants qui ont un intérêt professionnel ou académique dans le domaine des relations internationales.

L'organisation des *think tanks* se ressemble. Dans les trois cas, il existe un noyau de chercheurs recrutés par le *think tank*, composé le plus souvent d'un coordinateur, d'un directeur et des assistants pour chaque département. Autour de ce noyau d'experts, se trouve un second cercle de chercheurs qui travaillent spécifiquement sur un sujet et qui ont déjà coopéré avec les *think tanks*. Ce sont des experts qui ont une formation de chercheur et qui travaillent dans les universités, les

---

<sup>141</sup> Les amendements de la Constitution en vue d'une démocratisation réalisés en 2001 (33 articles) et en 2004 (10 articles), ont eu comme conséquence l'ouverture d'un nouvel ère de démocratisation au milieu des années 2000. Il n'est pas non plus un hasard que la prolifération des *think tanks* corresponde également à cette période.

<sup>142</sup> Par « conservateur libéral », nous entendons une attitude libérale en économie et conservatrice en politique.

journaux et parfois dans la fonction publique. Le troisième cercle est le plus souvent plus large, composé de leaders politiques, de journalistes, de haut fonctionnaires, de professeurs d'université. Le temps accordé à une recherche change d'un *think tank* à l'autre, mais varie dans les trois cas de six mois à deux ans. Les *think tanks* publient en général leurs rapports pour informer l'opinion publique ainsi que les décideurs politiques. Ces rapports sont parfois suivis par des revues spécialisées, comme *Insight Turkey* de SETA, *USAK Gundem* et *Turkish Weekly* d'USAK.

Les *think tanks* rendent le savoir académique utilisable sur le marché<sup>143</sup>. Contrairement aux publications académiques, ils envisagent à être compris par l'opinion publique et produire des solutions aux problèmes politiques qui peuvent être consommés par les décideurs publics. Les experts des *think tanks*, le plus souvent, poursuivent leur carrière académique et acceptent que les recherches académiques ont une valeur scientifique plus profonde que le savoir produit par les *think tanks* alors que ces derniers ont plus de liberté d'expression que les milieux universitaires<sup>144</sup>.

Les *think tanks* envisagent d'atteindre une diversité dans le savoir qu'ils produisent, ce qui implique la consolidation de la liberté d'expression. Les experts considèrent que les problèmes politiques seront résolus plus rapidement si le nombre des *think tanks* augmente. Ils veulent qu'il y ait plusieurs *think tanks* de compétence, puisque cela représenterait aussi une pluralité de savoirs spécifiques. Ils s'accordent sur le fait que les institutions publiques ne sont pas suffisantes, qu'il faut être aussi rapide que l'agenda politique si on souhaite faire évoluer les choses et le faire d'une façon diversifiée et enrichissante.

Le groupe cible des rapports fournis par SETA et TESEV n'est pas les universitaires, mais l'opinion publique et les décideurs politiques. Les experts de TESEV envisagent d'influencer le gouvernement indirectement à travers leurs puissances d'agir et de changer la mentalité et la perception de l'opinion publique sur les sujets traités. Alors qu'USAK vise à influencer plus les décideurs politiques que

---

<sup>143</sup> Sedat Laçiner, le coordinateur générale d'USAK, explique cette transformation : « Il s'agit d'une pollution de savoirs, nous choisissons tout d'abord, les savoirs et puis nous les analysons et nous les transformons à un format utile et pratique, facile à comprendre par le peuple, nous cherchons à prédire l'agenda politique afin de trouver des solutions. » Entretien avec Sedat Laçiner réalisé le 8 octobre 2010.

<sup>144</sup> Selin Bölme, experte en affaires étrangères chez SETA, explique ainsi la différence entre les universités et les *think tanks* : « Dans les milieux universitaires vous devez penser par certaines limites mais grâce aux *think tanks* vous pouvez penser plus librement ». Entretien avec Selin Bölme réalisé le 8 octobre 2010.

l'opinion publique. Il choisit ses sujets de recherche dans le but d'informer et d'influencer les décideurs politiques dans le sens de leur vision du monde.

Can Paker, le directeur de TESEV, résume bien cet objectif : selon lui, une vraie action de *think tank* doit être d'influencer, affecter les perceptions de l'opinion publique, de sorte que ce changement de perception aient des effets sur le discours des partis politiques ou du pouvoir pour obtenir des votes. Par conséquent, les décideurs politiques vont être influencés indirectement par la production du savoir par les *think tanks*<sup>145</sup>.

A ce stade, il ne serait pas inutile d'ouvrir une parenthèse concernant l'organisation de la recherche au sein de nos trois *think tanks* afin de mieux comprendre les domaines qu'ils visent à influencer.

SETA a quatre départements : la politique interne, la politique étrangère, les droits de l'homme et l'économie. Les experts sont choisis selon les spécificités de ces départements et la formation académique des experts. La capacité de parler une langue étrangère joue un grand rôle dans le recrutement des experts pour SETA. Tous les chercheurs ont soit un diplôme de master, soit un doctorat, ou bien ils sont en train de faire leur doctorat. Les coordinateurs sont souvent des professeurs d'université. SETA publie des rapports sur différents sujets, ils ont une revue *Insight Turkey* qui est préparé en anglais surtout pour l'opinion étranger. Toutes les publications sont mis au cite d'internet. Ils envoient leurs rapports aux universités, aux ministériels, aux ambassades, aux journalistes, aux représentants locaux. Certains chercheurs écrivent dans les journaux.

Après la publication de projets à court terme, ils font une réunion où les experts, les chercheurs, les ambassadeurs, les journalistes locaux et les fonctionnaires publics ont invités chez SETA. Mais pour les recherches à long terme, ils font un communiqué de presse à l'opinion publique par une conférence organisée souvent chez une université. De l'autre côté les chercheurs écrivent aussi aux suppléments comme *Radikal İki et Açık Görüş*.<sup>146</sup>

Chez SETA, le nombre des rapports publiés a augmenté selon les années, surtout le nombre des recherches a augmenté dans ces deux dernières années. SETA a ouvert un deuxième office à Washington D.C. Cet office est une nouvelle porte pour

<sup>145</sup> Entretien avec Can Paker réalisé le 15 octobre 2010.

<sup>146</sup> *Radikal İki* est le supplément du quotidien *Radikal* où les intellectuels et les universitaires publient de courts articles de débat sur la politique actuelle. *Açık Görüş* est le supplément du quotidien conservateur *Star*.

participer aux conférences internationales et avoir une influence dans la politique mondiale.

Chez USAK, le noyau est formé de 34 experts qui poursuivent leurs carrières académiques. Les cercles périphériques sont composés de journalistes et de fonctionnaires publiques. USAK se divise en neuf « centres » de recherche et chacun de ces centres définit indépendamment ses titres de recherches. Ils sont composés d'un coordinateur et quatre assistants. Par exemple, le coordinateur de Centre de l'Union européenne Kamer Kasım est un professeur à l'Université d'Izzet Baysal d'Abant. Il vient au siège d'USAK deux jours par semaine et organise une réunion pour les titres de recherche. Le centre de l'Union européenne publie un rapport mensuel sous le titre de *Gündem Avrupa*. L'un des chercheurs du centre est spécialisé dans le droit de l'Union européenne, un autre dans la politique économique, et un troisième dans les relations internationales. Ils publient des rapports où chacun rédige selon son domaine de spécialité. Les experts d'USAK soulignent qu'USAK donne beaucoup d'importance aux savoirs, aux carrières académiques de ses chercheurs. Ils n'ont aucune limitation de suivre des cours ou de continuer à écrire leurs thèses. Leur primauté est leur carrière académique. Dans un deuxième lieu, les rapports publiés ont aussi une profondeur académique et plutôt technique. Dans un troisième lieu, USAK vise à réunir des différents groupes d'intérêts et de les mettre en contacts. Ils ne pensent pas que la formation de la politique étrangère de la Turquie peut être forgée non seulement par les décideurs politiques, les chercheurs, la société mais par l'interaction de tous ces acteurs.

Il existe trois départements au sein de TESEV : la démocratisation, les affaires étrangères et la bonne gouvernance. Chaque département choisit indépendamment des autres le sujet sur lequel il va se concentrer. Les terrains de travail, voire la prise en considération de certains sujets varient d'un département à l'autre, même si parfois leurs chemins se croisent. Chaque programme fait son budget et assure sa coordination séparément des autres. La coordination est assez autonome dans la structure de gestion de TESEV. Actuellement, il existe huit thèmes de recherche sur lesquels les trois départements de TESEV travaillent : la structure de la perception et de la mentalité populaire (accompli), la justice, la réforme du secteur de sécurité ; la question kurde ; les droits des minorités ; religion-Etat-société ; les médias et la démocratie ; les débats sur la démocratie. Leur agenda commence au mois de juin ; quelques mois avant, ils commencent à mettre en scène



l'agenda de l'année suivante et ils décident sur quels titres les recherches et les publications se concentreront. Les chercheurs de TESEV affirment qu'ils n'ont le souci de surveiller l'actualité, mais leurs domaines de recherche constituent des sujets de débats délicats. Par conséquent, TESEV répond indirectement aux exigences de l'actualité politique.

TESEV travaille aussi avec les chercheurs de diverses universités en Turquie. Ils n'acceptent pas de propositions de recherches venus par des chercheurs, les experts du département décident les sujets à travailler au dessus et puis ils proposent aux chercheurs. Les experts du département suivent le sujet du début à la fin. Dans chaque équipe de travail se trouve au moins deux experts de TESEV. Ils publient des rapports intervalles qu'ils mettent en discussion, en invitant les intéressés soit aux conférences, soit aux workshops. Avant de la publication de leur rapport, ils les envoient à un ou deux arbitres « chercheurs experts sur le sujet travaillé souvent chercheurs mais parfois des journalistes aussi » afin de légitimer l'objectivité de leur travail. Souvent les recherches durent une année, soit ils font de terrain de travail, soit des workshops. Ils doivent être toujours comptables aux organisations financeurs, ils ne peuvent pas dépasser la date dont ils ont décidé avec eux au début du projet.

La flexibilité de spécialisation des experts est un autre point qui mérite d'être souligné, mais où il existe des divergences entre les trois *think tanks*. Chez SETA, un expert de politique étrangère peut rédiger une analyse sur un sujet de politique interne comme, par exemple, le référendum récent sur les amendements constitutionnels. Mais si c'est une recherche à long terme, d'autres universitaires et experts du second cercle sont convoqués et un budget spécial est établi. Les responsables de SETA soulignent que l'expertise est importante pour que la recherche ait une dimension scientifique.

La flexibilité des experts n'existe pas chez TESEV. Les frontières de chaque département sont bien définies ; mais sur certains sujets où les enjeux de politique intérieure et étrangère se croisent, une coopération entre les départements est envisagée.

Ainsi pour la question arménienne qui implique aussi bien les droits des minorités à l'intérieur du pays que les relations entre les deux Etats, les experts du département de démocratisation et ceux du département des affaires étrangères s'associent pour traiter le dossier sous ses multiples aspects. Nous pouvons avancer

que cette réticence à l'égard de la flexibilité chez TESEV est le résultat de son ambition à déterminer l'agenda politique d'une manière militante. Les responsables de TESEV souhaitent que les recherches soient effectuées par des vrais spécialistes afin de pouvoir endosser la responsabilité des résultats une fois qu'ils sont publiés devant l'opinion publique. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question de la professionnalité et de la transivité chez les *think tanks* lorsque nous allons étudier leur place hybride.

### **2.2.1. La place hybride des trois *think tanks* turcs**

En nous référant à Medvetz, nous tenterons d'examiner tout d'abord l'indépendance des *think tanks* de par leur place *hybride* à travers le rôle multiple de leurs directeurs et leur position structurelle et intermédiaire au croisement des milieux politiques et économiques ainsi que leur relation avec le gouvernement actuel et leur financement. Nous allons aborder en dernier lieu, la manière dont ces trois *think tanks* font du militantisme scientifique pour déterminer l'agenda politique et leurs instruments, c'est-à-dire leurs relations administratives et leurs liens organiques avec les médias.

#### **2.2.1.1. Le rôle des directeurs et leur mobilité entre les *think tanks***

La polyvalence des directeurs est très importante en ce qui concerne la force d'influence des *think tanks*. La solidité et la permanence des relations que les directeurs établissent avec les décideurs politiques et les médias afin de pouvoir influencer l'opinion publique déterminent en quelque sorte la puissance et la permanence des *think tanks* eux-mêmes. De ce fait, il nous semble important d'étudier de près les profils des directeurs de nos trois *think tanks* en mettant l'accent sur leur mobilité entre les différentes sphères (gouvernement – médias – *think tanks*).

Can Paker qui est actuellement à la tête de TESEV constitue un bon exemple à ce sujet<sup>147</sup>. C'est un nom très influent dans la politique des années 2000 de la Turquie. Il a travaillé pendant de longues années pour Henkel, mais il était également le président du conseil d'administration de TESEV. Son intérêt pour les organisations de société civile s'est manifesté lorsqu'il était encore chez Henkel et membre du TUSIAD (Association des Industriels et Hommes d'Affaires Turcs). Il organisait des dîners sous l'égide de Henkel-Turquie avec la participation des

---

<sup>147</sup> Can Paker est diplômé de Robert College, il a fait sa licence d'ingénierie, son master et son PhD à l'Université Technique de Berlin et intégré l'Université de Columbia pour un second master et PhD.

universitaires et des hommes d'affaires turques et internationaux comme Alvin Toffler, Paul Kennedy, Şerif Mardin, Mübeccel Kıray afin de discuter sur les sujets d'actualité en Turquie. C'est ainsi que Prof. Bülent Tanör<sup>148</sup> a publié, avec le soutien de Paker qui était alors le directeur de la Commission parlementaire du TUSIAD, un rapport sur « Les perspectives de démocratisation en Turquie ». Canan Barlas décrit le rôle que Can Paker a joué dans la préparation de ce rapport du TUSIAD dans le quotidien *Yeni Yüzyıl*<sup>149</sup> avec les phrases suivantes : « [Avec ce rapport] TUSIAD met sa signature sous une suggestion très progressiste. Il devient le symbole du lancement du débat sur la « société civile ». [...] Je suis fière de mon frère, Can Paker, président de la Commission parlementaire du TUSIAD. Il est un homme d'affaires qui finalise un projet d'envergure d'une organisation non gouvernementale. Il prend la défense de ses collègues ainsi que celle de la Commission. Il vit le bonheur et l'avantage d'être un intellectuel sérieux. Maintenant, il va travailler pour un autre réservoir d'idées tel que les rangs de TESEV. » Une autre journaliste, Nilüfer Kuyaş, partage ce point de vue dans le quotidien *Milliyet* où elle qualifie Can Paker comme « un homme d'affaire intellectuel qui joue un rôle de leader dans le processus d'organisation en classe sociale d'une bourgeoisie turque qui aspire à la transformation de la Turquie en une société d'information »<sup>150</sup>. Paker siège également dans le Conseil d'administration d'IKSV (Fondation pour l'Art et la Culture d'Istanbul), de l'Université de Sabancı. Il est le directeur de TESEV depuis 1997 et de la Fondation de Société Ouverte fondée par Georges Soros depuis 2001<sup>151</sup>. Can Paker explique ce cumul des mandats par le fait que les sujets traités par les deux institutions soient différents : la Fondation de la

---

<sup>148</sup> Bülent Tanör était un professeur de droit constitutionnel de tendance politique de gauche. Après avoir publié en janvier 1997 un rapport intitulé « Perspectives de démocratisation en Turquie » pour TUSIAD, rapport qui a suscité de fortes réactions de l'opinion publique, il a été licencié par Kemal Alemdaroğlu, Président de l'Université d'Istanbul où Tanör occupait le poste de directeur au Centre de Recherches sur les Droits de l'Homme.

<sup>149</sup> Canan Barlas, *Yeni Yüzyıl*, 25 janvier 2010 cité par Rıfat Bali, « Sivil Toplum Hareketinin İki Zaafı : İşadamları ve Elitizm », *Birikim*, numéro :130, p.33-42, février 2000.

<sup>150</sup> Nilüfer Kuyaş, *Milliyet*, 2 avril 1996. cité par **Ibid.**

<sup>151</sup> George Soros est un financier milliardaire américain, célèbre pour ses activités de spéculation sur les devises et ses activités de philanthropie. Il est actuellement président de *Soros Fund Management* et d'*Open Society Institute* qu'il a fondé en 1984. D'après ses fondateurs et ses dirigeants actuels, la fondation *Open Society* s'inspire du concept de « société ouverte » développé par le philosophe français Henri Bergson et repris en particulier par le philosophe Karl Popper dans *La Société ouverte et ses ennemis* en 1945. Une société ouverte se caractérise par un gouvernement réactif, tolérant et où les mécanismes politiques sont transparents. C'est une société non-autoritaire, à la base de laquelle se trouvent la liberté et les droits de l'homme. La fondation *Open Society* financé par George Soros a été très critiqué en Turquie et surtout accusé par une partie de l'opinion publique d'avoir un agenda caché qui vise à manipuler la politique interne dans le sens des intérêts des forces internationales. *Open Society Institute* en Turquie a reçu le statut de fondation turque en 2009.

Société Ouverte (*Open Society*) accorde des financements dans divers domaines comme les projets d'art à une association de femmes à Diyarbakır, ou des bourses d'études, etc. tandis que les domaines de TESEV sont plus stricts et ont une influence directe sur l'agenda politique. Can Paker est un personnage très influent sur la politique turque puisqu'il a toujours eu des relations positives avec les gouvernements successifs depuis les années 1980, y compris le gouvernement AKP. Il a de forts liens administratifs avec les décideurs politiques, les journalistes, les hommes d'affaires nationaux et internationaux. Il a également des liens personnels avec les organisations non-gouvernementales internationales.

Le parcours d'İbrahim Kalın, ancien directeur de SETA, constitue un autre exemple significatif en ce qui concerne l'importance des liens entre les *think tanks* et le gouvernement<sup>152</sup>. Kalın est actuellement conseiller aux affaires étrangères du Premier Ministre et chroniqueur au quotidien *Sabah*.

Özdem Sanberk, directeur d'USAK, siège également dans les conseils d'administration de divers instituts tels que BILGESAM (Centre de Recherche Stratégique des Hommes Sages)<sup>153</sup>, Global Political Trends (GPOT)<sup>154</sup> et Global Relations Forum (GIF)<sup>155</sup>. Avant de venir à la tête d'USAK, il a occupé des postes de responsabilité aux ambassades de Madrid, Amman, Bonn et Paris ainsi qu'aux représentations permanentes de la Turquie auprès de l'OECD et de l'UNESCO. Entre les années 1985-1987, il a été conseiller aux affaires étrangères du Premier ministre Turgut Özal. Après avoir été le représentant permanent de la Turquie auprès de l'Union européenne de 1987 à 1991 et travaillé comme chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères entre 1991 et 1995, il a été nommé ambassadeur de

<sup>152</sup> İbrahim Kalın a étudié l'histoire à l'Université d'Istanbul. Il a poursuivi des études de master à l'Université International d'Islam (International Islamic University) en Malaisie. Il faut préciser qu'Ahmet Davutoğlu, le ministre des affaires étrangères de la Turquie, avait aussi donné des cours à l'Université d'Islam de Malaisie. Après avoir préparé son PhD à l'Université de Georgetown aux Etats-Unis sur la philosophie et les sciences sociales, Kalın a donné des cours à l'Université de Holy Cross aux Etats-Unis.

<sup>153</sup> BILGESAM (Centre de Recherche Stratégique des Hommes Sages) a une tendance politique plutôt laïque et nationaliste. Au conseil d'administration de BILGESAM, siègent des anciens généraux de l'armée, de même que d'anciens ambassadeurs et un ancien procureur de la Cour de Cassation.

<sup>154</sup> Politique Global Trends Center (GPoT) est un *think tank* créé sous l'égide de l'Université Kültür d'Istanbul en janvier 2009. GPoT Center a été actif sur presque tous les fronts concernant non seulement la politique étrangère turque, mais aussi les politiques régionales et internationales actuelles, y compris le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, la question de chypriote, le processus de réconciliation turco-arménienne, les problèmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la démocratisation nationale et régionale, le conflit israélo-arabe et, plus récemment, le conflit du Nagorno Karabakh.

<sup>155</sup> GIF (Global Relations Forum) a été fondé en mai 2009 par le grand entrepreneur Rahmi Koç pour représenter la Turquie dans les plateformes internationales, afin de mener des recherches et des études sur la scène internationale en créant des groupes de travail et de produire des rapports et des analyses sur les politiques suivies.

Londres jusqu'en 2000. Après avoir pris sa retraite de la diplomatie, il a dirigé TESEV de 2000 à 2003 avant de prendre la direction d'USAK.

Dernièrement, prenons l'exemple de Sedat Laçiner, ancien directeur d'USAK. Sedat Laçiner qui continue à travailler dans ce *think tank* comme directeur du Centre de Recherche sur le Moyen Orient et l'Afrique et coordinateur général, témoigne lui aussi de ce phénomène de mobilité des cadres entre divers *think tanks* influents en Turquie. Il est venu à USAK après avoir travaillé pour ASAM<sup>156</sup> (Centre de Recherches Stratégiques de l'Eurasie) entre 2001 et 2003 comme chercheur à l'Institut de Recherches arméniennes. Sedat Laçiner a également reçu le prix du « Jeune Leader Global » pendant le Forum économique de DAVOS en 2006.

Les relations personnelles constituent la colonne vertébrale de tout le système de *think tank* en Turquie. Il existe une forte transversabilité des dirigeants entre les *think tanks*, comme dans le cas du passage d'Özdem Sanberk de TESEV à USAK, ainsi le passage de Gündüz Aktan de TESEV à ASAM, la co-direction par Can Paker de TESEV et d'Open Society Institute, le passage de Sedat Laçiner d'ASAM à USAK et de Bülent Aras d'ASAM à SETA et ainsi au gouvernement actuel AKP comme le conseiller du Ministre des affaires étrangères comme le passage d'Ibrahim Kalın, ancien directeur de SETA au gouvernement AKP comme le conseiller du Premier Ministre. Ceci dit, il faut souligner que c'est SETA qui maintient des relations privilégiées avec le gouvernement actuel. Cette atmosphère hybride nous invite à questionner sur l'indépendance des *think tanks* de leur environnement.

---

<sup>156</sup> ASAM est fondé en 1999 par Ümit Özdağ, un universitaire qui était candidat à la présidence du MHP (Parti du Mouvement nationaliste) en 2008. ASAM avait tout d'abord une vision gardienne des intérêts nationalistes, ce qui ne l'a pas empêché de devenir un *think tank* assez influent entre les années 2000-2008. Ümit Özdağ a laissé sa place à Gündüz Aktan, ancien ambassadeur, et ancien ministre du MHP, qui était également le directeur de TESEV de 1998 à 2000. Aktan fut suivi à ce poste par l'ancien ambassadeur Faruk Loğolu. En 2008, Loğolu a organisé un dîner chez lui en l'honneur du Président de la République de l'époque Ahmet Necdet Sezer, hostile au gouvernement AKP. A la fin de l'année 2008, ASAM a fermé ses portes lorsque son plus grand financeur ULKER, un grand holding turc de capital conservateur, a cessé de le financer. A la suite de la clôture d'ASAM, un nouveau *think tank* a été fondé le 10 novembre 2008, toujours avec le financement d'ULKER : ASAV (Fondation pour la Recherche de la Culture turque eurasiennne). Parmi les fondateurs d'ASAV se trouvent le général en retraite Edip Başer, l'ancien ministre de la Justice et de la Défense Mahmut Oltan Sungurlu, le ministre des Affaires Etrangères Ahmet Davutoğlu. ASAM avait un rôle différent de celui des autres *think tanks* turcs puisque selon İhsan Dağlı, chroniqueur au journal islamiste *Zaman* et universitaire qui travaille pour SETA, dans cette organisation proche du chef d'état-major, les officiers retraités de l'armée sont recrutés en tant que stratégestes. Dernièrement, rappelons aussi que Sedat Laçiner (USAK) et Bülent Aras (qui est passé de SETA au gouvernement) sont des anciens chercheurs d'ASAM (Centre de Recherches stratégiques de l'Eurasie).

### 2.2.1.2. La question d'indépendance politique et financière

Lorsqu'on regarde de près le discours des *think tanks* sur leur propre existence, l'élément le plus important dans l'ensemble est l'accent qu'ils mettent sur leur indépendance et sur le fait qu'ils produisent des politiques dans le sens de leurs propres objectifs. Dans cette section, seront traitées deux questions importantes relatives à cette indépendance proclamée : les relations des *think tanks* avec le gouvernement et leur financement.

Nous estimons que les *think tanks* en Turquie maintiennent des relations particulières avec le gouvernement. Il faut prendre en compte le facteur d'AKP au sujet de ces relations particulières, puisque le parti du gouvernement se réunit régulièrement avec les représentants des *think tanks* afin de mener une politique plus professionnelle que celle de ses prédécesseurs. Les trois *think tanks* qui constituent notre terrain ont des liens particuliers, mais de différentes manières, avec le gouvernement actuel. SETA, en particulier, a une place privilégiée puisqu'il s'agit de transferts d'experts de ce *think tank* vers le gouvernement AKP.

Il est à noter que les deux fondateurs de SETA ont déjà pris leur place au gouvernement AKP. Il faut mettre en évidence tout d'abord, le passage de l'ancien directeur de SETA, Ibrahim Kalın au gouvernement en tant que conseiller du Premier Ministre. Ce passage n'est pas le seul exemple dans l'histoire de SETA, Bülent Aras<sup>157</sup>, ancien cadre de SETA, travaille lui aussi comme conseiller du Premier ministre.

Sur le deuxième élément d'indépendance, c'est-à-dire le financement, les comptes de SETA ne sont pas transparents. Dans son article publié dans le quotidien *Milliyet*, Serpil Yılmaz précise qu'un des financeurs de SETA est l'entreprise EKSİM, l'entreprise de la famille d'Abdullah Tivnikli qui siège dans les Conseils d'administration de Türk Telekom et de la Banque Kuweit Turquie et qui est un nom très proche du gouvernement actuel<sup>158</sup>. SETA a un autre office à Washington D.C.

---

<sup>157</sup> Bülent Aras est diplômé du département de sciences politiques de l'Université de Boğaziçi, Aras a terminé son PhD dans le même université en 1999. L'année suivante, Aras est parti aux États-Unis en tant qu'assistant visiteur à l'Université d'Indiana pour une année. En 2003, il a été à Oxford au Collège de St Antony en tant que chercheur visiteur. Il est spécialiste des politiques de sécurité au Moyen-Orient et au Caucase.

<sup>158</sup> L'article de Serpil Yılmaz paru dans *Milliyet* le 27 novembre 2008. <<http://www.milliyet.com.tr/Yazar.aspx?aType=YazarDetay&ArticleID=1021334&AuthorID=103&b=Desteklemeyi%20surdurecegim&a=Serpil%20Yilmaz>>

qui est financé aussi par les mêmes financeurs. Hakan Çopur<sup>159</sup> explique cette situation par les phrases suivantes : « SETA n'est pas une entreprise, c'est pourquoi je ne peux ni répondre, ni décider dans quelle mesure SETA doit afficher ses dépenses et ses revenus. Peut-être ceci est lié aussi un peu au niveau du pays. J'apprécie beaucoup les institutions qui affichent leurs sources de financement. En Turquie, d'ailleurs, rien n'est transparent. Par exemple, certaines personnes font des dons, certains autres donnent leur « zekat »<sup>160</sup>. Les financeurs ne veulent pas déclarer leurs noms. Mais si nous avons une réglementation sur ce genre de financement en Turquie, dès lors la transparence des institutions pourrait devenir un sujet ouvert à la discussion comme aux Etats-Unis. Mais en Turquie, ce n'est pas le cas. »

Les relations d'USAK avec l'Etat et le gouvernement divergent de celles de SETA. En tant qu'ancien ambassadeur et ancien conseiller du ministre des affaires étrangères, Özdem Sanberk vient d'une tradition bureaucrate. Pour cette raison, nous pouvons supposer qu'il puisse avoir des liens forts avec l'Etat, liens qui auraient été établis pendant ses missions officielles. Il a d'ailleurs été nommé tout récemment par l'Etat à la tête de la Commission de *Mavi Marmara*<sup>161</sup> des Nations unies qui envisage de rétablir les relations turco-israéliennes. D'autre part, lorsque nous examinons la manière particulière de financement des rapports scientifiques préparés par USAK, nous observons la contribution du Ministère de l'Intérieur pour les projets sur la politique intérieure et celle du Ministère des Affaires étrangères pour la politique étrangère de la Turquie. En allant plus loin, nous pouvons considérer USAK comme l'extension de ces deux ministères qui est financée d'un projet à un autre.

Il existe un budget général chez USAK pour les grandes recherches qui durent plusieurs années. USAK est une institution qui a des sensibilités centrées sur l'intérêt national et ne préfère pas être supporté par les institutions internationales. Il est donc financé, mis à part les ministères, par les entreprises de petite et moyenne

---

<sup>159</sup> Entretien réalisé avec l'expert de SETA Hakan Çopur le 8 octobre 2010.

<sup>160</sup> La zakât, mot arabe, traduit par l'aumône est le troisième des piliers d'islam. Le musulman est tenu de calculer chaque année lunaire ce montant et le donner aux gens les plus pauvres de sa communauté.

<sup>161</sup> La Commission de *Mavi Marmara* des Nations unies a été formée après l'attaque par les forces armées israéliennes de la flottille d'aide humanitaire d'IHH (*İnsanî Yardım Vakfı* : Fondation pour les droits et les libertés de l'Homme), le 31 mai 2010. La flottille, dont le navire *Mavi Marmara*, avait été rejointe par des groupes d'activistes provenant de 37 pays différents dans le but de percer directement le blocus de Gaza en apportant de l'aide humanitaire et des fournitures aux palestiniens. Neuf militants turcs ont été tués et plusieurs dizaines de militants ont été blessés pendant l'assaut des forces israéliennes.

taille (PME) d'Anatolie<sup>162</sup> qui ne veulent pas déclarer leurs noms. Depuis deux années, ils travaillent sur un grand projet sur *la sécurité de la ville d'Istanbul* qui est demandé et financé par le Ministère de l'Intérieur. Pour les projets à court terme, USAK demande du financement à la Commission de l'Union européenne ou aux Nations unies, qui sont aussi ses partenaires. Il existe une flexibilité du budget entre les départements ; l'argent est réparti entre les projets selon leurs besoins.

TESEV se différencie des deux autres *think tanks* par sa relation particulière avec le gouvernement actuel car il ne s'agit ni d'une relation organique avec le gouvernement comme celle de SETA, ni d'un financement par les ministères comme USAK, bien que ses rapports scientifiques aient été pris en compte à plusieurs reprises par le gouvernement AKP. Ses rapports sur la question kurde ainsi sa proposition de maintenir le plan Annan afin de résoudre le problème chypriote ont été tous valorisés par le gouvernement actuel. Un autre point à souligner sur la relation de TESEV avec le gouvernement est qu'elle ne s'affirme pas au niveau institutionnel mais s'établit par des liens personnels. Le directeur de TESEV, Can Paker, s'est réuni plusieurs fois avec le Premier Ministre Recep Tayyip Erdoğan pour discuter sur les problèmes du pays, ce qui a été rapporté par les journaux<sup>163</sup>. Répétons tout de même que cette situation n'engendre pas une relation directe avec le gouvernement, comme le cas des deux autres *think tanks*.

Le financement de TESEV se fait par une démarche différente. Après avoir défini les titres des projets, les responsables de TESEV préparent des propositions de budget et contactent divers financeurs internationaux. La diversité des financeurs joue un rôle très important pour TESEV autant que la transparence et la comptabilité de ces financeurs. 30% du budget vient des membres du Haut Comité de Consultation composé d'hommes d'affaires qui peuvent être considérés comme des philanthropes. Une autre grande part du budget vient de l'*Open Society*<sup>164</sup> et pour

---

<sup>162</sup> Les nouveaux entrepreneurs des petites et moyennes entreprises (PME) ont engendré une nouvelle classe moyenne qui est souvent qualifiée de « Tigres d'Anatolie ». Ce sont de jeunes entrepreneurs de tendances conservatrice, voire islamiste et membres de la MUSIAD (Association des Hommes d'Affaires Indépendants). Ils sont en concurrence avec les membres de la TUSIAD qui viennent d'une tradition laïque républicaine. Au cours de l'entretien réalisé le 21 octobre 2010, Özdem Sanberk, le directeur d'USAK, nous a donné l'exemple d'un financeur qui a une usine de chaudières. Sanberk pense que ces entrepreneurs de PME souvent basés dans les villes de taille moyenne d'Anatolie donnent beaucoup d'importance à financer la pensée pour élever la Turquie à un niveau élevé de démocratisation avec une forte liberté d'expression et empêcher la polarisation en Turquie. Pour Özdem Sanberk, cette tendance correspond à une évolution des mentalités en Turquie.

<sup>163</sup> « Can Paker a donné un dîner en l'honneur du Premier Ministre et sa femme », **Hürriyet**, le 6 mai 2008. Yetkin Murat, « Başbakan Yemekte Ne Dedi Polemiği », **Radikal**, le 6 mai 2008.

<sup>164</sup> Les fondations d'*Open Society* expliquent leur mission et leur vision de démocratie sur leur site Internet : « Les fondations *Open Society* travaillent à construire des démocraties dynamiques et



le reste, ce sont les contributions d'une pluralité d'institutions comme le Consulat de Suisse, l'Union européenne<sup>165</sup>, etc. TESEV publie le nom des financeurs sur toutes ses publications. Özge Genç<sup>166</sup>, experte du programme de démocratisation, affirme que le Conseil général des associations vérifie leurs comptes en détail, et surtout en ce qui concerne les fonds du programme de démocratisation. Elle souligne que le problème réside dans la perception des gens qui croient que si les organisations de société civile reçoivent des fonds par les organisations internationales, ils vont servir leurs intérêts et elle ajoute que si les organisations de société civile « démocratiques » existent en Turquie, c'est grâce au financement de diverses organisations internationales comme *Open Society* ou les fonds européens qui financent aussi diverses organisations de sociétés civiles.

Au vu des relations privilégiées de SETA et d'USAK avec les autorités publiques et le gouvernement, nous pouvons avancer qu'il existe une contradiction entre leur comportement et leur discours d'objectivité et de scientificité. Toutefois, dans le cadre des entretiens que nous avons réalisés soit avec les experts de SETA<sup>167</sup>,

---

tolérantes dont les gouvernements sont responsables devant leurs citoyens. » Pour réaliser cette mission, la Fondation cherche à façonner les politiques publiques qui assurent une plus grande équité dans les systèmes politiques, juridiques et économiques, et la sauvegarde des droits fondamentaux. Au niveau local, les fondations *Open Society* mettent en œuvre une série d'initiatives pour faire avancer la justice, l'éducation, la santé publique et les médias indépendants. En même temps, elles construisent des alliances au-delà des frontières et des continents sur des questions telles que la corruption et la liberté d'information. Les Fondations accordent une haute priorité à la protection et à l'amélioration de la vie des gens dans les communautés marginalisées. Voir le site Internet de la fondation : <[www.soros.org/about](http://www.soros.org/about)>. Dès lors, nous pouvons avancer que les fondations d'*Open Society* se donnent comme mission de manipuler les politiques publiques du pays dont elles sont responsables et se proclament légitimes sans prendre en considération les politiques publiques locales en agissant indépendamment sur la politique intérieure du pays en fonction de leur propre vision de démocratie.

<sup>165</sup> Özdem Sanberk, directeur actuel d'USAK et ancien directeur de TESEV, explique ainsi la situation de TESEV : « TESEV ne veut pas être financé par les sources de l'Etat, il veut être indépendant de l'Etat, mais il ne rejette pas non plus l'idée de bénéficier des fonds des institutions internationales, alors que ces institutions ont aussi un agenda politique avec une orientation spécifique. Quand ces institutions accordent des fonds, ils veulent aussi récolter les fruits. Quant à USAK, il bénéficie du financement de l'Etat, mais la vision d'USAK n'est pas très éloignée de la perspective de l'Etat. D'ailleurs, les experts qui composent USAK pensent que leurs recherches apporteront quelque chose à l'Etat. »

<sup>166</sup> Entretien réalisé avec Özge Genç, experte du département de démocratisation chez TESEV, le 13 octobre 2010.

<sup>167</sup> Hakan Çopur, expert à SETA, a déclaré au cours de nos entretiens qu'il était tout à fait normal que SETA ait des liens avec le gouvernement. Hakan Çopur affirme que « Si SETA ou bien d'autres *think tanks* travaillaient pour les intérêts du gouvernement, il y aurait eu un problème. Mais si une personne qui a été le directeur de SETA travaille actuellement avec le Premier ministre, il n'y a aucun problème. Aux Etats-Unis, cette question ne se poserait même pas, mais en Turquie comme le système politique a des problèmes, cela ressemble à un problème. Aux Etats-Unis, les *think tanks* peuvent même afficher leurs idéologies comme conservatrice, libérale ou républicaine. En Turquie, c'est un sujet délicat. Dans la réalité, plusieurs *think tanks* ont des accords avec le gouvernement ; celui-ci en a moins, celui-là en a plus. » Selon Hakan Çopur, ces liens administratifs facilitent l'influence de SETA sur les décisions politiques du gouvernement. « Si SETA a un accès aux postes administratifs importants, c'est quelques choses de bien pour faire mettre en œuvre les solutions politiques qu'il

soit avec Özdem Sanberk, cette absence d'indépendance a été relatée comme quelque chose d'ordinaire. Nos interlocuteurs ont défendu leur objectif de créer des liens administratifs forts afin d'avoir plus d'influence sur les politiques publiques.

Il existe donc une diversité en ce qui concerne la structure financière de ces trois *think tanks*. Nous n'avons pas beaucoup d'information sur SETA, mais le financement par les PME-PMI d'USAK qui vise à protéger les intérêts nationaux de la Turquie nous montre l'émergence d'une nouvelle classe bourgeoise originaire d'Anatolie qui se place désormais contre les financeurs de TESEV issus essentiellement de la bourgeoisie républicaine libérale.

L'indépendance des think tank est une question indissociablement liée à leur représentation médiatique qui leur permet d'avoir une visibilité et une influence auprès de l'opinion publique et sur l'agenda politique.

### **2.2.1.3. Les relations des *think tanks* avec les médias à travers le militantisme scientifique**

Les interactions entre les *think tanks* et les groupe de médias constituent l'un des éléments les plus importants de la structure hybride des *think tanks*. Lorsque ces derniers arrivent à atteindre l'opinion publique par la voie des médias afin de déclarer et d'afficher leurs études et rapports, nous observons dans cette interaction, la transformation d'un rapport scientifique en un instrument d'influence de l'opinion publique. Avant de mettre en évidence les liens entre les *think tanks*, les médias et le gouvernement, nous allons essayer de comprendre dans un premier temps, comment le savoir scientifique est transformé en un instrument d'influence politique sous le toit des *think tanks*.

---

propose. C'est une chance. Il faut accroître ce type de relations avec les gouvernants. Mais ce qui est important est de ne pas transformer cette relation en une relation de dépendance, d'engagement. » Contrairement à Hakan Çopur, Selin Bölme, elle aussi experte à SETA, pense que le transfert de deux anciens chercheurs au gouvernement n'a pas d'effet sur le pouvoir d'influence de SETA. Selon Selin Bölme, tous les *think tanks* ont le même accès au gouvernement. Pour contre-argumenter les critiques adressées à SETA au sujet de ses liens privilégiés avec le gouvernement, elle donne des éléments de comparaison avec USAK : « Par exemple, les chercheurs d'USAK assistent eux aussi aux voyages du Premier ministre. Le Président de la République est venu à l'ouverture d'USAK mais n'est pas venu à l'ouverture de SETA. A mon avis, il est plus important d'influencer l'opinion publique que les décideurs politiques et dans ce domaine SETA a un long chemin devant lui. » Elle souligne qu'il existe de grandes institutions bureaucratiques qui travaillent sur les mêmes sujet politiques et que toutes les politiques étrangères de la Turquie ne peuvent pas se décider par référence aux publications de SETA. Selin Bolme ajoute qu'ils essaient certes d'influencer les politiques gouvernementales, mais pour elle, leur effet a la même valeur qu'un verre d'eau dans la mer. Selon Bölme, il existerait une résistance de la part de la tradition bureaucratique en Turquie qui empêcherait l'accès aux décideurs politiques.

Les *think tanks* rendent le savoir académique utilisable sur le marché.<sup>168</sup> Contrairement aux publications universitaires, ils envisagent d'être compris non seulement par les spécialistes, mais aussi par le peuple, et de produire des solutions aux problèmes politiques qui peuvent être consommés par les décideurs politiques par le biais des rapports produits par les *think tanks* afin de les transformer en politiques publiques. Le plus souvent, les experts des *think tanks* poursuivent leur carrière universitaire et acceptent le fait que les recherches universitaires ont une valeur scientifique plus profonde tandis que les *think tanks* bénéficient de plus de liberté d'expression que les milieux universitaires.<sup>169</sup>

Les *think tanks* cherchent à atteindre une diversité en ce qui concerne la production des savoirs, ce qui implique pour eux une consolidation de la liberté d'expression. Les experts considèrent que si le nombre des *think tanks* augmente, les problèmes politiques vont être résolus plus rapidement. Ils souhaitent fortement l'existence de plusieurs *think tanks* de compétence, puisque cela signifierait aussi une multitude de savoirs spécifiques.

Le groupe cible de SETA et de TESEV n'est pas seulement les universitaires, mais aussi l'opinion publique et les décideurs politiques. Les experts de TESEV visent à influencer le gouvernement indirectement à travers leur puissance d'agir et de changer la mentalité et la perception de l'opinion publique sur les sujets traités, alors qu'USAK cherche à influencer plus les décideurs politiques que l'opinion publique. Le choix de leurs sujets de recherche et de leur mode de diffusion plutôt direct le démontre.

Can Paker, directeur de TESEV, considère qu'une vraie action de *think tank* doit influencer, restructurer les perceptions de l'opinion publique. Ce changement de perception au sein de l'opinion publique aurait des effets sur le discours des partis politiques qui souhaitent maximiser leur poids électoral. Par conséquent, les décideurs politiques seraient influencés indirectement par les travaux de *think tanks*.

Il n'y a nul doute que l'élément le plus important pour influencer l'opinion publique est la relation que les *think tanks* entretiennent avec les médias. Les liens se construisent essentiellement par la double fonction de certains experts qui sont en

---

<sup>168</sup> Sedat Laçiner, coordinateur général d'USAK, explique cette transformation : « Il s'agit d'une pollution de savoirs, nous trions donc tout d'abord les savoirs, puis nous les analysons et nous les transformons en un format utile et pratique, facile à comprendre par l'opinion publique. Nous cherchons à prévoir l'agenda politique afin de trouver des solutions. »

<sup>169</sup> Selin Bölme est l'une des experts qui croient en cette manque de liberté d'expression dans les milieux universitaires : « Dans les milieux universitaires, vous devez penser à l'intérieur de certaines limites mais grâce aux *think tanks* vous pouvez penser plus librement. »

même temps des journalistes. Le résultat de la comparaison de liens des *think tanks* avec les médias nous conduit à conclure que TESEV et SETA interagissent au sein du même cercle de médias et qu'ils influencent ainsi le même secteur de l'opinion publique, ce qui limite en partie l'action de ces deux institutions et crée une polarisation, alors qu'USAK n'accorde pas beaucoup d'importance aux experts-journalistes, puisque son groupe d'influence cible n'est pas l'opinion publique mais les décideurs politiques.

Les deux chercheurs importants de SETA, Taha Özhan<sup>170</sup> et İhsan Dağı, incarnent le lien avec le gouvernement AKP, le premier par sa relation avec la chaîne publique de télévision TRT où il prépare une émission, et le second par son épouse qui est ministre au gouvernement AKP. Taha Özhan a un programme sur la politique turque à la chaîne publique TRT. İhsan Dağı<sup>171</sup> est également chroniqueur dans le quotidien islamique-conservateur *Zaman* financé par le mouvement Fethullah Gülen<sup>172</sup>. Comme İhsan Dağı, Etyen Mahçupyan<sup>173</sup>, directeur du programme de démocratisation de TESEV, a travaillé aussi pour les quotidiens *Yenibinyıl*, *Zaman* et *Radikal*. Il a préparé des émissions pour les chaînes de télévision *Samanyolu* (conservateur islamiste), *Kanal 24* (proche de la politique du gouvernement)<sup>174</sup> et *TRT2* (chaîne publique). En juin 2010, il est devenu le rédacteur en chef du journal arménien *Agos* qui a été fondé et dirigé pendant des années par Hrant Dink<sup>175</sup>. Un

---

<sup>170</sup> Diplômé de l'Université de Technologie de New York, Taha Özhan a un master de l'Université de New School for Social Research sur l'économie politique globale. Il est l'un des fondateurs de SETA.

<sup>171</sup> İhsan Dağı est diplômé du département d'Administration publique de l'Université de Gazi. Il a effectué ses études de master et de doctorat à l'Université de Lancaster.

<sup>172</sup> Fethullah Gülen est le leader d'un mouvement conservateur musulman et une figure importante dans la vie politique turque en ce qui concerne les relations Etat-religion. Il vit en Pennsylvanie aux Etats-Unis depuis 1999. Soupçonné d'activisme anti-laique, Gülen est très critiqué par les milieux laïques turcs. Son organisation comprend des écoles et des fondations dans le monde entier. Ces écoles servent également de vitrine officielle pour répandre la culture turque dans un cadre islamique. L'origine des fonds de son organisation fait débat en Turquie. Il a été arrêté à plusieurs reprises lors des coups d'Etat militaires de 1971 et 1980 pour cause activités anti-laiques, et poursuivi en justice tout au long des années 1990. Il a été acquitté suite à un procès contre son organisation en 2000.

<sup>173</sup> Etyen Mahçupyan a obtenu sa licence à l'Université de Boğaziçi en génie chimique et son master en économie à l'Université d'Ankara où il a été assistant entre les années 1977-1980. Il est une figure influente dans la vie politique turque. Entre les années 1995-1996, il a pris part dans la tentative d'organisation en parti d'un mouvement intellectuel libéral « Yeni Demokrasi Hareketi » (Nouveau Mouvement pour la Démocratie). Il a une tendance politique de gauche mais il est aimé des milieux conservateurs musulmans. Il a fondé le programme de démocratisation de TESEV et depuis, en assure la direction.

<sup>174</sup> Ethem Sancak, un homme d'affaires proche du gouvernement AKP, était le propriétaire de la chaîne 24 jusqu'au 20 mai 2009 où il l'a vendu à Fethah Tamince, un autre homme d'affaires proche du gouvernement, propriétaire des Hotels Rixos.

<sup>175</sup> Journaliste et écrivain turc d'origine d'arménienne qui a été assassiné par un militant nationaliste turc de 17 ans dans le quartier d'Osmanbey à Istanbul, en sortant du siège de son journal bilingue *Agos* le 19 janvier 2007.

autre chercheur du programme de démocratisation de TESEV est Dilek Kurban<sup>176</sup> qui travaille aussi pour le journal *Agos* et, depuis octobre 2010, pour le quotidien *Radikal*<sup>177</sup>.

Par conséquent, nous observons que chez SETA et TESEV, les experts travaillent aussi comme des journalistes, parfois dans le même journal ou la même chaîne de télévision comme *Zaman* et *TRT*. Ces deux *think tanks* peuvent parfois recruter le même journaliste-chercheur comme Cengiz Çandar<sup>178</sup> qui est un personnage assez influent au Moyen-Orient et sur la question kurde en Turquie. Il travaille depuis 2008 pour le quotidien *Radikal*.

Tout au long des années 2000, les études réalisées par TESEV ont trouvé un grand écho dans les médias qui les ont porté à la Une. Leur contenu a engendré de grands débats sur les tabous politiques qui n'avaient jamais été traités par les autorités, tels que la question kurde, la question arménienne, la question chypriote, le rôle de l'armée dans la vie politique, les problèmes liés à la mentalité de l'Etat de sécurité et les rapports problématiques de la police avec la société. Dans ce sens, TESEV se différencie des autres *think tanks*, d'autant plus qu'il a été à plusieurs reprises le cible des réactions violentes de la part des groupes de militants qui ne souhaitaient pas que les tabous soient traités et rendus publics dans le cadre des travaux de recherche<sup>179</sup>. Cependant, il faut reconnaître que les rapports publiés par

---

<sup>176</sup>Dilek Kurban est diplômée du département des Relations internationales de l'Université de Boğaziçi. Elle a fait un master en administration publique et un doctorat de droit à l'Université de Columbia. Entre les années 1999-2001, elle a travaillé au département des relations politiques du Conseil de Sécurité des Nations unies. Elle travaille à TESEV depuis juin 2007.

<sup>177</sup> *Radikal* appartient au groupe de médias Doğan Holding qui possède également d'autres quotidiens à grand tirage comme *Hürriyet*, *Milliyet*, *Posta*, ainsi que *Turkish Daily News*, un quotidien turc publié en anglais. *Radikal* a une tendance politique libérale et économiquement à gauche. Il a renouvelé son image le 17 octobre 2010 avec le slogan « Une révolution radicale » et un journaliste qui vient d'une famille conservatrice musulmane et proche du mouvement Fethullah Gülen, Eyüp Can, est devenu son nouveau rédacteur en chef. Can avait été connu du grand public par un interview qu'il avait réalisé avec Fethullah Gülen immigré aux Etats-Unis. Il a été transféré du quotidien conservateur *Zaman* du mouvement Gülen au groupe Doğan.

<sup>178</sup> Cengiz Çandar est diplômé de l'Université d'Ankara département de Science Politique est un journaliste. Il était dans les mouvements sociaux de Mai 68 en Turquie. Il était le Président de l'Association du Mouvement du département de Science Politique de l'Université d'Ankara. Il a été exilé à l'intervention de 12 Mars 1971 jusqu'à 1974 à cause de ses pensées politiques de tendance gauche. Pendant ses années, il a rejoint la Résistance Palestinienne, dès lors, il était à Damas et puis à Beyrouth, à Genève et à Paris et enfin à Amsterdam. Il est l'expert de Moyen Orient (Palestine et Beyrouth) ainsi de Balkans.

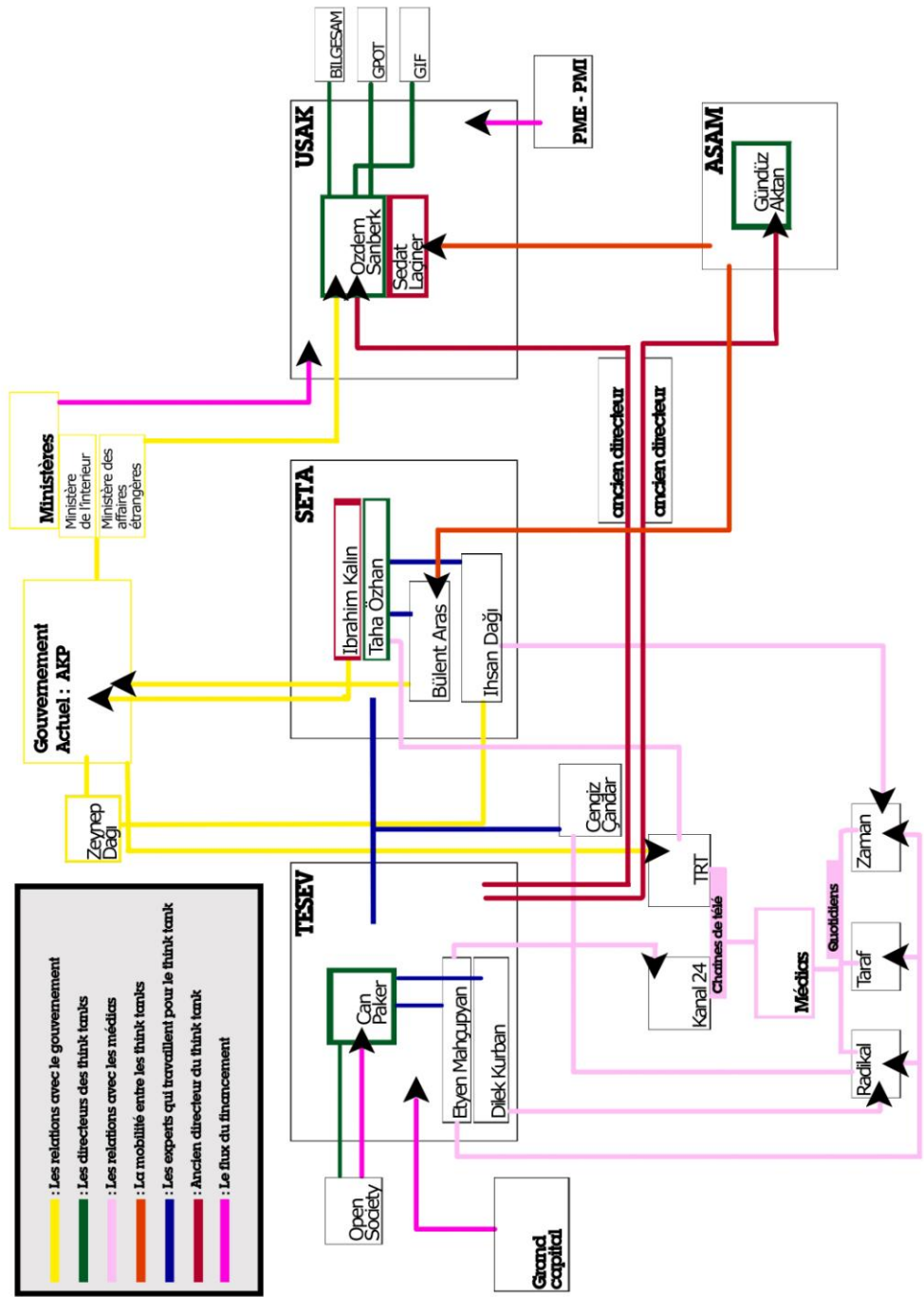
<sup>179</sup> Le cas de l'attaque organisée lors de la conférence de TESEV du 5 juillet 2006 est révélateur : TESEV avait organisé une conférence-débat autour de son rapport sur « les immigrés forcés » des régions de l'Est et du Sud-Est de la Turquie. Un groupe de militants nationalistes mené par l'avocat activiste Kemal Kerinçsiz a interrompu la conférence d'une manière violente et en lançant des slogans. Kemal Kerinçsiz est célèbre pour le dépôt de plaintes contre plus de 40 journalistes et auteurs turcs (dont Orhan Pamuk, Elif Şafak, et Hrant Dink), pour « insulte à la turcité » sur la base de l'article 301 du Code pénal.

TESEV ont commencé à susciter de moins en moins de réactions hostiles au fur et à mesure que les tabous se sont cassés ; certains se sont transformés même en politiques gouvernementales et une confiance entre l'opinion publique et les organisations de société civile a été étayée. Cela montre aussi le changement de perception de la société turque sur certains sujets dans le processus de démocratisation et l'influence de TESEV sur ce processus. Aujourd'hui, nous assistons à une diminution relative des échos dans la presse des rapports de TESEV, alors qu'encore au début des années 2000, la décision même de publier ces rapports signifiaient pour les journaux une prise de position politique. Les rapports trouvent plus de place dans les journaux tels que *Radikal*, *Today's Zaman*, *Taraf*, *Bianet* (en ligne) qui ont une attitude plus intellectuelle que les autres quelque soit l'idéologie qu'ils représentent, tandis que les journaux *mainstream* tels *Hürriyet* accordent peu de place à ces travaux<sup>180</sup>. Özge Genç, experte chez TESEV, explique qu'ils cherchent à élargir et à diversifier ce groupe de journalistes fidèles. Genç explique ce phénomène de perte d'intérêt relative avec l'accroissement du nombre des *think tanks* et des publications qui fait que TESEV n'est plus unique sur ce marché ; elle ajoute aussi les effets de l'actualité surchargée de la Turquie depuis 2007. Toutefois, elle précise que l'intérêt des médias internationales a augmenté d'une manière remarquable.

Nous pouvons donc conclure que les travaux de SETA et de TESEV trouvent une audience dans une partie de l'opinion publique composée par les libéraux d'une part, et les conservateurs libéraux d'autre part, alors que les sujets traités par ces deux *think tanks* ont pour but d'améliorer et de consolider le processus de démocratisation en mettant en avant certains domaines négligés ou ignorés par les camps laïque et nationaliste. La polarisation du champ politique en Turquie entre laïques et islamistes ainsi qu'entre l'armée et le gouvernement, est le plus grand obstacle devant l'action des *think tanks*. Le choix de l'agenda politique des *think tanks* est un autre élément qui porte ses effets sur cet ère de polarisation politique en Turquie. Les *think tanks* suivent-ils l'agenda politique actuel du gouvernement ou contribuent-ils à sa création par leur agenda propre avec un instinct de militantisme scientifique ?

---

<sup>180</sup> *Hürriyet* est un quotidien turc *mainstream*. Il appartient au groupe Doğan Holding comme le quotidien *Radikal*. *Taraf* est un quotien de tendance politique libérale avec un côté militant contre le nationalisme turc.



#### 2.2.1.4. L'agenda politique et les *think tanks* : suivre ou manipuler ?

USAK et SETA préfèrent suivre l'actualité, mais d'un autre côté, ils ont des études à long terme programmées longtemps à l'avance. Ceci dit, ils peuvent subir la pression des événements d'actualité et modifier leur agenda ou leur calendrier. Ainsi, peuvent-ils ajouter un rapport à la dernière minute selon les exigences de la politique quotidienne. Ils essaient de répondre à l'actualité en publiant un article dans leurs revues à la fois pour se prononcer sur les problèmes structurels de longue date et pour affirmer une opinion *ad hoc* sur l'actualité.

SETA choisit le plus souvent ses sujets d'étude en fonction de ses quatre départements, mais l'agenda politique turc et mondial joue un grand rôle dans ses choix. En suivant les débats politiques d'actualité, il vise à approfondir ces derniers par un regard scientifique. Hatem Ete, coordinateur du département de politique intérieure de SETA, est en charge pour les décisions relatives au choix des sujets à étudier et il présente sa proposition dans une réunion réalisée avec les experts du cadre noyau. Ces derniers publient d'abord une courte analyse sur le sujet choisi (« *policy brief* ») financée par le budget de SETA. Ils essaient de prévoir l'actualité et se réunissent une fois tous les mois afin de déterminer sur quels sujets seront publiés les « *policy briefs* », mais si un événement inattendu a lieu, comme l'affaire du navire d'aide humanitaire *Mavi Marmara*, ils ajoutent une analyse urgente au « *policy brief* ».

Le but d'USAK est aussi de répondre à l'actualité. *USAK Gundem* (USAK Actualité) et *Turkish Weekly* en anglais sont les deux sites Internet qu'USAK met au service de cet objectif. Ils sont actualisés toutes les semaines et les articles qu'on y trouve sont rédigés par des journalistes ou des haut-fonctionnaires publiques qui donnent leurs avis sur les sujets d'actualité.

TESEV a une particularité qui la rend différente par rapport aux deux précédents : il ne cherche pas à suivre l'actualité mais, au contraire, à créer un débat qui sera suivi par les médias et les décideurs politiques. Cette action de TESEV peut être qualifiée de « militantisme scientifique ». Par conséquent, nous pouvons dire que TESEV ne répond qu'indirectement aux exigences de l'actualité politique. Selon les responsables de TESEV, la raison d'être première des *think tanks* est la création de l'agenda politique. Pour ce faire, TESEV n'hésite pas à s'affirmer par un discours



politique radical<sup>181</sup>. L'un des premiers rapports publiés par TESEV en 1996 avait été intitulé « *Almanach : le secteur de sécurité et le contrôle démocratique* » (Almanak : Güvenlik Sektörü ve Demokratik Gözetim). Un autre rapport publié en 2002 par Dr. Gülay Günlük Şenesen, intitulé *Les dépenses de défense et leurs effets économiques 1980-2000* (Türkiye'de Savunma Harcamaları ve Ekonomik Etkileri 1980-2000) a la particularité d'être le premier rapport sur la question du secteur de défense. Ces deux rapports sont importants pour montrer le rôle militant de TESEV sur les sujets tels que le rôle des forces armées dans la vie politique qui continue d'être un tabou politique.

Un autre exemple de l'action politique de TESEV est son travail à la veille du référendum organisé à Chypre sur le plan Annan le 24 avril 2004<sup>182</sup>. Après la déclaration de l'ONU en novembre 2002 sur le plan du règlement des différends envisagé, le bureau des affaires étrangères de TESEV a organisé à Bruxelles et à Washington, mais aussi à Chypre, des réunions qui rassemblaient les représentants des deux parties de l'île et les experts. Il a également préparé deux rapports d'étude sur le plan Annan : *The Annan Plan for Cyprus : A Citizen's Guide* (Le Plan Annan pour Chypre : une guide de citoyenneté) et *The Economics of the Solution Based on the Annan Plan* (L'économie de la solution fondée sur le Plan Annan). La question chypriote qui était un domaine fermée au débat et niée par le discours officiel de l'Etat jusqu'aux années 2000, est devenu le discours du gouvernement d'AKP. Sous l'influence incontestable des études réalisées par TESEV, AKP a pris une position favorable au plan Annan.

Les réactions à TESEV ont diminué depuis la deuxième moitié des années 2000<sup>183</sup>, puisque la plupart de leurs idées politiques fait partie actuellement du

---

<sup>181</sup> Özge Genç, du programme de démocratisation de TESEV, ne considère pas TESEV comme un *think tank*, mais comme un ONG. Elle pense que TESEV a un côté « militant » puisque les domaines de travail de TESEV coïncident avec ceux des associations pour les droits de l'Homme. Elle affirme : « Nous ne faisons pas de l'activisme directement, mais la façon dont nous représentons nos publications, nos rapports à l'opinion public peut être considéré comme une sorte de militantisme. »

<sup>182</sup> Sabiha Senyücel, directrice du département des affaires étrangères, raconte les réactions au moment de la publication du rapport sur la question chypriote. Elle indique que lors du colloque qui rassemblait des chercheurs, des administrateurs, etc. représentant les deux parties du Chypre, il avait été décidé de soutenir le plan d'Annan et TESEV avait été attaqué d'une manière très dure : « Il y avait un journal qui a donné sur deux grandes pages la carte du Chypre divisée par une ligne rouge symbolisant le sang et intitulé « Ils vont diviser le Chypre comme ça ».

<sup>183</sup> Özge Genç raconte la cause des réactions contre TESEV. Elle affirme qu'il n'est pas possible de parler d'objectivité pour les travaux des *think tanks* et que ce qui est perçu comme « objectif » est souvent le courant dominant. Pour Genç, « Les réactions sont très naturelles puisque la société turque est une société qui néglige son passé et qui reçoit une éducation très dogmatique, un enseignement d'histoire, de géographie basé sur des doctrines. C'est une société écrasée par les coups d'Etat, très polarisée politiquement. C'est très naturel qu'il y ait des réactions... Nous disons des choses que les

discours officiel du gouvernement AKP comme la question kurde, la politique de normalisation des relations avec l'Arménie, les droits des minorités, etc. Les recherches deviennent de plus en plus spécifiques, il s'agit d'un raffinement, d'un approfondissement et d'une focalisation des sujets traités.

Avant de conclure ce chapitre, ajoutons tout de même que non seulement la création d'autres *think tanks* pendant les années 2004-2005, mais aussi l'émergence, malgré l'approfondissement de la polarisation entre les camps laïque et conservateur islamique, d'une nouvelle ère politique plus démocratique et ouverte au débat a joué un rôle sur la diminution de « l'effet de choc » créé par les rapports de TESEV dans l'opinion publique, même si tous les tabous historiques ne sont pas encore éliminés.

### **2.3. La perception du processus de démocratisation par les *think tanks***

#### **2.3.1. Un processus inévitable qui produit ses propres acteurs**

L'idéologie officielle de l'Etat a inspiré la prise de décisions politiques des différents courants pendant de longues années en Turquie. La production de la politique relevait du monopole de l'Etat, qui avait vu sa légitimité consolidée par les coups d'Etat de 1960 et 1980 qui avaient limité la production de politiques et de cultures pluralistes. La constitution de 1982 a ainsi forgé la société autour de l'idéologie étatique.

Les progrès économiques vers la fin des années 1980 ont assuré l'intégration de l'économie turque dans l'économie mondiale. Ce changement a conduit la Turquie vers une ouverture dans le monde des idées et de la liberté d'expression, ce qui fut suivi par un processus d'intégration au rythme de la mondialisation. La diversité dans le domaine des sciences sociales se limitait auparavant à la production du monde universitaire. De même, les universités publiques avaient été les instruments de ce militantisme officiel jusqu'aux années 2000. Toutefois, les choses ont légèrement changé avec le processus de démocratisation et l'ouverture des universités de fondations privées comme l'Université de Bilgi, Sabancı et Koç. Ce processus de changement – c'est-à-dire de consolidation démocratique – est fait dans

---

gens ne veulent pas entendre, c'est très normal de recevoir des réactions. Si tout le monde avait la même pensée que nous, cela aurait été une anomalie. En effet, il existe une forte production de 'théorie du complot' sur nous. Il est assez facile de trouver des réponses à ces théories, rien que jeter un coup d'oeil sur le site Internet de TESEV pourrait suffire. Sinon, ces réactions sont quelque chose de très normale, qu'on pourrait rencontrer dans chaque société. »

une courte période et par conséquent, la Turquie est en train de connaître des problèmes socio-culturels, politiques et économiques qui en relèvent.

Depuis le début des années 2000, les *think tanks* sont considéré par les hommes d'affaires comme des instruments utiles pour résoudre ces problèmes. Ils ont commencé à financer les *think tanks* afin de mettre en cause la monopolisation du savoir politique par l'Etat et diversifier l'idéologie officielle en Turquie. TESEV peut être vu comme le premier exemple de ce genre. Mais dans la seconde moitié des années 2000, surtout après l'amendement de l'article 301 du Code pénal<sup>184</sup> qui a favorisé la liberté d'expression, des hommes d'affaires de moindre envergure ont eux aussi commencés à financer les nouveaux *think tanks* émergents. Ainsi, en Turquie, les *think tanks* financés par diverses sources financières, d'un côté par les fondations internationales telles que *Open Society* et, de l'autre côté, par un groupe d'hommes d'affaires plus local comme les Tigres d'Anatolie ont endossé un rôle exceptionnel dans ce processus.

La consolidation de la démocratie doit être accompagnée et soutenue par les institutions de l'Etat, le gouvernement du pays et l'opinion publique afin de légitimer et adapter les réformes socio-culturelles et politiques envisagées. Mais lorsque les institutions bureaucratiques restent apathiques ou intransigeants pour répondre aux exigences de changement, les *think tanks* remplacent ce manque de dynamisme des institutions publiques en élaborant des projets qui visent à changer l'opinion publique dans le pays et à encourager les décideurs publics à suivre la voie de la démocratisation. Après ce changement et l'émergence des nouveaux *think tanks*, un espace politique plus pluraliste est apparue en Turquie sans que cette nouvelle diversité soit remise en cause par l'Etat. La progression vers une liberté d'expression a donc mené à une pluralité au niveau des *think tanks*.

Au début des années 2000, il n'existait que deux *think tanks* - ASAM et TESEV - qui se distinguaient des organisations visant à promouvoir et protéger les intérêts de certains groupes économiques tels que la TUSIAD (Association des

---

<sup>184</sup> L'article 301 du Code pénal interdisait toute insulte contre l'identité turque (la Turquie, l'ethnicité turque, ou les institutions du gouvernement turc) dans un cadre assez ambigu, ouvert à l'interprétation et qui laissait donc une grande part à l'arbitraire du juge. Le 1 juin 2005, cet article a été introduit dans un paquet de réforme pénale dans le processus précédant l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne, afin d'amener la Turquie aux normes européennes en matière de droit pénal. La version originale de l'article faisant un crime de « l'insulte à l'identité turque » a été modifiée et l'expression « identité turque » a été remplacée par « nation turque ». Le 30 avril 2008, une série de modifications ont été apportées au texte de l'article 301, y compris un nouvel amendement qui rend obligatoire l'approbation du ministre de la Justice pour déposer une plainte. Cette modification a été réalisée pour prévenir toute utilisation abusive de l'article.

Industriels et Hommes d'affaires de Turquie : Türkiye Sanayici ve İş Adamları Derneği), la TOBB (Union des Chambres et des Bourses de Turquie : Türkiye Odalar ve Borsalar Birliği) ou la nouvelle MUSIAD (Association d'Industriels et Hommes d'affaires Indépendants : Müstakil Sanayici ve İş Adamları Derneği). ASAM et TESEV ont été fondés sur l'idée de production scientifique de savoirs sur la politique turque. Dans la deuxième moitié des années 2000, plusieurs *think tanks* défendant diverses positions ont été fondés tels que SETA, USAK, GPOT (Global Political Trends), GIF (Global Relations Forum), ou BILGESAM (Centre de Recherches Stratégiques des Hommes Sages). Dans ce processus de démocratisation, l'ouverture au débat de nombreux problèmes de la Turquie s'est opérée en faveur des *think tanks*, puisque le but des *think tanks* est de lancer de nouvelles idées politiques pour favoriser une atmosphère politique pluraliste et faire sauter les obstacles à la démocratisation en résolvant les problèmes afférents à la Turquie.

Le discours des *think tanks* sur le processus de démocratisation n'est pas très diversifié. Il s'agit du même discours quant à l'existence d'un régime anti-démocratique dans la période qui a précédé l'intégration économique de la Turquie au marché global dans les années 1990 ou sur la nécessité d'adopter les normes de démocratisation fixées par l'Union européenne et le paquet de réformes favorisant l'ouverture démocratique ainsi que la légitimation de la liberté d'expression en Turquie.

Selon Özdem Sanberk, directeur d'USAK et membre du Comité d'administration de divers *think tanks* comme BILGESAM, GIF et GPOT, la Turquie est restée en retard en matière de liberté d'expression puisqu'elle s'est refermée sur elle-même pendant la période allant de l'après-guerre à la chute du mur Berlin. La Turquie n'a pas pu évoluer, intégrer les règles de fonctionnement étatique établies par le monde moderne. C'est ainsi que les carences en matière de la liberté d'expression ont duré jusqu'aux années 1980. Les écrivains, les poètes, les artistes, les politiciens ont été influencés par ce régime anti-démocratique dans un sens très négatif contrairement à leurs contemporains du monde transatlantique et européen. Sanberk estime que l'ouverture démocratique en Turquie dans les années 1990 est la conséquence de l'ouverture économique des années 1980, qui a contribué à la liberté d'expression avec le permis du maintien accordé au secteur privé pour l'importation et l'exportation.

Can Paker explique cette ouverture démocratique du début des années 1990 par la théorie du phénomène de l'émergence qui est en harmonie avec celle de Karl Popper, le philosophe de la théorie de la « société ouverte ». Paker explique les causes et les caractéristiques de l'émergence d'une nouvelle fonctionnalité des *think tanks* comme TESEV en décrivant l'interaction structurelle entre des facteurs tels que l'histoire de la Turquie avec ses deux coups d'Etat et le processus de candidature à l'Union européenne, la démocratisation, les luttes de classe avec l'émergence d'une nouvelle classe moyenne, la mondialisation, l'individualisation et la vision des personnes qui travaillent pour ces *think tanks* et les relations complexes entre eux., etc. Selon Paker, tout cela a contribué à la création d'une nouvelle ère politique libérale

Selon Sedat Laçiner, l'ancien directeur et le nouveau coordinateur général d'USAK, la structure économique engendre la démocratisation en Turquie, c'est-à-dire que c'est l'économie qui a impulsé et influencé le processus de démocratisation. L'arrivée au pouvoir de Menderes en 1950 avec le passage au multipartisme a été suivie par les progrès observés dans le secteur privé. Le même constat est valable pour les gouvernements Demirel (dans les années 1960 et 1970) et puis Özal (dans les années 1980) à une époque où la Turquie essayait de se faire intégrer par le marché économique, ce qui a amené un changement démocratique en politique. La Turquie ayant accepté et signé tous les traités de commerce international, les normes internationales imposent un standard politique plus démocratique. L'éventuelle adhésion à l'Union européenne et le suivi du respect des critères de Copenhague par la Commission ont mené parallèlement la Turquie vers une politique pluraliste. Selon Laçiner, l'Union européenne est plus que le moteur principal de l'évolution du pays en matière des droits de l'homme ou de la démocratisation : l'UE est aujourd'hui un vecteur de dynamisme par les efforts qu'il fournit au niveau local.

Les problèmes ciblés par les *think tanks* au sujet de la Turquie sont souvent les mêmes : la question kurde, la relation entre l'armée et l'Etat, la question arménienne et les droits des citoyens ou des minorités. Le système de tutelle militaire est un sujet qui toujours tenu à l'ordre du jour aussi bien par les camps de gauche que de droite, ce qui nourrit le débat autour de l'armée qui reste encore l'institution la plus fiable aux yeux de l'opinion publique.

Selon Sedat Laçiner, le premier obstacle au processus de démocratisation est la redéfinition des relations entre l'armée et les civils. Le coup d'Etat du 27 mai 1960

a dépassé son cadre purement militaire en instituant une constitution et en créant des institutions telles que la Cour constitutionnelle, tout en apportant une vision militariste de la politique et en réformant l'économie. Par conséquent, pour Laçiner, il s'agit de l'établissement d'un « Etat dans l'Etat » baptisé « Etat profond » depuis les années 1990. En 1980, un nouveau coup d'Etat a eu lieu et s'en sont suivies de nouvelles lois et une nouvelle Constitution qui est entrée en vigueur en 1982. Laçiner, qui se définit comme nationaliste libéral, met en évidence le « système de tutelle militaire » qu'il considère comme le premier obstacle au processus de démocratisation en Turquie.

Özge Genç, experte du département de démocratisation de TESEV, met lui aussi l'accent sur ce problème des relations entre l'Etat et l'armée, et l'intervention des militaires dans la vie politique turque, en ajoutant le problème de l'intervention de l'autorité judiciaire dans le processus démocratisation. Elle définit les causes de l'intervention de ces deux institutions comme un manque de démocratie structurelle. Özge Genç explique que la gouvernance politique de la Turquie est composée des acteurs élus et non élus. Selon elle, dans une démocratie idéale, les citoyens élisent leurs gouvernants, et ces élus font des lois selon la volonté du peuple. Le rôle du pouvoir judiciaire est de vérifier et de consolider ce processus. Lorsque ce processus tourne à l'inverse, la situation s'aggrave et le régime s'éloigne de la démocratie. Le pouvoir judiciaire et les institutions bureaucratiques interviennent l'administration des pouvoirs exécutifs ou législatifs. Dans ce cas, les institutions administratives influence le législateur pour promouvoir des lois en faveur de l'autorité judiciaire, et pour cette raison, le peuple reste en marge de ce cycle du régime. On retrouve dans ces institutions administratives l'armée, le YÖK (Yüksek Öğretim Kurumu : l'Etablissement de l'Enseignement Supérieur) et la RTÜK (Radyo Televizyon Üst Kurumu : la Haute Institution de Radio et de Télévision). Ce sont des institutions non élues mais nommées. Le pouvoir judiciaire et l'armée constituent alors le plus grand obstacle à la démocratisation.

Sedat Laçiner s'intéresse également aux interventions des institutions bureaucratiques dans la vie civile. Mais contrairement à Özge Genç de TESEV, il relie ces interventions de la bureaucratie au problème de sécurité : les militaires, la police, l'Organisation nationale des Renseignements (*Milli İstihbarat Teşkilatı*) établissent un autre Etat – autonome – qui surveille mais qui échappe à tout contrôle civil. Selon Sedat Laçiner, tant que cette surveillance des militaires sur le régime

n'aura pas cessée, les élections seront toujours insignifiantes. Les institutions civiles telles que les médias, les tribunaux ne peuvent jouer correctement leur rôle dans une telle structure.

Özge Genç de TESEV mentionne aussi les problèmes de l'exécutif tels que la structure des partis politiques, du parlement, le seuil à atteindre pour être élu encore l'inégalité de fait devant la citoyenneté comme des obstacles de la démocratie. Elle explique que dans l'opinion publique façonnée par les médias et les organisations de la société civile, certains personnes sont des citoyens acceptables, certaines ne le sont pas comme les kurdes ou les minorités : tout au long de l'histoire, la participation « inacceptable » de ces gens à l'espace publique a fait l'objet de restrictions.

### **2.3.2. La perception du rôle de l'AKP dans le processus de démocratisation**

Dès son accession au pouvoir au début des années 2000, AKP a eu un discours et des politiques de démocratisation. Il a consolidé sa posture par sa fidélité au processus d'harmonisation européenne et ses réformes de 2002 et 2004. Depuis 2009, AKP a cherché à trouver une solution pour le problème kurde. Depuis, ses tentatives ont échoué à cause des politiques populistes et électoralistes qui se sont transformées en une « ouverture démocratique » plutôt que de se focaliser sur problème. Il s'agit donc d'un discours creux, d'un discours d'évitement qui craignait la réaction de l'opinion. Suite aux entretiens que nous avons réalisés, nous avons remarqué que les acteurs des think tank avait joué un rôle important dans le revirement des politiques gouvernementales.

Sedat Laçiner d'USAK et Özge Genç de TESEV sont tous les deux d'accord sur le rôle joué l'AKP dans le processus de démocratisation. Sedat Laçiner pense qu'en 1999, après le séisme et la crise économique, la Turquie était dans une situation déplorable. Toutes les politiques lancées par les gouvernements de coalition de quelque parti politique que ce soit avaient échoué. Dans ce contexte, il n'existait pas d'autre alternative que l'AKP puisque le MHP n'avait pas de programme économique et que le CHP restait enfermé dans sa tradition jacobine. Le parti kémaliste avait certes été éminemment réformiste au moment de l'installation de l'Etat-nation, mais qu'après avoir mené ces réformes il était devenu le protecteur du statu quo qui craignait de voir remettre en cause ce qu'il avait créé. L'AKP est venu combler ce vide politique pour devenir un acteur de ce processus de changement.

La grande différence de l'AKP selon Özge Genç de TESEV est que ce parti prend ses racines d'une autre tradition que l'histoire républicaine qui a toujours empêché la participation des islamistes à l'espace public. Özge Genç pense que la question de la démocratisation pour ce parti correspond celle qui se pose pour les libéraux. Elle met en évidence l'hétérogénéité de l'AKP, composé de conservateurs nationalistes, de libéraux, de féministes, de personnes de gauche, de kurdes, qui sont tous rassemblés sous un seul toit. Pendant le processus d'adhésion à l'Union européenne, la mondialisation et l'émergence d'une nouvelle classe moyenne, l'AKP est à l'écoute de différents groupes d'intérêts et même s'il n'applique pas à la lettre ce qu'ils disent, ces derniers lui fournissent une capacité non négligeable professionnelle. En revanche, ce parti reste étatiste, ce qui le retient dans son élan vers plus de démocratie.

Le colloque intitulé « Expérience de la démocratie en Turquie du 14 mai au 27 mai », réalisé à SETA le 27 Mai 2010, a été marqué par l'intervention de Hatem Ete, coordinateur de la politique interne à SETA, qui a analysé le changement démocratique en Turquie. Hatem Ete insiste sur le fait que le régime d'aujourd'hui n'est pas celui qui a été installé par les républicains en 1923. Avec le coup d'Etat du 27 mai et ensuite la Constitution de 1961, un régime sous surveillance s'est mis en place. Grâce aux transformations sociales réussies dans les domaines de l'Etat, de la religion et de la politique par le Parti Démocrate dans les années 1950-1960, la Turquie a connu une période de prospérité sociale. Par contre, le régime de tutelle mis en place déjà par la Constitution de 1961 a laissé ses traces sur les partis politiques de centre-droit qui ont profité de ce système et l'ont consolidé. Mais ce système a échoué face à la montée d'une nouvelle classe moyenne dans les années 1990, qui ont exigé la reconnaissance des nouvelles identités politiques et sociales. Le gouvernement de l'AKP cherche à institutionnaliser cette nouvelle tendance politique afin d'apporter des réponses aux exigences qu'elle formule. Selon Hatem Ete, la Turquie est au seuil d'un nouveau paradigme de transition.

Le discours de démocratisation de SETA, est quasiment le même que celui du gouvernement AKP. La plupart des articles récents<sup>185</sup> publiés par le programme de démocratisation de SETA, n'analysent que le programme d'ouverture démocratique de l'AKP, c'est-à-dire les politiques de support à l'action publique sur la question kurde. La discussion sur le système de tutelle militaire prend aussi sa place entre les

---

<sup>185</sup> Dans les vingt derniers articles, seulement deux n'interrogent pas la question kurde et la politique de l'AKP sur l'ouverture démocratique.



sujets traités par SETA, mais c'est une place limitée quand on la compare avec les recherches réalisées sur le programme d'ouverture démocratique du gouvernement. Nous allons traiter la vision de démocratisation de SETA plus loin, puisque nous envisageons d'analyser l'enrôlement des savoirs autour de la question kurde et à travers les différentes propositions des *think tanks* sur ce sujet.

L'analyse de ces trois *think tanks* et de leur discours sur le processus de démocratisation dans ces dernières années nous invite à nous interroger sur leur objectivité, puisque l'image qu'ils donnent du processus est très positive et manque de scepticisme. Ceci peut s'expliquer par le fait que ce même processus de démocratisation en Turquie ait créé ses propres acteurs dont les *think tanks*, et que ces derniers sont d'accord sur la forme de ce processus, même s'ils ne le sont pas tout à fait sur le fond. Les *think tanks* y trouvent également leur raison d'être et cette situation pourrait expliquer le manque de questionnement et d'opposition face aux problèmes principaux de la démocratie turque de ces dernières années, à savoir le manque d'alternance au gouvernement et la faiblesse de l'opposition face au gouvernement AKP. Est-ce que les deux *think tanks* SETA et USAK se sont attachés à l'Etat parce qu'il reste une source de financement importante ou du fait de la forte présence d'une mentalité étatiste chez leurs membres ?<sup>186</sup> Cette question mérite une réflexion.

### **2.3.3. La question kurde : Un terrain pour « l'enrôlement des savoirs »**

Pendant les années 1990, le discours de « démocratisation » a été réintégré par les chercheurs américains tels que Huntington avec sa théorie de troisième vague de démocratisation et puis Lijpart, Linz et Stepan comme nous avons démontré dans notre premier chapitre. Dans cette partie, nous allons essayer de mettre en évidence l'émergence de la production scientifique sur *les kurdes* et *la question kurde* et l'implantation de cette réflexion dans le discours de démocratisation en Turquie.

Pour donner une brève généalogie des études kurdes, nous devons nous plonger dans les premières monographies publiées sur ce sujet. Les études sur les

---

<sup>186</sup> Nous n'avons pas cité le nom de TESEV, même si ses rapports cheminent le plus souvent vers les dirigeants de l'AKP. Il existe une forte littérature critique à l'égard de l'Etat et du gouvernement chez TESEV, surtout en ce qui concerne ces programmes dits d'ouverture et TESEV a un côté militant pour la définition des politiques publiques. Nous pouvons soutenir notre argument par plusieurs exemples tels que leur rapport sur le plan Annan, leur perspective sur la question kurde et la question arménienne, autant de domaines où TESEV a pris partie contre les politiques du gouvernement au début. Cette opposition a dû avoir un effet considérable sur celles-ci car aujourd'hui, le gouvernement n'est pas très loin des politiques proposées par TESEV.

kurdes ont été étayées tout d'abord par deux diplomates russes Basile Nikitine et Alexandra Jaba avant la I<sup>ère</sup> Guerre mondiale. La première monographie publiée en France et intitulé « *Les Kurdes : Etudes sociologique et historique* » a été écrit par Nikitine. La publication des travaux sur ce sujet en Occident à cette même époque a été accélérée par le processus de construction de l'identité nationale kurde, ce qui a eu un effet de légitimation des exigences politiques des kurdes et la formulation de la « question kurde »<sup>187</sup>.

L'établissement au plan international des kurdes a été réalisé non seulement par les révoltes de Mesud Barzani en Iraq en 1961 et en 1975, des attentats de guérillas en Iran et en Turquie de 1970 à 1990 et la guerre entre l'Iran et l'Iraq, mais aussi par l'augmentation de la population de la diaspora kurde en Europe. La question kurde a été formulée tout d'abord par les kurdes installés ou réfugiés en Europe<sup>188</sup>. La première annotation de cette question apparaît dans le livre de Celadet Bedirxhanen daté de 1930. Trente ans après, le livre de Kamuran Bedirxhan définissait la question kurde ainsi : « C'est la lutte de libération que le peuple kurde mène depuis un siècle. C'est l'impulsion le plus naturel et instinctive de ce peuple qui veut rester kurde et parler librement sa propre langue et préserver son patrimoine national. » Ismet Şerif Vanly, lui, définira la même question comme une question de libération nationale dans sa thèse de doctorat publiée en français en 1970. Dans ces travaux académiques, il s'agit d'une classification de cette question selon une logique d'Etats oppressifs face aux kurdes opprimés. Les sources académiques sur les kurdes et la question kurde en langue française sont plus nombreuses que les autres puisque Kamuran Bedirxhan, figure académique et politique importante, était membre du Parti démocratique de Kurdistan (PDK) et titulaire entre 1948-1970 de la Chaire de la langue kurde à l'Ecole nationale des langues orientales vivantes de Paris qui est devenu plus tard l'Institut national des Langues et Civilisations Orientales (INALCO). Les chercheurs tels que Joyce Blau, Jean-Pierre Viennot, Gérard Chailand ont tous travaillé sur les kurdes et la question kurde. Par conséquent, les nationalistes kurdes qui ont travaillé et enseigné en Europe ont joué un rôle important dans la diffusion du savoir scientifique sur les kurdes et ont reformulé la question kurde pour une audience universitaire essentiellement européenne. Autrement dit, la question kurde est un discours produit par des groupes d'chercheurs ou

---

<sup>187</sup> Clémence Scalbert-Yücel, Marie Le Roy, « Knowledge, ideology and power. Deconstructing Kurdish Studies », *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue n° 5, 2006, p. 3.

<sup>188</sup> *Ibid.*

d'intellectuels européens, plutôt que la diaspora kurde, pour influencer une audience européenne.

La formulation de la question kurde en Turquie et à l'Occident a une fragmentation assez visible : les travaux occidentaux soulignent et formulent la question kurde en tant que question nationale tandis que les travaux publiés en Turquie la mettent en évidence plutôt comme une question économique lié au sous-développement de la région qu'une question d'identité nationale. Ce n'est que très récemment que la question kurde a commencé à être discutée comme un problème d'identité. Cette perspective officielle adoptée par la Turquie trouve ses racines dans l'histoire. Mesut Yeğen indique que le discours du déni de l'existence des kurdes à l'Etat turque a duré de la moitié des années 1920 jusqu'à la fin des années 1980. Plusieurs travaux de l'histoire et de la langue dits scientifiques des années 1930 comme *Türk Tarih Tezi* (Thèse d'histoire turque) qui maintient un discours incluant l'idée selon laquelle les kurdes sont des turcs, ont laissé leur trace jusqu'à la fin des années 1990. L'établissement d'un discours nationaliste turc après le coup d'Etat 1980 où les partis politiques de gauche ont été éliminés de la sphère politique, a engendré une production de savoir scientifique nationaliste appelé *les intellectuels missionnés*<sup>189</sup> par l'Etat qui a duré jusqu'aux années 1990.

Au début des années 2000, la question kurde est devenue un sujet attractif et très étudié par des intellectuels indépendants, différents groupes d'intérêts et organisations de société civile ainsi que par les *think tanks*<sup>190</sup> afin de former un pont entre les recherches académiques et le processus politique, puisque la question kurde est la première entrave de la Turquie devant le processus de démocratisation et aussi un obstacle devant l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Sous le gouvernement AKP, la Turquie a commencé à discuter ouvertement la « question kurde » que les gouvernements précédents avait toujours renoncé à reconnaître comme telle. La question kurde nous fournit un exemple hautement

---

<sup>189</sup> Yüksel Taşkın a utilisé dans son thèse de doctorat *le nationalisme scientifique* pour définir le militantisme idéologique de l'Etat qui a duré jusqu'aux années 1990 afin de consolider la puissance du régime. Yüksel Taşkın, **Intellectual and the State in Turkey: The Case of Nationalist Conservatism During and After the Cold War**, PhD Thesis, Boğaziçi University, 2001. Yüksel Taşkın, **Milliyetçi Muhafazakar Entelijensiya**, İletişim Yayınları, 2007.

<sup>190</sup> Dans les dernières années, nous témoignons à une forte augmentation du nombre des livres, des rapports et des recherches universitaires sur cette question. Ils sont souvent publiés par des chercheurs, mais aussi par des journalistes qui prennent position politique du côté des turcs ou des kurdes. Certains de ces travaux trouvent un grand écho dans la presse. Nous pouvons donner comme exemple le livre de Hasan Cemal intitulé **Kürtler** (Les Kurdes) publié par les éditions Doğan en 2007 ainsi que celui de Mesut Yeğen, **Devlet Söyleminde Kürt Sorunu** (La question kurde dans le discours de l'Etat) publié par les éditions İletişim en janvier 2009.

significatif pour comprendre la façon dont ces problèmes délicats sont abordés par le gouvernement AKP. L'AKP a choisi d'aborder cette question très délicate dans un programme qu'il a baptisé « ouverture démocratique ». En janvier de 2010, il a publié un pamphlet d'une centaine de pages intitulé *Projet d'unité nationale et de fraternité : processus d'ouverture démocratique avec les Questions et les réponses*<sup>191</sup>. Dans ce pamphlet par lequel l'AKP cherche des solutions pour atténuer le conflit entre les kurdes et les turcs, se trouvent des questions que pourraient se poser les citoyens turcs comme : « l'ouverture démocratique causera-t-elle un éclatement territorial du pays ? », auxquelles l'AKP essaie d'apporter des réponses rassurantes. Le style adopté dans ce pamphlet reflète bien le discours de l'AKP sur la démocratisation puisque l'ouverture démocratique inclut seulement la question kurde et le discours de « solidarité et fraternité » veut dire implicitement « la solidarité et la fraternité dans l'*islam* (musulman sunnite) entre les communautés turques et kurdes ». Dans la presse, ce discours a été présenté tout d'abord sous le titre d'« ouverture kurde » et ensuite « ouverture démocratique ». Nous pouvons considérer ce changement de titre comme une réponse aux réactions d'une partie de l'opinion publique. Le gouvernement AKP n'a pas pu continuer sur son positionnement politique, et dernièrement, en publiant le pamphlet de janvier 2010, a finalement opté pour une solution qui insiste sur le caractère unitaire de l'Etat turc, mais propose un projet d'unité nationale autour de l'idée de fraternité. Dans leur article intitulé « Solidarity Among Strangers : A Problem of Coexistence in Turkey », Ayşen Candaş et Ayşe Buğra parlent de l'émergence d'un modèle de solidarité islamique considéré comme la seule option viable pour une solution pacifique acceptable (*peaceful solution*) par les milieux conservateurs. En situant le problème dans le contexte d'islamisation de la société relancée en Turquie, Candaş et Buğra affirment que le gouvernement tente de faire de l'identité religieuse un élément de plus en plus déterminant dans les relations sociales comme les liens de parenté et de créer une alternative à la solidarité moderne. L'alternative de solidarité en question introduit une identité islamique commune pour unir les deux côtés derrière la division ethnique. Candaş et Buğra mentionnent une prise de position explicite en faveur de cette perspective sur la question kurde, publiée dans un rapport préparé par la

---

<sup>191</sup> **Milli Birlik ve Kardeşlik Projesi : Soruları ve Cevaplarıyla Demokratik Açılım Süreci**, AK Parti Tanıtım ve Medya Başkanlığı, janvier 2010.

Fondation des Organisations de Société civile<sup>192</sup>, une institution réunissant en son sein un grand nombre d'ONG conservatrices. A travers cette prise de position, nous voyons bien que le projet de solidarité autour de l'islam sunnite est favorisé par la participation active des initiatives volontaires et des *think tanks* conservateurs, notamment ceux inspirés par l'initiative Gülen ainsi que les organisations professionnelles et les associations de bienfaisance proches de l'AKP et des médias qui sont directement ou indirectement financées par les organisations confessionnelles. Ces organisations et d'autres ONG à caractère islamique réalisent plusieurs activités dans les régions dont la population est majoritairement kurde, notamment grâce à des campagnes massives de charité islamique, et visent à compenser ainsi le manque des mécanismes de politique sociale émanant de l'Etat. Les résultats des élections de juin 2007 où une augmentation considérable des votes de l'AKP a été observée dans la région confirment, pour Candaş et Buğra, que l'électorat de l'Est et du Sud-Est de la Turquie a favorablement répondu aux activités des organisations de charité. Candaş et Buğra critiquent ce modèle de solidarité en avançant qu'avec un tel modèle, il serait impossible de former un cadre de participation citoyenne basée sur le statut d'égalité, non seulement dans la région kurde mais aussi dans le pays entier. Selon ce point de vue, ce modèle risque d'exclure de plus en plus les minorités non-sunnites, les citoyens non croyants ou tous ceux qui se sentent menacés par la prédominance de la religion sunnite orthodoxe dans la vie sociale<sup>193</sup>.

La participation des acteurs kurdes au processus est un autre point délicat où l'approche du gouvernement est largement critiquée. La dissolution du parti kurde DTP (Parti de la Société démocratique, immédiatement remplacé par le BDP, Parti de la Paix et de la Démocratie) par la Cour constitutionnelle le 11 décembre 2009 et la mise en garde-à-vue de certains membres du BDP ainsi qu'une partie des maires kurdes pour être interrogés dans le cadre d'une grande opération contre les organisations militantes urbaines alliées avec PKK<sup>194</sup> furent les événements marquants du processus pour la partie kurde. Les limites du discours de démocratisation de l'AKP basé sur l'union de fraternité sunnite ont été révélées

---

<sup>192</sup> Le rapport kurde de « Türkiye Gönüllü Teşekkülleri Vakfı » paru en 2007 : <http://www.tgtv.org/web/guest/reklam2>

<sup>193</sup> Aysen Candaş, Ayse Buğra, « Solidarity Among Strangers : A Problem of Coexistence in Turkey », *Constellations*, Vol. 17, n° 2, 2010, p. 293-310.

<sup>194</sup> Ibid.

pendant le procès de dissolution du DTP<sup>195</sup> et les arrestations, puisque ni l'arrêt de la Cour constitutionnelle ni les arrestations n'ont suscité une protestation de la part des médias proche du gouvernement et les opérations similaires ont continué pendant le mois de février 2010. Or, lorsque le procureur général de la Cour de Cassation, Abdurrahman Yalçinkaya, avait engagé une procédure contre l'AKP pour obtenir sa dissolution et l'interdiction de ses principaux leaders le 14 mars 2008, une forte réaction avait été observée dans les médias proche du gouvernement qui soulignaient à l'unisson qu'il s'agissait d'un acte anti-démocratique et lançaient ainsi le débat critique sur la dissolution des partis politiques dans un régime démocratique. Pendant la dissolution du DTP, l'AKP n'a pas continué à soutenir cette idée dans le sens d'une démocratisation du régime.

Un deuxième obstacle devant l'ouverture démocratique de l'AKP est l'augmentation de la puissance et de l'autorité des fondations de charité à caractère islamique dans la région. Candaş et Buğra soutiennent cet argument en donnant l'exemple de la campagne menée par le quotidien *Zaman* financé par le mouvement Gülen<sup>196</sup> contre l'association ÇYDD d'orientation kémaliste (Association pour la Protection de la Vie séculière). Rappelons les faits : ÇYDD était très active dans le domaine de la scolarisation des filles dans la région kurde<sup>197</sup>. Ses membres furent arrêtés par la police pour avoir fourni un support au PKK. La même accusation avait été faite par le quotidien *Zaman* dans la campagne qu'il menait contre ÇYDD. Les deux auteurs considèrent les actes d'arrestation et d'investigation visant les organisations laïques qui mènent des activités contre les intérêts du gouvernement comme un effort de monopolisation de la société civile dans la région. Selon cet argument, le camp conservateur tenterait d'augmenter son poids dans la région en redistribuant la richesse aux pauvres par le biais des organisations religieuses de charité. Cette attitude que l'on pourrait qualifier d'anti-démocratique est un bon exemple de l'autoritarisme dont témoigne le gouvernement AKP et un vrai obstacle devant l'ouverture démocratique *kurde*.

<sup>195</sup> Le Président de la Cour Constitutionnelle Haşim Kılıç est une figure très proche du gouvernement.

<sup>196</sup> *Zaman* est un quotidien très proche des milieux islamistes et surtout le mouvement Gülen.

<sup>197</sup> Voir les commentaires d'Ahmet Insel dans le quotidien *Radikal* : <http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalEklerDetay&ArticleID=932026> et le dépêche publié dans le quotidien *Zaman* le 18 avril 2009 : « La liste des étudiants boursiers de la ÇYDD et qui sont les adhérents de PKK » . <<http://www.zaman.com.tr/haber.do?haberno=838823>>

Essayons maintenant de positionner les trois *think tanks* TESEV, SETA et USAK par rapport à cette question à partir de leur production intellectuelle sur ce sujet.

TESEV travaille sur la question kurde depuis 2004. Le *think tank* examine la question du point de vue des droits de l'homme et de l'égalité des citoyens. Il se concentre sur trois principaux aspects de la question, à savoir « le déplacement interne et la migration forcée », « le développement économique et social » et « les propositions politiques pour une solution politique ». TESEV a apporté une nouvelle perspective à la question kurde par son travail sur les « migrations forcées ». A ce jour, il existe six rapports publiés par TESEV sur cette question.<sup>198</sup>

Selon TESEV, la « guerre » qui se déroule dans la région kurde depuis de longues années a contraint plusieurs habitants des départements de l'Est et du Sud-Est à immigrer vers d'autres régions de la Turquie. Les villages ont été évacués et brûlés, les paysans qui faisaient l'élevage ont dû abandonner leurs terres. La question kurde a alors cessé d'être une question particulière aux régions de l'Est et du Sud-Est pour devenir une question au niveau national. Toutes les inégalités sur la question kurde ont été engendré, selon TESEV, par ce déplacement obligatoire, autrement dit la migration forcée de cette population. TESEV a toujours soutenue l'idée d'une loi de compensation des pertes des immigrés forcés. En discutant avec la population et les associations locales, il a essayé de créer une conscience sur ce sujet. Il a aussi porté le débat sur les plate-formes internationales sous le rubrique « *internally displaced people* ».

En décembre 2008, TESEV a publié un rapport intitulé « *Feuille de route pour une solution à la question kurde : propositions de la région pour le gouvernement* » afin développer une solution démocratique à la question kurde. Le rapport a été la première étude axée sur les opinions des représentants des Kurdes. Les propositions concrètes de réforme juridique et politique mis en avant dans le rapport ont généré un débat éclairé. Ensuite, TESEV a publié un second rapport intitulé « *Autour des solutions de la question kurde : recommandations légales et constitutionnelles* » en septembre 2010, en visant de mettre en action les

---

<sup>198</sup> Le « projet d'installation et de réintégration sociale à travers les droits de citoyenneté après les déplacements forcés effectués à l'intérieur des frontières du pays » en 2004 ; « Le problème de déplacement interne en Turquie : propositions et solutions » en 2005 ; « Les primautés sociales et économiques à l'Est et au Sud-Est anatolien » en 2006 ; « Une feuille de route pour une solution à la question kurde : propositions de la région pour le gouvernement » en 2008 ; « Plan d'action de Van » en 2009 ; « Propositions constitutionnelles pour la solution de la question kurde » en 2010.

membres du gouvernement et les partis d'opposition à partir des résultats du premier rapport. Dans ce second rapport, il définissait les amendements constitutionnels à adopter et les lois à faire passer pour mettre concrètement en œuvre cette feuille de route afin de résoudre profondément la question kurde. Les deux rapports ont été accueillis favorablement par le gouvernement et les Kurdes, ce qui est un exemple rare en Turquie. Citons une partie du premier rapport afin de donner une idée plus concrète du discours de TESEV sur la question kurde :

La question kurde n'est pas seulement une question de terrorisme ; c'est une question qui a des dimensions ethnique, culturelle, législative, sociale, économique et psychologique. La question kurde existait avant le PKK (*Parti des travailleurs du Kurdistan*), et les problèmes et exigences des kurdes vont continuer d'exister même si le PKK est un jour éliminé. La région et les kurdes en particulier, et toute la société en général, ont donné de grandes pertes au niveau économique et psychologique pendant la période des conflits armés. Pendant les périodes d'interruption de la violence, le manque d'engagement de l'Etat à une politique afin d'établir une paix permanente dans la région a conduit à la perte d'occasions importantes dans la voie d'une solution et a semé la méfiance chez les Kurdes envers l'Etat. Cette question qui était considéré jusqu'à présent comme un problème politique entre les Kurdes et l'Etat, engendre un énorme risque de se transformer rapidement en un conflit turco-kurde. [...] Les principaux problèmes politiques en Turquie sont généralement traités d'un point de vue « sécuritaire » qui entraîne inévitablement une conceptualisation militariste. Dans ce cadre, la question kurde a été considérée comme un problème de sécurité causé par des ennemis intérieurs et un problème de « terrorisme » tout au long des vingt-cinq dernières années. Toutefois, dans cette région il existe un peuple, à savoir les Kurdes qui ont des identités ethniques, des langues et des cultures différentes, avec un certain nombre de droits, mais aussi, au moins quelques problèmes qui ont gagné de différentes dimensions avec la fondation de la République<sup>199</sup>.

Le discours sur la question kurde de TESEV a un point de vue qui critique les politiques publiques mises en œuvre jusqu'à nos jours sous cette perspective « sécuritaire » qui considère la question kurde comme un problème de terrorisme. TESEV cherche à changer cette perception sécuritaire et à faire intégrer son discours sur l'immigration forcée à travers les droits de l'Homme et l'égalité des citoyens par le discours officiel de l'Etat. TESEV perçoit la réaction du gouvernement, des médias, des organisations de société civile, des partis politiques kurdes et des ONG comme une réponse positive. Cette réponse démontre que le problème est effectivement solvable, à condition qu'il y ait une volonté politique suffisante, le courage et la sincérité de la part du gouvernement. En 2009, TESEV a orienté ses efforts vers les travaux qui visent à sensibiliser l'opinion publique pour obtenir un soutien public pour l'adoption des réformes présentées dans son rapport de 2008 en

---

<sup>199</sup> Dilek Kurban, Serkan Yolaçan, **Une feuille de route pour une solution à la question kurde : propositions de la région pour le gouvernement**, TESEV, décembre 2008, p. 5 et 13.



informant l'opinion publique turque par le biais des médias sur les causes profondes de la question et les exigences des Kurdes<sup>200</sup>.

USAK examine la question kurde en mettant l'accent sur « le terrorisme du PKK et les politiques de sécurité ». Puisque le point fort d'USAK est ses recherches dans le domaine de la politique internationale de la Turquie, pour montrer la vision d'USAK sur la question kurde, nous allons utiliser un article rédigé par Ihsan Bal, coordinateur des politiques de sécurité d'USAK, le 30 septembre en 2010. En prenant en considération les derniers développements sur la question kurde et le terrorisme du PKK, Ihsan Bal souligne la nécessité d'une approche multidimensionnelle de la lutte contre le terrorisme. Bal indique que le moyen le plus efficace pour détruire les organisations terroristes, est d'utiliser ensemble « la diplomatie, la politique de renseignement et de sécurité ». Il précise que la lutte contre le terrorisme en Turquie s'est transformée d'un caractère essentiellement militaire en une politique de diplomatie. Selon lui, la politique de diplomatie et les efforts militaires pour faire face au problème du PKK ne peuvent pas être vus comme interchangeables, plutôt comme complémentaires dans ce processus. Bal affirme que la Turquie a beaucoup appris de ses propres erreurs et a commencé à s'interroger sur les crimes non résolus de son passé. Il souligne que le discours du terrorisme ne peut plus être utilisé comme un instrument légitime en Turquie. D'après lui, c'est le «terrorisme» tout comme le discours officiel violent et destructeur qui devraient être abolis à la place de la chasse aux terroristes ou partisans du PKK dans le pays. Bal souligne que les demandes des Kurdes doivent être prises en considération sérieusement dans le processus de démocratisation. Selon lui, toute tentative visant à restreindre les droits et libertés des Kurdes et de supprimer leur volonté ne doit pas être tolérée. L'auteur ajoute que les Kurdes ont également commencé à critiquer sérieusement les activités du PKK. Il souligne l'importance des organisations de société civile dans la région et les médias qui expriment les revendications kurdes. Selon lui, depuis que le PKK manipule les besoins et les problèmes de la région, il est urgent que les autorités accordent leur attention à ces nouveaux acteurs qui reflètent les exigences réelles du peuple kurde. Toutefois, il avertit que l'accord

---

<sup>200</sup> Nous pouvons citer quelques exemples d'exigences kurdes décrites dans le rapport de TESEV. Le premier enjeu est le désarmement du PKK, le dialogue avec les partis kurdes et les organisations de société civile locales. Dans le domaine juridique, la modification de la loi fondamentale de l'éducation est demandée afin d'autoriser le choix de la langue kurde comme seconde langue ou langue optionnelle. Y figurent également la nomination des fonctionnaires qui connaissent la langue kurde aux tribunaux de la région et la prononciation des sermons religieux dans les mosquées à la fois en kurde et en turc, etc. < [www.tesev.org.tr](http://www.tesev.org.tr) >

de toute légitimité au terrorisme devrait être évité au cours de ce processus. Dernièrement, il affirme que les Kurdes ont voté en faveur de la démocratie dans le référendum constitutionnel avec l'espoir de vaincre la pauvreté et le chômage. En ce sens, les votes « oui » au référendum ont indiqué la confiance accrue du public au gouvernement actuel de l'AKP. Il ajoute que le gouvernement de l'AKP est désormais plus puissant pour prendre des initiatives au-delà des frontières du pays.<sup>201</sup>

Contrairement au discours de TESEV, le discours d'USAK met l'accent sur le terrorisme du PKK et critique les politiques publiques des gouvernements précédents ainsi que la vision des militaires. Il ne parle ni du droit de citoyenneté des kurdes de la région, ni de leurs identités ethniques et il généralise le sujet comme un enjeu lié au chômage et à la pauvreté en soulignant que la victoire d'AKP peut apporter une solution à la région. Il traite le sujet d'un point de vue sécuritaire.

Le discours de SETA sur la question kurde va en parallèle avec l'ouverture démocratique de l'AKP. Il publie des articles qui analysent pas par pas le programme d'ouverture démocratique, comme l'enquête d'opinion publiée sous le titre de « *La perception publique de la question kurde en Turquie* » qui a été réalisée entre les 7 et 15 août 2009, après l'annonce du programme d'ouverture démocratique afin de recueillir des données à grande échelle sur cette question. Pour cette enquête, un total de 10 577 répondants dans 601 zones urbaines et rurales ont été échantillonnés. Les sondeurs ont utilisé un questionnaire structuré et ont réalisé des interviews en face-à-face avec les répondants. L'enquête a été menée dans 12 régions de la Turquie : Istanbul, l'Ouest de Marmara, l'Égée, l'Est de Marmara, l'Anatolie de l'Ouest, la Méditerranée, l'Anatolie centrale, l'Ouest de la Mer noire, la Mer noire orientale, le Nord-Est de l'Anatolie, le Centre-Est de l'Anatolie et le Sud-Est anatolien. A l'issue de l'enquête, tous les questionnaires ont été retournés à Ankara, et les résultats ont été analysés avec un groupe composé de scientifiques sociologues, économistes, psychologues sociaux et des spécialistes des relations internationales qui avaient contribué à la conception et l'exécution des enquêtes.<sup>202</sup>

Dans l'analyse de SETA, il y a un chapitre basé sur la perception de la question par les enquêtés classés selon leur soutien aux partis politiques. Citons à titre d'exemple quelques questions posées à cette partie de l'enquête : « Que pensez-

---

<sup>201</sup> İhsan Bal, **PKK Terror and Role of Diplomacy**, USAK Center for Security Studies, le 30 septembre 2010.

<sup>202</sup> Bülent Aras, Ertan Aydın, Selin M. Bölme, İhsan Dağı, İbrahim Dalmiş, Yılmaz Ensaroğlu, Hatem Ete, Talip Küçükcan, Taha Özhan, Hüseyin Yayman, **Public Perception of Kurdish Question in Turkey**, SETA, 2009.

vous de la récente initiative du gouvernement pour le règlement de la question kurde ? Quelle est votre opinion sur l'approche de la cogénération à l'initiative du gouvernement kurde ? Quelle est votre opinion sur l'approche du MHP à l'initiative du gouvernement kurde ? Quelle est votre opinion sur l'approche du DTP kurde à l'initiative du gouvernement ? Quel est votre avis sur le lancement d'une chaîne publique en Kurde TRT-6 ? Le Premier ministre et les efforts du gouvernement pour régler la question kurde ont été critiqués comme séparatisme. Êtes-vous d'accord avec cette affirmation ? »

Nous constatons un aspect engagé dans le fait d'interroger les effets des dernières politiques suivies par le gouvernement d'AKP. Nous pouvons renforcer notre argument en analysant les résultats de cette enquête. Cela nous donnera plus d'information sur le discours de SETA sur la question kurde. Trois constatations sont énumérées avant l'exposé des résultats de l'enquête :

La première constatation importante est que la majorité de la société considère la question kurde comme l'enjeu politique le plus important en Turquie. En outre, la grande majorité des répondants confirme que les politiques mettant l'accent seulement sur la dimension sécuritaire du problème dans les vingt cinq dernières années ont échoué. À l'opposé de cela, la majorité des gens pense que la responsabilité est aux acteurs politiques tels que les partis politiques, le gouvernement et l'Assemblée nationale, et ils attendent que ces acteurs prennent des mesures pour le règlement de la question kurde. Dans ce contexte, les résultats montrent qu'il existe un fort soutien public à l'*Initiative kurde* (programme d'ouverture démocratique) de l'AKP et la majorité de la société n'approuve pas la position du Parti républicain du Peuple (CHP) et du Parti du Mouvement nationaliste (MHP) à l'égard de l'*Initiative kurde*.

SETA met l'accent sur l'échec de la politique de sécurité des gouvernements précédents afin de légitimer l'*Ouverture démocratique* du gouvernement AKP. Dans les paragraphes qui suivent, il déclare qu'il existe un fort soutien public aux politiques du gouvernement et inversement, un manque de soutien à celles d'autres partis politiques, surtout l'attitude du CHP et du MHP qui ignorent la présence au Parlement du parti kurde BDP.

La deuxième conclusion importante de cette enquête est la présence d'une forte intégration entre les citoyens qui se définissent comme Kurdes et Turcs. De même, malgré toutes les souffrances et les tensions provoquées par la question kurde, aucune perception significative de l'hostilité n'est apparue chez le peuple. Ni les Turcs ni les Kurdes n'ont développé de sentiments hostiles les uns à l'égard des autres. En plus, la majorité des répondants a attribué la plus grande importance à la foi et aux valeurs communes en ce qui concerne le maintien d'une viabilité commune. Bien que ces résultats impliquent que l'idéal d'un avenir commun soit partagé par tous les segments dans le pays, il existe des différences visibles entre eux dans leur approche aux enjeux politiques entre les Turcs et les Kurdes.

Dans la deuxième conclusion de SETA, nous observons un discours qui réaffirme le phamplet publié par AKP « *Projet d'unité nationale et de fraternité* :

*processus d'ouverture démocratique* », puisque SETA souligne l'importance de la fraternité d'islam en décrivant « la grande importance accordée à la foi et aux valeurs communes ». Nous observons également que SETA ne perçoit pas cette enjeu comme un problème de politique identitaire comme TESEV, car il mentionne « les citoyens qui se dérivent des Kurdes et des Turcs ».

La troisième constatation importante de la recherche est sur les différences entre les politiques des Turcs et des Kurdes. Malgré le grand soutien à l'initiative de démocratisation de l'AKP, il y a une divergence politique entre les Kurdes et les Turcs qui se concrétise sur la croyance selon laquelle les Kurdes voudraient un Etat séparé. La majorité des citoyens qui s'identifie en tant que Turcs croient que les Kurdes veulent leur propre Etat indépendant, ce qui conduit à l'émergence d'un fort sentiment de peur que le pays soit divisé selon des lignes ethniques. En raison de cette crainte, il y a une résistance visible, en particulier chez les Turcs, sur la question de la reconnaissance constitutionnelle de l'identité kurde, la libéralisation des politiques sur la langue kurde et l'introduction d'une approche plus libérale dans la constitution qui prend en compte les objections formulées par les Kurdes. Toutefois, il convient de noter que les répondants semblent être plus indulgents à l'égard des droits culturels et les actions de démocratisation comme le lancement de TRT-6 pour la radiodiffusion en langue kurde. Contrairement à cela, les répondants kurdes ne voient pas la séparation comme but ultime de la demande politique kurde. Cette absence de convergence entre la perception sociale et politique de répondants turcs et kurdes implique une dangereuse possibilité de perturber l'unité et l'intégration sociales existantes. À cette fin, tous les acteurs responsables, y compris les politiciens, les leaders d'opinion et même des citoyens ordinaires, devraient se sensibiliser et se pencher sur la résolution des divergences émergées par les discours politiques, malgré les efforts en cours pour retrouver l'unité et l'intégration créées par la coexistence pendant des siècles. En outre, cette disparité affiche la nécessité immédiate de trouver une solution à la question kurde.<sup>203</sup>

Dans le discours de SETA sur la question kurde, nous observons d'abord un fort soutien à l'égard du programme d'ouverture démocratique du gouvernement AKP. La mise en évidence de l'intégration sociale des kurdes est conjugué ensemble avec l'idée d'unité nationale. Dans le texte, les mots PKK ou terrorisme ne sont pas mentionnés, ce qui le rend différent par rapport au discours d'USAK.

Nous pouvons en déduire que l'analyse de SETA sur la question kurde a une particularité qui est de compléter la politique du gouvernement AKP. Le militantisme scientifique qui fonde SETA se nourrit de cette relation particulière avec le pouvoir politique actuel, relation qu'il utilise en retour pour légitimer l'action du gouvernement sur la question kurde. De son côté, TESEV adopte une position plus radicale par rapport à l'idéologie officielle traditionnelle en donnant la parole aux kurdes de la région et en essayant de développer des solutions à travers leurs opinions. TESEV a un aspect plus militant puisqu'il essaie de diffuser les opinions et les solutions des kurdes dans le but d'influencer l'opinion publique et ainsi les

---

<sup>203</sup> **Ibid.**

décideurs. Quant à SETA, il essaie de créer un espace de légitimité pour la continuité de cette politique en s'alignant sur l'angle de vue du gouvernement présenté dans ses programmes d'ouverture démocratique ou d'initiative kurde.

La conclusion que nous pouvons tirer de cette brève étude du discours sur la question kurde des trois *think tanks*, est que ces derniers ont plus ou moins la même vision sur le processus de démocratisation à travers les sujets qui y sont liés. Ce sont surtout la manière dont ils traitent les sujets et leurs outils méthodologiques qui divergent. En adoptant les normes de l'ONU et de l'Union européenne, TESEV traite les sujets en donnant la parole à ceux qui sont l'objet du travail. SETA cherche à mesurer les effets des politiques du gouvernement AKP sur la société par le biais des enquêtes d'opinion. USAK qui a une sensibilité nationale, continue de suivre son discours de politique sécuritaire. Même si leurs approches et méthodes montrent des divergences, leurs discours nous invitent à observer les sujets sous différents angles qui reflètent les opinions de diverses communautés en Turquie. C'est certes la plus grande contribution des *think tanks* à cette ère de libre d'expression qui est engendré par et pendant le processus de démocratisation des dernières années.

## CONCLUSION

« La lutte politique est aussi l'appropriation des mots. [...] Je veux bien qu'il y ait une certaine usure du mot [la démocratie] là où il a été inventé, en Occident, mais si on pense à tout ce qui se passe en Asie, le mot a encore un sens. »<sup>204</sup>

Ce travail s'est donné pour objet l'étude du rôle joué par les *think tanks* dans le processus de démocratisation récent en Turquie par les méthodes de militantisme scientifique, de leur participation à la production des politiques sur les enjeux importants et de leur contribution directe et indirecte à la définition de l'agenda politique. A une époque où la démocratisation s'est transformée en un produit importable de l'Occident vers le reste du monde, les *think tanks* sont devenus en Turquie, comme ailleurs, les instruments privilégiés de diffusion d'un discours qui vise à forger la perception publique et les politiques étatiques dans la voie de cette démocratisation dont les normes se déterminent au niveau mondial.

Tout au long de ce travail, nous avons tenté à démontrer comment les trois *think tanks* turcs (TESEV, SETA et USAK) envisageaient d'influencer l'agenda politique et indirectement l'opinion publique, en matière des actions de démocratisation, et aussi, inversement, comment l'Etat gérait la libéralisation de ce nouveau marché de militantisme scientifique et utilisait le savoir produit afin de légitimer son discours de démocratisation. Notre choix des *think tanks* s'est effectué dans cette perspective et s'est orienté vers TESEV, USAK et SETA qui sont tous les trois dirigés par des personnalités publiques influentes, qui disposent d'une structure institutionnelle solide et de plus de cinq années d'existence, mais qui représentent des tendances politiques différentes.

<sup>204</sup> Jacques Rancière, **La démocratie dans quel état ?** La Fabrique de l'édition, Paris, 2009, p. 97.

Nous avons choisi un cheminement qui avançait de la théorie vers l'étude de cas. Cette méthode a été concrétisée sous forme de remise en question de la mise en œuvre de la rhétorique démocratique et de la théorisation de la démocratisation par les chercheurs américains de *troisième vague*. Il nous semble qu'il est important de rouvrir le débat sur les implications et les conséquences de ce mode de théorisation qui a été intégré dans de nombreux pays émergents au cours des années 1980, afin de voir les divers aspects de ce processus de démocratisation. Ce travail de synthèse critique nous a permis de déterminer les effets de ce courant d'exportation du discours de démocratisation qui ont aussi engendré en Turquie, parallèlement au reste du monde, d'abord une libéralisation l'économie suivie d'un discours de libéralisation politique sous forme de réformes de démocratisation pendant les quinze dernières années. Loin d'être le produit d'une volonté purement nationale, il ressort de notre travail que ces réformes ont été la conséquence des injonctions des organismes internationaux, des organisations de société civile ainsi que des *think tanks*, redéfinis dans notre étude comme les catalyseurs du processus de démocratisation.

Nous estimons que les *think tanks* qui proclament leur légitimité en passant par les méthodes du militantisme scientifique se trouvent, en tant qu'instrument d'influence de décideurs politiques et de l'opinion publique, au croisement d'un environnement *hybride* d'interactions multiples où ils entretiennent des relations dans les domaines économiques, politiques, sociales et les médias. L'émancipation des *think tanks* d'inspiration américaine en Turquie au cours des années 2000 en interaction avec le discours de démocratisation du gouvernement AKP et son application sous la forme de réformes constitutionnelles, n'a pas retardé la création d'une plateforme chargée d'accélérer le processus de démocratisation selon la vision de démocratie propre à chaque *think tank*. Il est important à noter que, pour l'ensemble des trois *think tanks* étudiés, la transversalité entre les experts des *think tanks* comme certains de leurs dirigeants qui s'affirment dans de multiples rôles dans la vie politique turque, leurs liens administratifs et personnels avec le gouvernement actuel AKP, de même qu'avec l'Etat, les organisations internationales et les médias jouent un rôle crucial en ce qui concerne leur pouvoir d'influence sur l'agenda politique officiel et sur l'opinion publique. La pluralité des modes de financement des *think tanks* par le grand capital bourgeois, les fondations internationales, la nouvelle classe émergente d'entrepreneurs locaux de tendance politique

conservatrice musulmane et nationaliste ou par les instances gouvernementales, semble établir au premier regard une plate-forme multi-niveaux. Quoiqu'en respectant le positionnement politique plus militant de TESEV, à l'instar de nos analyses sur le discours des trois *think tanks* sur la question kurde qui peut être considérée comme le papier tournesol du processus de démocratisation en Turquie, nous pouvons indiquer que le positionnement de SETA et USAK dans ce processus ne s'éloigne pas trop de celui du d'ouverture démocratique de l'AKP.

Le gouvernement AKP a apporté un nouvel élan à ce processus en profitant d'être le seul parti au pouvoir, ce qui crée un contexte propice pour entreprendre des réformes radicales dans tous les domaines, mais aussi de faire passer les lois de démocratisation sans que son action soit interrompue. Adeptes des politiques néolibérales, l'AKP a aussi utilisé ce discours par professionnalisme politique pour couvrir ses actions politiques dans le sens d'un autoritarisme qui nie ou néglige les politiques sociales telles que la justice sociale, la redistribution des richesses, l'extension des droits et des libertés individuelles.

Même si les *think tanks* étudiés jouent un rôle avant-gardiste avec leur discours de démocratisation, qu'ils soient contre ou pour le gouvernement AKP, leur agenda politique n'est pas diversifié pour autant et ils ne cherchent pas à trouver des solutions pour des questions cruciales du pays telles que la pauvreté, le chômage, le droit à la sécurité sociale. De même, ils ne cherchent pas non plus à accentuer les risques engendrés par une absence d'alternance au pouvoir monopolisé par l'AKP dans la voie d'instauration d'une démocratie plus équilibrée.

Compte tenu des limites de cette étude, nous n'avons pu analyser l'ensemble de ce sujet vaste, mais dont le terrain est relativement récent. Cependant, la perspective ouverte devant les chercheurs en sciences sociales par l'émergence des *think tanks* nous semble prometteuse. Il n'y a nul doute qu'une recherche plus approfondie qui intègre les nouveaux *think tanks* fondés à la fin des années 2000 avec toute la richesse de leur production de savoirs, serait une grande contribution à la lecture de la consolidation démocratique en Turquie à travers le militantisme scientifique des *think tanks*.



## BIBLIOGRAPHIE

- Abelson Donald E., **Do Think Tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes**, Montreal : McGill-Queen's University Press Press, 2002.
- AK Parti, **Milli Birlik ve Kardeşlik Projesi: Soruları ve Cevaplarıyla Demokratik Açılım Süreci**, AK Parti Tanıtım ve Medya Başkanlığı, Ocak 2010.
- Aron Raymond, **Introduction à la philosophie politique. Démocratie et Révolution**, Paris: Livre de Poche, 1997.
- Arato Andrew, The Constitutional Reform Proposal of the Turkish Government: The Return of Majority Imposition, **Constellations** Volume 17, No 2, 2010.
- Badiou Alain; Brown Wendy; Ranciere Jacques; Eric Hazan (dir.) **Demokrasi ne Alemde?**, Istanbul : Metis Yayınevi, 2010.
- Bali Rıfat, Sivil Toplum Hareketinin İki Zaafı : Isadamları ve Elitizm , **Birikim**, no130, Fevriyer 2000, pp33-42.
- Bauman Zygmund, **Yasa Koyucular ile Yorumcular**, Istanbul : Metis Yayınevi, 2003.
- Beetham David, Democratic Quality: Freedom and Rights , **UK Democratic Audit for the International Institut of Democracy and Electoral Assistance**, 2002.
- Birnbaum Pierre, **La fin de politique**, Paris : Edition du Seuil, 1975,p.227-228.
- Bülent Aras, Ertan Aydın,Selin M. Bölme, İhsan Dağı, İbrahim Dalmış, Yılmaz Ensaroğlu, Hatem Ete,Talip Küçükcan,Taha Özhan,Hüseyin Yayman, **Public Perception of Kurdish Question in Turkey**, 2009, SETA.
- Candas Aysen et Bugra Ayse, Solidarity Among Strangers: A Problem of Coexistence in Turkey, **Constellations**, vol17, no2, 2010, pp293-310.
- Carapico Sheila, Mission Democracy, Middle **East Report**, No. 209, 1998.
- Çizakça Murat, **A History of Philanthropic Foundations: The Islamic World from the Seventh Century to the Present**, Boğaziçi University Press, 2000.
- Dabene Olivier; Geisser Vincent; Massardier Gilles, **Autoritarismes démocratiques et démocratie autoritaires au XXIe siècle, Convergence Nord Sud**, Paris : La Decouverte, 2008.
- Dağı İhsan, A.R.O.G. mı komik ASAM mı? , **Zaman**, 5 Decembre 2008. [En ligne : <http://www.zaman.com.tr/yazar.do?yazino=767348>]
- Diamond Larry, Juan J. Linz, Seymour Martin Lipset, "What Makes for Democracy?" in Larry Diamond, Juan J.Linz, Seymour Martin Lipset (ed.), **Politics in Developing Countries: Comparing Experiences With Democracy**, Lynne Rienner Publishers, 1995,p.11.

- Dilek Kurban, Serkan Yolaçan, **Une feuille de route pour une solution à la question kurde: des propositions de la Région pour le gouvernement**, TESEV, 2008, p.5.
- Di Palma Guisseppe, « *Why Democracy Can Work in Eastern Europe ?* », **Journal of Democracy**, volume 2,n1,hiver 1991,pp 21-31.
- Duverger Maurice, **Janus. Les deux faces de l'Occident**, Librairie Arthème Fayard, 1972, p.12.
- Fagin Adam, Democratization in eastern Europe: The limitations of the existing transition literature, **Contemporary Politics**, vol4, no2, 1998, pp.143-159.
- Foucault Michel, **Surveiller et Punir**, Paris: Editions Gallimard, 1975.
- Foucault Michel, **L'archéologie du savoir**, Paris : Edition Gallimard, 1969.
- Gaus Gerald F. et Chandran Kukathas, **Handbook of political theory**, Londres : SAGE Publications, 2004.
- Gourisse Benjamin et Canler Romain, Les think tanks tures: morphologie d'un marche heteronome , **Observatoire Francais des Think Tanks**, le 30 mai 2008, [En ligne : <http://www.offt.eu/horizons/article/la-turquie>]
- Guilhot Nicolas, **La science politique et la transition démocratique à l'Est**, Sociétés Contemporaines, n73, 2009.
- Oxford : Oxford Studies in Democratization Oxford University Press, 2001.
- Heper Metin, The Consolidation of Democracy versus Democratization in Turkey, **Turkish Studies**, No3, 2010.
- Hermet Guy, **La Démocratie**, Paris : Flammarion, 1997.
- \_\_\_\_\_, **Exporter la démocratie**, Paris : Sciences Po Les Presses, 2009.
- \_\_\_\_\_, Kazancıgil Ali et Prud'homme Jean-Francois (dir.), **La gouvernance. Un concept et ses applications**, Paris : Karthala, 2005.
- \_\_\_\_\_, Introduction : The Age of Democracy ? , **International Social Science Journal**, no128, May 1991.
- Higley John and Gunther Richard (eds.), **Elites and Democratic Consolidation in America and Southern Europe**, New York: Cambridge University Press, 1992.
- Huntington Samuel P, **The Third Wave : Democratization in The Late Twentieth Century**, Norman : Uni Seymour versity of Oklahoma Press.1992. traduit par Ergun Özbudun, **Üçüncü Dalga Yirminci Yüzyıl Sonlarında Demokratlaşma**, Türk Demokrasi Vakfı, Ankara 1993, p.39.
- Ihl Olivier, **Les sciences de l'action publique**, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 2006.
- Ihsan Bal, **PKK Terror and Role of Diplomacy**, USAK Center for Security Studies, le 30 septembre 2010. [En ligne: <http://www.usak.org.tr/EN/makale.asp?id=1698>]
- Insel Ahmet, **La Post Démocratie entre gouvernance et caudillisme**, La Revue de MAUSS, no8, 2005.
- \_\_\_\_\_, Reformes ou revolution ? , **Outre Terre**, no10, 2005.
- Jobert Bruno (dir.), **Le tournant libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales**, Paris: L'Harmattan, 1994.
- Joslain Evelyne, **L'Amérique des think tanks: Un siècle d'expertise privée au service d'une nation**, Paris : l'Harmattan, 2006.

- Karl Terry Lynn, Dilemmas of Democratization in Latin America , **Comparative Politics**, n° 23, octobre 1990, pp1-23.
- \_\_\_\_\_,Schmitter P., « Modes of Transition in Latin America, Southern and Eastern Europe , **International Social Science Journal**, n138, mai 1991.
- Keyman E. Fuat et Icduygu Ahmet, Globalization, Civil Society and Citizenship in Turkey: Actors, Boudraries and Discourses, **Citizenship Studies**, vol7, no2, 2002,pp.312-328.
- Keyman Fuat et Onis Ziya, Globalization and Social Democracy in the European Periphery: Paradoxes of The Turkish Experience , **Globalizations**, vol4, no2, 2007, pp1-32.
- Keyman Fuat, Modernization, Globalization and Democratization in Turkey: The AKP Experience and its Limits, **Constellations**, no2, 2010, pp312-326.
- Kınıklıoğlu Suat, The Democratic Left Party: Kapıkulu Politics Par Excellence, **Turkish Studies**, no3, pp4-24.
- Kovats Roland, Think Tanks: A Cornerstone of Democracy , **Freedom House Essays**, 2006. [En ligne : <http://www.freedomhouse.hu/pdfdocs/Overview%20Essay.pdf>]
- Köker Levent, Turkey's Political-Constitutional Crisis: An Assessment of the Role of the Constitutional Court, **Constellations** Volume 17, No 2, 2010.
- Kruzman Charles et Leahey Erin, Intellectuals and Democratization 1905-1912 and 1986-1996 , **American Journal of Sociology**, vol109, no4, Janvier 2004.p.930.
- Kruzman, Charles, Not Ready For Democracy? Theoretical and Historical Objections to the Concept of Prerequisites, **Sociological Analysis**, Vol1, No1. 1998.pp.1-7.
- Lipset Martin, **The Social Requistes of Democracy Revisited**, Institut of Public Policy George Mason University, 1993.pp.1-22.
- Ljipart Arend, The Southern European Examples of Democratization: Six Lessons for Latin America, **Government and Opposition**, Volume 25, Issue1, p.68-84.
- Mainwaring Scott, Transitions to Democracy and Democratic Consolidation: Theoretical and Comparative Issues, Working Paper 130, November 1989, p. 1 <http://www.nd.edu/~kellogg/publications/workingpapers/WPS/130.pdf>
- Mansfield D. and Pevehouse C., Democratization and International Organizations, **International Organization**, Cambridge University Press on behalf of the International Organization Foundation, Vol. 60, No. 1, 2006.
- Mattes Robert and Bratton Michael, Learning about Democracy in Africa: Awareness, Experience Performance, **American Journal of Political Science**, Vol. 51, No.1, 2007.
- McGann James G. et Johnson Erik C., **Comparative ThinkTanks, Politics and Public Policy**, Londres : Edward Elgar Pub, 2006.
- Medvetz Thomas, **Hybrid Intellectuals: Toward a theory of think tanks and public policy experts in United States**, Minnessota : Institut of Social Sciences Cornell University, 2001.
- Monceau Nicolas, **Généralions Démocrates, Les Elites Turques et le Pouvoir**, Paris : Dalloz, 2007.
- Mustafa Oğuz, ASAM closure making think tanks thinker harder , **Hürriyet Daily News**, 2008. [En ligne : <http://www.hurriyet.com.tr/english/domestic/10417056.asp>]

- O'Donnell Guillermo, Challenges to Democratization in Brazil , **World Policy Journal**, 5, Spring 1988.
- Onis Ziya, Redemocratization and Economic Liberalization in Turkey: The Limits of State Autonomy, **Studies in Comparative International Development**, vol27, no2, Summer 1992, pp3-23.
- Ozbudun Ergun, Democratization Reforms in Turkey, 1993-2004, **Turkish Studies**, vol8, no2, pp179-196.
- Ozbudun Ergun et Genckaya Omer Faruk, **Democratization and the politics of constitution-making in Turkey**, Florence: Central European University Pres, 2009.
- Putnam Robert D., **Making Democracy Work: Civic Traditions in Italy**, Princeton: Princeton University Press, 1993, pp.171-185.
- Ranciere Jacques, **La Mésentente : politique et philosophie**, Paris : La Fabrique editions, 2003.
- \_\_\_\_\_, **La Haine de la Démocratie**, Paris : La Fabrique editions, 2005.
- \_\_\_\_\_, **Siyasahın Kıyısında**, Istanbul : Metis Yayınevi, 2010.
- Reinhart Koselleck, **Kavramlar Tarihi**, Istanbul : İletişim Yayınevi, 2009.
- Renteln Alison Dundes, **International Human Rights: Universalism versus Relativism**, Nwbury Park CA : SAGE, 1990.
- Rich Andrew, **Think Tanks, Public Policy and the Politics of Expertise**, Cambridge : Cambridge University Press, 2004.
- \_\_\_\_\_, U.S. Think Tanks and the Interaction of Ideology Advocacy and Influence , **International Relations Administration Review**, 2001.
- Salame Ghassan, **Démocratie sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique**, Paris : Fayard, 1994.
- Saward Micheal, Democratic Theory and Indices of Democratization, *in* Beetham Jeremy (ed.), **Defining and Measuring Democracy**, London : SAGE, 1994.
- Scalapino Robert A., Democratizing Dragons : South Korea and Taiwan, **Journal of Democracy**, no 4, Juillet 1993, pp.70-83.
- Scalbert-Yücel Clémence and Le Ray Marie, Knowledge, ideology and power. Deconstructing Kurdish Studies, **European Journal of Turkish Studies**, No 5,2006.
- Schmid Dorothee, Le partenariat, une methode europeenne de democratisation en Mediterranee? , **Politique étrangère**, no3, Automne 2005.
- Schmitt Carl, **Parlémentarisme et démocratie**, Paris: Seuil, 1988.
- Schmitter Philippe C., Dangers and Dilemmas of Democracy, **Journal of Democracy**, no5, 1994.
- \_\_\_\_\_, and Terry Karl, Modes of Transition in Latin America, Southern and Eastern Europe, **International Social Science Journal**, n128, mai1991, p.269-284.
- Shin Don Chull On The Third Wave of Democratization: A Synthesis and Evaluation of Recent Theory and Research, **World Politics**, vol47, no1, Octobre 1994, pp135-170.
- Shmitz Hans Peter Domestic and Transnational Perspectives on Democratization , **International Studies Review**, vol6, no3, Septembre 2004, pp405-426.

- Schumpeter Joseph A. **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965, p. 366.
- Smith James A., **The Idea Brokers**, New York: The Free Press, 1991.
- Stones Diana, **Capturing The Political Imagination : Think Tank and The Policy Process**, London : Frank Cass, 1996.
- Quick Aaron, **Read The Label First A Critical Analysis of Think Tank Citations**, A Master Thesis Presented to the Faculty of Graduated School, The University of Southern California, 2003.
- Taşkın Yüksel, **Milliyetçi Muhafazakâr Entelijensiya**, İletişim Yayınları, 2007.
- Taylor Steven L., Democratization in Latin America , **Latin American Research Review**, vol37, no3, 2002.
- Tilly Charles, Process and Mechanism of Democratization, **Sociological Theory (American Sociological Association)**, vol18, no1, Mars 2000.
- Touraine Alain, **Qu'est-ce que la démocratie?**, Paris : Fayard, 1994.
- Üskül Zafer, **Türk Demokrasisi'nde 130 Yıl (1876-2006)**, TUSIAD Yayınları 2006.
- Whitaker Beth Elise, Citizens and Foreigners : Democratization and the Politics of Exclusion in Africa, **African Studies Review**, vol48, no1, Avril 2005.
- Whitehead Laurence, **The International Dimensions of Democratization Europe and the Americas**, Oxford Studies in Democratization, 2001.pp.201-226.
- Wodale and Mey, **Methods of Discourse Analysis**, Londres : SAGE Publications, 2001.
- Xufeng Zhu, The Influence of Think Tanks in The Chinese Policy Process , **Asian Survey**, vol49, Issue2, 2009.
- \_\_\_\_\_, and Xue Lan, « Think Tanks in Transitional China », **Public Administration and Development**, 27:5, décembre 2007, pp.452-64.
- Venezuela Samuel, Democratic Consolidation In Post-Transitional Settings: Notion, Process and Facilitating Conditions, Working Paper 150, December 1990. p.1-37.  
<https://kellogg.nd.edu/publications/workingpapers/WPS/150.pdf>
- Yetkin Murat, Başbakan Yemekte Ne Dedi Polemiği? **Radikal**, 6 mai 2008 [En ligne:<http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalHaberDetay&ArticleID=876228&Date=02.11.2010&CategoryID=98>]
- Yılmaz Serpil, Desteklemeyi sürdüreceğim, **Milliyet**, 27 novembre 2008. [En ligne:  
<http://www.milliyet.com.tr/Yazar.aspx?aType=YazarDetay&ArticleID=1021334&AuthorID=103&b=Desteklemeyi%20surdurecegim&a=Serpil%20Yilmaz>]